

Le développement de l'activité agricole en zone d'exploitation pétrolière – le cas de la paroisse de Pacayacu (Sucumbíos, Équateur)



Image 1 : photo prise par l'auteure - torchère Estación de bombeo Sucumbíos, Pacayacu (27/05/13)

Mémoire préparé sous la direction de Denis Requier Desjardins

Présenté par Magali Dumond

Remerciements

L'étude que j'ai réalisée dans le cadre du projet MONOIL a été pour moi une grande satisfaction. Elle m'a permis de participer à la mise en place d'un projet passionnant, et assurément d'une grande aide pour le développement du territoire local.

À ce titre, je tiens avant tout à remercier Sylvia Becerra et Laurence Maurice qui m'ont accordé leur confiance pour travailler à leur côté dans ce projet qui leur tient à cœur.

Je remercie également Denis Requier Desjardins pour avoir accepté de diriger mon mémoire, et pour m'avoir guidé et conseillé tout au long de mon travail de recherche.

Un immense merci également à Ivan Cangas, qui a veillé au bon déroulement de ma mission, et m'a permis de la réaliser dans des conditions idéales.

Je tiens spécialement à adresser toute ma reconnaissance et mon amitié sincère à Belia Vaca et à sa famille, qui m'a accueillie à bras ouverts.

Enfin, merci à Élise et Guilhem pour leurs conseils précieux, et à Clémence pour le travail et les moments partagés.

Pour terminer, je tiens à adresser mes remerciements à toutes les personnes qui m'ont aidé dans la réalisation de ce travail, et parmi eux aux agriculteurs de Pacayacu qui m'ont reçu chaleureusement et m'ont donné leur confiance, à la Junta Parroquial et aux ingénieurs du CISAS, de l'INIAP, et du PRAS et à toutes les personnes rencontrées à Quito. Je remercie en particulier José Fajardo qui m'a accordé de son temps précieux pour me faire partager ses expériences et ses connaissances.

À María José et à Carolina.

Avertissement

Les propos développés dans ce document n'engagent que son auteure.

L'Institut d'Études Politiques de Toulouse, l'Institut de la Recherche pour le Développement ou le laboratoire Géosciences Environnement Toulouse ne sauraient en être tenus pour responsables.

Précisions sur les termes utilisés

Abréviations

ACOPSAS: Asociación de Comité Populares de Salud de Sucumbíos

CISAS: Centro de Investigaciones y Servicios Agropecuarios de Sucumbíos

CNA : Censo Nacional Agropecuario

ESPAC: Encuesta de Superficie y Producción Agropecuaria Continua

FAO : Organisation des Nations Unis pour l'Alimentation et l'Agriculture

FDA: Frente de Defensa de la Amazonía

FLACSO: Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales

FOCAP: Federación de Organizaciones Campesinas de Pacayacu

IERAC: Instituto Ecuatoriano de Reforma Agraria y de Colonización

INEC: Instituto Nacional de Estadísticas y Censo

INIAP: Instituto Nacional Autónomo de Investigaciones Agropecuarias

JAAP: Juntas Administrativas de Agua Potable y Alcantarillado

MAE: Ministerio del Ambiente (Ecuador)

MAGAP: Ministerio de Agricultura, Ganadería, Acuacultura y Pesca (Ecuador)

OIM: Organisation Internationale des Migrations

PDOT: Plan de Desarrollo y Ordenamiento Territorial

PRAS: Programa de Reparación Ambiental y Social

SENESCYT: Secretaria Nacional de Educación Superior, Ciencia, Tecnología e Innovación

SINAGAP : Sistema de Información Nacional de Agricultura, Ganadería, Acuacultura y Pesca
(rattaché au MAGAP)

SIPAE : Sistema de Investigación de la Problemática Agraria en el Ecuador

UPA : Unité de Production Agricole

Traduction

Centro Poblado : zone centrale, centre-bourg de la paroisse qui regroupe les activités économiques et politiques.

Crudo : pétrole brut.

Derrame de petróleo : fuite de pétrole

Finca : ferme, exploitation agricole

Junta Parroquial : la Junte Paroissiale. Autorité de gouvernement décentralisée en charge de l'administration de la paroisse. Désigne aussi les bureaux où siègent l'administration et les élus.

Mechero : torchère

Parroquia : paroisse. Subdivision administrative du territoire équatorien, échelon inférieur au canton.

Recinto : village de la paroisse (littéralement « enceinte »). Désigne une grande communauté.

Remediación ambiental : réparation environnementale. Nettoyage de la contamination pétrolière.

Solar : petit terrain

Unités de mesure et taux de conversion

1 livre (lb): environ 460 g

1 quintal (q) : 100 lb, environ 46 kg

1 gallon (gal) : environ 4 L

1\$ = 0.76€ (au 30/08/13)

Table des matières

Remerciements	2
Avertissement.....	3
Précisions sur les termes utilisés	4
Introduction	11
I- Présentation du projet Monoil	11
II- Problématique.....	12
1) Question de départ.....	12
2) Cadre théorique	14
III- Méthodologie	14
IV- Mise en contexte.....	16
a) L'organisation territoriale de l'Équateur	16
b) La colonisation de l'Amazonie.....	19
c) Le territoire de Pacayacu	20
Première partie – Analyse de l'activité agricole, cœur du développement économique de l'Amazonie.....	23
Chapitre 1 : l'activité agricole comme pratique socio-économique : être exploitant agricole à Pacayacu.....	24
I- Le rêve amazonien, à la recherche d'une vie meilleure	24
1) Une migration coloniale récente	24
a) La migration des paysans sans terre	24
b) L'appel de l'industrie pétrolière et la (re)conversion agricole	28
c) Le déplacement des réfugiés.....	Erreur ! Signet non défini.
d) L'organisation communautaire.....	29
2) La caractéristique des cultures	31
a) Une méconnaissance du terrain	31

b)	L'évolution de la structure agraire.....	Erreur ! Signet non défini.
II-	Vivre « à la marge »	37
1)	L'isolement géographique.....	37
a)	Un développement économique et social au ralenti	37
b)	Zone frontalière	39
2)	La situation économique des familles	41
a)	Une projection à long terme difficile.....	41
b)	Vers un nouvel exode ?	43
	Chapitre 2 : l'organisation des échanges marchands.....	46
I-	Une production familiale tournée vers les filières d'exportation.....	46
1)	Du boom caféier à la tentation de la production de Palme africaine.....	47
2)	Le maintien d'une agriculture d'autosubsistance.....	67
II-	Une dépendance aux marchés extérieurs	70
1)	Le règne des acheteurs intermédiaires	70
a)	Une faible demande intérieure.....	70
b)	Le règne des intermédiaires	72
2)	Un territoire inadapté aux échanges ?	73
	Deuxième partie : les familles d'agriculteurs face aux mutations économiques, environnementales et sociales	78
	Chapitre 1 : L'Amazonie, premier bassin industriel de l'Équateur.....	79
I-	L'activité pétrolière, facteur d'accroissement des ressources familiales	79
1)	Stratégies de diversification des portefeuilles d'activités	79
2)	Parfois au détriment du développement de l'activité agricole	79
II-	Une modification de la structure sociale	81
1)	Le développement de la corruption	81
a)	La tentation du vice	81

b)	La montée des tensions sociales	81
2)	Le bouleversement de la structure démographique	82
a)	Les aspirations des fils de migrants	82
b)	Un univers masculin	85
Chapitre 2 : Travailler ensemble pour le développement agricole.....		88
I-	Réconcilier activités agricoles et pétrolières	88
1)	produire en zone contaminée.....	88
a)	La pollution pétrolière	88
b)	Le Plan Colombia	89
c)	Les intrants agricoles	90
2)	l'entreprise, maîtresse du développement local	92
a)	le développement du territoire.....	92
b)	Un effet d'entraînement des activités économiques.....	93
II-	L'organisation paysanne	94
1)	Des pré-coopératives aux organisations juridiques	94
2)	Exemple d'une stratégie organisationnelle réussie : la micro entreprise de cacao	97
Conclusion.....		99
Annexes.....		101
Annexe 1 : Liste des entretiens effectués auprès des agriculteurs de Pacayacu.....		102
Annexe 2 : les apports de la réforme agraire (1964-1973).....		104
Annexe 3: les flux de migration qui ont alimentés la colonisation de l'Amazonie Equatorienne sur la période 1970-1990		105
Annexe 4 : Aptitude des sols sur le territoire de Pacayacu		Erreur ! Signet non défini.
Annexe 5 : usage actuel des sols sur le territoire de Pacayacu....		Erreur ! Signet non défini.
Annexe 6 : Conflits d'usage du sol sur le territoire de Pacayacu		106

Annexe 7 : comparaison des indicateurs économiques et sociaux de développement dans la paroisse de Pacayacu, la province de Sucumbíos et le territoire national **Erreur ! Signet non défini.**

Annexe 8 : Evolution des surfaces semées et récoltés, de café, cacao et palme africaine en Équateur, sur la période 2005-2012 107

Annexe 9 : Balance de l'offre et de la demande en café, cacao et palme africaine, en Équateur, sur la période 2010-2012..... 109

Annexe 10 : Evolution de la production et rendement du café et cacao sur la période 2005-2012..... 110

Annexe 11 : Exportation du café, de la palme africaine et du cacao par pays de destination, en Equateur en 2012 111

Annexe 12 : Comparaison de la répartition de la population économiquement active dans la province de Sucumbíos et au niveau national 112

Table des matières **Erreur ! Signet non défini.**

Table des figures : 113

Table des images : 113

Bibliographie 114

Ouvrages 114

Articles 114

Mémoires effectués dans le cadre de MONOIL 115

Résumé 116

Introduction

I- Présentation du projet Monoil

La présente étude a été réalisée dans le cadre du projet MONOIL - Monitoring environnemental, santé, société et pétrole en Équateur, dont l'objectif principal est d'améliorer la compréhension et le suivi des impacts sur la société et l'environnement des activités pétrolières en Équateur, en termes de dommages et de vulnérabilités. Ce projet de coopération franco-équatorienne associe divers acteurs universitaires et étatiques, dont la SENESCYT, le MAE, et les entreprises publiques Petroecuador et Patroamazonas concernant les partenaires équatoriens, ainsi que l'IRD et le laboratoire GET du côté français. Il s'appuie sur une approche interdisciplinaire qui réunit des chercheurs en sciences sociales et sciences de la Terre. Il s'inscrit dans une démarche de transfert de connaissances auprès des pouvoirs publics et entend contribuer au développement de nouveaux outils de gouvernance intégrant davantage les enjeux sociaux et environnementaux liés au pétrole.

Deux sites ont été choisis en Amazonie pour mener cette étude : Dayuma, située dans la paroisse d'Orellana, qui a fait l'objet d'une étude sur les vulnérabilités sociales, économiques et environnementales (PAICHARD, 2012), et Pacayacu, dans la province de Sucumbíos, qui est le terrain qui sert de base au présent travail. Parallèlement, deux mémoires portant une vision plus globale des enjeux socio-politiques liés à l'activité pétrolière en Amazonie, à savoir une étude sur les mobilisations face à la contamination (BISSARON, 2012), et une seconde sur la transformation des structures sociales et politiques autour des activités pétrolières (JUTEAU, 2012) ont été réalisés par des étudiants de l'IEP Toulouse dans le cadre de ce projet. Enfin, la raffinerie d'Esmeraldas a été l'objet d'un dernier stage de recherche en 2013.

La particularité de la zone d'étude est la présence d'activités pétrolières, qui est à l'origine d'une contamination environnementale avérée. Le projet MONOIL est divisé en différentes tâches au cours desquelles vont être analysés les impacts de ces pressions environnementales sur territoire :

1. Coordination scientifique du projet et approche participative

2. La culture du risque de contamination en Amazonie Equatorienne : évaluer les représentations sociales et les stratégies pour faire face aux contaminations pétrolières et établir des profils-types de vulnérabilité sociale.
3. Impacts des activités pétrolières sur l'environnement : évaluer les niveaux de contamination environnementale et valider des outils de contrôle.
4. Mise en œuvre de l'efficacité de la politique environnementale liée aux activités pétrolières : analyser l'efficacité des réponses politiques à la contamination environnementale en identifiant des facteurs de vulnérabilité et de capacités politico-institutionnelle.
5. Scénarios et outils pour le développement durable d'un territoire pétrolier en Amazonie : élaborer des scénarios et outils pour un développement durable, et favoriser le transfert et la valorisation des résultats scientifiques.

La composante humaine et sociale est ainsi un des grands volets de MONOIL, et vise à évaluer les impacts sur les sociétés des changements environnementaux, notamment à travers l'étude des vulnérabilités et capacités des populations à faire face à la contamination.

L'étude socio-économique présentée dans ce mémoire s'inscrit dans la seconde tâche définie par le projet, et plus particulièrement dans le troisième objectif intitulé « stratégie des communautés pour faire face »,

II- Problématique

1) Question de départ

L'Équateur a développé une économie fondée sur l'exportation des matières premières, agricoles et minérales. Aujourd'hui, le pétrole représente 45% des revenus du budget général de l'État, loin devant les autres secteurs. La majorité des réserves pétrolières est concentré en Amazonie, et plus particulièrement dans les provinces d'Orellana et de Sucumbíos qui représentent à elles-seules 85% de la production nationale.

L'exploitation des ressources souterraines à partir de 1972 a permis le décollage économique du pays, les provinces amazoniennes demeurent les plus pauvres du pays, avec des indicateurs de développement socio-économiques relativement faibles. Il s'agit d'une zone de peuplement récente, la majorité des habitants sont des migrants arrivés après l'ouverture des routes par les compagnies pétrolières¹. Ce mouvement de colonisation a été renforcé par deux lois de Réforme Agraire, de 1964 et 1973 qui ont incité les agriculteurs à aller cultiver des terres en Amazonie.

Les activités agricoles et pétrolières se sont donc développées simultanément dans la région, et cohabitent depuis plus de 40 ans de manière plus ou moins conflictuelle et concurrentielle. Dans la province de Sucumbíos, tout comme à Orellana, l'agriculture reste la première source d'emploi des habitants, mais la carrière dans l'entreprise pétrolière, plus rentable, attire les populations locales et nationales. Dans le contexte d'un territoire produisant les premières richesses du pays, mais souffrant d'une contamination environnementale indéniable (PAICHARD, 2012), nous pouvons donc nous interroger sur la relation qu'entretiennent ces deux secteurs aux intérêts a priori contradictoires.

Nous nous intéresserons ainsi à l'adaptation de l'agriculture familiale aux mutations de l'environnement économique et social, en nous demandant **dans quelle mesure la présence d'activités pétrolières peut conditionner les stratégies économiques des familles de producteurs agricoles, et influencer les systèmes de moyens d'existence locaux.**

La définition de système de moyen d'existence a été donnée par Chamber et Conway :

- Par « système », nous entendons les stratégies globales des individus (élevage, culture, échanges,...).
- «Par moyens d'existence (livelihood), nous entendons les capacités, les avoirs et les activités nécessaires au maintien de la vie. Les moyens d'existence sont considérés comme durables lorsqu'ils permettent de faire face à des chocs ou à des situations de stress, et de les surmonter, et de maintenir ou renforcer ses capacités et ses avoirs à la fois dans le présent et dans le futur, sans porter atteinte à la base des ressources naturelles». (Chambers, Conway, 1991, p6)

Nous tâcherons d'apporter des éléments de réponse en étudiant les axes suivants :

¹ Nous n'aborderons pas dans cette étude le thème complexe des populations autochtones présentes sur le territoire avant l'arrivée des entreprises et qui ont été lourdement affectées par l'activité pétrolière.

1. Les spécificités de cette agriculture familiale : qui sont les producteurs, et comment se caractérisent leur production
2. Les agriculteurs face à la contamination : quelles représentations ont-ils des difficultés à produire ? dans quelle mesure l'activité pétrolière est-elle perçue comme ayant un impact sur leur mode de vie ? quelles stratégies mettent-ils en œuvre pour améliorer leur situation ?

2) **Cadre théorique**

L'activité agricole ne saurait être réduite à un système de production spécifique (Paul et al, 1994, p.7) reposant sur la rationalité et la cohérence des prises de décisions. Les systèmes de production ne sont que des « composantes des stratégies paysannes », et il est fréquent que dans sa prise de choix, l'agriculteur soit amené à avoir recours à « d'autres espaces socio-économiques ». Souvent le ménage de l'exploitant est une entité plurisectorielle.

Il apparaît alors pertinent d'analyser les choix des agriculteurs à travers la notion de « système d'activités », défini par les auteurs comme « un métasystème qui englobe [les activités agricoles] à côté des autres activités productives de l'exploitant et de sa famille ». Ces stratégies de diversification des sources de revenus semblent particulièrement développées en Amazonie Equatorienne, où l'emploi pétrolier bénéficie d'une force d'attraction non négligeable.

Par ailleurs, la notion de « système d'activités » permet de prendre en compte la pluriactivité de tous les membres de la famille (portefeuille d'activités), et non plus seulement le travail du chef d'exploitation. Elle paraît donc particulièrement intéressante pour étudier les objectifs des ménages et les stratégies collectives.

Ce concept de système d'activités, qui ne prend en compte que les activités rémunératrices, peut cependant s'avérer réducteur lorsqu'il s'agit de s'intéresser à la structure sociale dans laquelle sont ancrés ces ménages. C'est pourquoi nous choisirons finalement le concept de « moyens d'existence » qui semble correspondre davantage à une analyse globale des histoires de vie, du quotidien, et des capacités de résilience des acteurs vivant en zone d'exploitation pétrolière.

III- Méthodologie

1) Analyse documentaire

La réalisation de cette étude a tout d'abord consisté à analyser en amont la littérature existante sur le sujet. Différents types de documents ont ainsi été utilisés.

D'une part, les études réalisées dans le cadre du projet MONOIL l'an passé ont constitué une source précieuse pour comprendre le contexte local, et connaître les premiers éléments de conclusion qui ont été rapportés.

Parallèlement, nous nous sommes appuyés sur des documents théoriques, académiques présentant des concepts et des analyses sur des sujets pouvant éclairer notre enquête.

Enfin, des documents plus factuel, tels que des données statistiques, articles de journaux, base juridique, nous ont apporté des données plus précises sur la situation locale, et nous ont permis d'illustrer et de vérifier les hypothèses que nous avons émises.

2) Entretiens institutionnels et académiques

Ce travail préliminaire nous a permis d'avoir un aperçu des problématiques présentes au niveau local. Nous avons pu déterminer un certain nombre d'acteurs institutionnels et associatifs jouant un rôle dans le développement économique de la région amazonienne, ainsi que les universitaires s'étant intéressés au sujet. Cette deuxième étape a donc constitué à rassembler l'information disponible sur Quito.

3) Enquêtes de terrain

Le travail de terrain a été une source majeure d'information. Il a consisté en premier lieu à la réalisation d'une série d'entretiens auprès des agriculteurs de Pacayacu. Pour cela, nous avons au préalable créé une grille d'entretiens, en fonction des éléments analysés lors de la recherche documentaire, qui a été adaptée au fil des rencontres. Elle a été élaborée pour être la plus neutre possible et ne pas influencer les réponses des interlocuteurs. Elle s'appuie donc principalement sur des questions ouvertes, qui servent de base au dialogue et offrent une certaine liberté aux agriculteurs dans les réponses qu'ils fournissent. L'objectif était de récolter un certain nombre de données concrètes, tel que la taille de l'exploitation, ou la profession des membres de la famille, mais il s'agissait également d'essayer de déceler les perceptions qu'ils avaient sur les différents thèmes abordés. Nous avons pu observer que l'ordre des réponses, les mots employés, ou la dissimulation de données, peuvent révéler une information essentielle.

Nous avons enregistré 25 entretiens d'agriculteurs de Pacayacu (Annexe 1), auxquels s'ajoutent 8 entretiens effectués avec des exploitants des paroisses de San Roque et de Puerto Rodríguez. Il nous a en effet paru intéressant de compléter notre analyse en observant la situation dans deux communautés voisines, l'une caractérisée par l'exploitation de palme africaine, l'autre située dans une zone isolée, sans route d'accès et sans contact avec les entreprises pétrolières.

4) Limites rencontrées

Tout d'abord, nous avons noté la méfiance des agriculteurs envers les acteurs associatifs et institutionnels. Il a donc fallu nous démarquer clairement du MAE ou d'ONGs auxquelles nous étions facilement assimilés. Le statut d'étudiante, femme, jeune, a cependant permis de faciliter le contact avec les habitants.

Un deuxième problème auquel nous avons dû faire face est notre dépendance aux autorités administratives qui nous conduisait dans les fermes. En effet, les premiers temps, il était difficile de réaliser un entretien auprès de personnes qui ne nous connaissaient pas, d'une part en raison de ce même sentiment de méfiance que nous avons évoqué. D'autre part, nous avons parfois remarqué une certaine hostilité à répondre aux questions, du fait de la forte sollicitation des habitants dans la réalisation d'enquêtes qui ne se concluent pas par des éléments concrets. Ainsi, nous pouvons nous demander si la présence de représentant de la junta paroissiale lors de certains entretiens ne peut pas biaiser les résultats obtenus.

Enfin, nous pouvons nous interroger sur la fiabilité des témoignages recueillis. En effet, nous avons suivi des agriculteurs participant à un projet de développement agro-productif, qui avaient déjà fourni un certain nombre d'information à la junta paroissiale concernant leurs cultures et leurs situations familiales. Nous avons ainsi remarqué que beaucoup de données ne coïncidaient pas, ce qui nous a amené à nous demander s'il n'y aurait pas une stratégie de victimisation de la part des agriculteurs lorsqu'ils s'adressent à des intervenants étrangers.

IV- Mise en contexte

a) L'organisation territoriale de l'Équateur

L'Équateur compte 15 millions d'habitants, répartis sur un territoire de 283 000 km², soit une densité d'environ 60 habitants au km². Cependant, les régions présentent des caractéristiques démographiques et économiques variées et inégales. Nous pouvons distinguer trois zones géographiques qui divisent verticalement le pays, chacune étant caractérisée par un climat et des cultures différentes : à l'est se trouve la Costa, au centre la Sierra, à l'ouest l'Oriente qui comprend la région amazonienne. Cette dernière, qui est notre zone d'étude, est la moins peuplée, mais produit l'essentiel des richesses économiques du pays grâce à l'exploitation des réserves pétrolières du sous-sol. Elle se caractérise également par un climat chaud et humide, propice à une agriculture tropicale, proche de celle de la côte. Ces « régions » n'ont pas d'existence juridique. Le découpage officiel selon la constitution de 2008, reconnaît différents échelons territoriaux, gérés par des Gouvernements Autonomes Décentralisés (GAD). Nous discernons trois échelons de GAD² : le Conseil Provincial, le Conseil Municipal, et le Conseil Paroissial. Notre territoire d'étude est la paroisse de Pacayacu, qui se situe dans le canton de Lago Agrio, province de Sucumbíos.

Le territoire équatorien est donc divisé en 24 provinces. L'Oriente regroupe les provinces de Orellana, Pastaza, Napo, Sucumbíos, Morona Santiago, et Zamora Chinchipe. Chaque province est gouvernée par un Préfet, élu au suffrage universel, qui est assisté par un Conseil Provincial, constitué de présidents des Juntas Paroissiales. Un gouverneur est également nommé par le Président de la République et incarne les fonctions exécutives.

² Il y a en réalité 5 échelons. Les provinces peuvent se regrouper en Régions, gouvernées par un Conseil Régional, mais il n'en existe pas à l'heure actuelle. Les zones urbaines sont gouvernées par des Conseils Métropolitains, mais le territoire sur lequel nous travaillons n'étant pas concerné, nous choisissons de ne pas développer ce point.



Figure 1 : régions et provinces de l'Equateur (source: <http://jeffyjim.blogspot.fr/>)

Les provinces sont ensuite sous-divisées en Canton, à la tête duquel se trouve un Alcalde, assisté par un conseil cantonal élu au suffrage universel. La province d'étude, Sucumbíos comprend les cantons de Lago Agrio, Putumayo, Cuyabeno, Shushufindi, Cascales, Sucumbíos, et Gonzalo Pizarro.



Figure 2 : les cantons de la province de Sucumbíos (source : <http://xaviergian.wordpress.com/>)

Enfin, chaque canton est divisé en paroisse, dernier échelon administratif. Ces paroisses sont dirigées par une junta paroissiale élue par les habitants, et dont le chef de liste devient président.

b) La colonisation de l'Amazonie

Les habitants de Sucumbíos sont en grande majorité natifs de la Sierra et de la Costa, et notamment de la province de Loja, ce qui a conduit à faire connaître la capitale Lago Agrio sous le nom de « Nueva Loja ». Cette migration massive a été impulsée par plusieurs facteurs.

Tout d'abord, la structure agraire de l'Équateur des années 1960 est fortement inégalitaire : en 1954 à l'échelle du territoire national, 71,1% des exploitations ont moins de 5 hectares et occupent 7,2% des terres agricoles, alors que 2% des propriétés s'étendent sur plus de 100 hectares et représentent 64,4% des surfaces cultivées (Brassel et al. 2010, p.21). La province de la Sierra est particulièrement représentative de cette forte concentration de terre, avec une organisation en « minifundios » et grandes « haciendas » ou latifundios, et certains auteurs n'hésitent pas à parler de caractéristiques « semi-féodale » (Gondart et al, 1988, p16). La pression sur la terre génère une grande pauvreté rurale, et de vastes mouvements migratoires ont lieu vers la Costa, où se concentrent les grandes plantations industrielles du fait du dynamisme économique généré par les ports commerciaux. Guayaquil est ainsi reconnu sur marchés internationaux pour le commerce de fruits tropicaux, et notamment de la banane. Ces deux régions comptent donc un grand nombre d'ouvriers agricoles (« jornaleros »), et de paysans sans terre, et les cultures extensives commencent à entraîner une baisse de productivité des sols.

Dans les années 1960, la fin de l'ère bananière a affaibli l'économie nationale, et accentué la précarité agricole. Parallèlement, plusieurs processus politiques à l'échelle nationale – montée des revendications des mouvements indigènes, et internationale – réforme agraire cubaine, poussent le gouvernement d'Ibarra à initier sa propre loi de restructuration de la propriété foncière. En 1964 et 1973, deux Lois de Réforme Agraire sont promulguées avec pour objectifs la réduction de la pression foncière et le déplacement de la frontière agricole, en s'appuyant sur l'immense réserve de terres amazoniennes supposées inoccupées (Annexe 2). En créant l'Institut Equatorien de Réforme Agraire et Colonisation (IERAC) pour assurer cette

mission, l'Etat laisse entendre que dès lors le processus de « réforme agraire » sera associé à celui de « colonisation », comme parties intégrantes d'une même politique à la charge d'un seul et unique organisme.

À cette même époque, la Sierra, puis une décennie plus tard la province de Manabí, est sujette à de grands épisodes de sécheresses qui amplifient les pressions foncières et les mouvements migratoires, notamment vers la région de Sante Domingo (Annexe 3). Nous remarquons effectivement à travers les témoignages des agriculteurs de Pacayacu que bien que beaucoup de Lojanos ou Manabienses ont passé plusieurs années dans cette province avant de rejoindre l'Oriente.

Néanmoins, c'est l'autorisation par le gouvernement d'Ibarra en 1968, de l'entrée des compagnies pétrolières en Amazonie, dont la richesse du sous-sol est connue depuis plusieurs décennies, qui va réellement impulser un phénomène d'immigration massive. Rapidement, les entreprises ouvrent les premières routes dans la jungle : en 1970, la ville de Lago Agrio est créée par et pour les travailleurs pétroliers, et deux ans plus tard, les premiers galons de pétrole sont extraits du sous-sol.

Le peuplement de l'Amazonie n'est donc pas spontané, mais il s'agit plutôt du résultat d'une stratégie politique et économique organisée par le gouvernement Equatorien il y a tout juste un demi-siècle. Les peuplements indigènes initialement présents dans la zone d'établissement ont été les grands spoliés de ces réformes, qui ont entraînés le déplacement et l'extinction de ces populations. Ainsi, la paroisse de Pacayacu ne compte pas aujourd'hui de communauté native de ce même territoire. Nous choisissons donc de ne pas aborder la dimension ethnique dans ce mémoire, et de nous intéresser seulement aux histoires de vie des colons.

c) Le territoire de Pacayacu

Avec plus de 89 000ha de surface, Pacayacu est de loin de la plus grande paroisse du canton de Lago Agrio. Le nombre d'habitants affiché lors du dernier recensement est d'un peu plus de 8000 habitants (INEC, 2010), mais selon les habitants, la paroisse compterait en réalité plus de 11 000 habitants.



Figure 3 : localisation de la paroisse de Pacayacu. (Source : PDOT 2011)

Le site de Pacayacu a notamment été choisi comme zone d'étude en raison de la forte contamination qui sévit sur son territoire. Le Campo Libertador, qui s'étend sur une grande partie de la paroisse, compte 74 puits pétroliers qui produisent 18000 barils de pétrole par jour (PDOT, 2011, p31). Quarante années d'exploitation pétrolière ont en effet laissé des marques, et les accidents à l'origine de fuite de pétrole sont encore nombreux. Le Ministère de l'Environnement, à travers du PRAS (Programa de Reparación Ambiental y Social), a désormais reconnu Pacayacu comme une zone prioritaire de mise en place de programmes de réparation environnementale. En août 2013, ces derniers ont officialisé le lancement d'un projet de soutien à 150 agriculteurs habitant le Campo Libertador, dans le cadre d'un programme de « Réparation Intégrale » de la zone. Outre un appui technique aux agriculteurs, il s'agit notamment de récupérer les capacités des sols contaminés, en semant des légumineuses, et en développant des systèmes agro-forestiers.

Près d'un habitant sur deux exerce la profession d'agriculteur (PDOT, 2011 p35) ce qui place ce secteur loin devant l'activité pétrolière (10% des de la population active). La quasi-totalité des habitants possédant une ferme, on peut facilement supposer que la prise en compte du travail agricole informel, qui a lieu dans le cadre familial, permettrait de considérer l'ensemble de la population active.

Nous allons étudier dans un premier temps les caractéristiques de l'activité agricole à Pacayacu, en retraçant les parcours de vie des habitants. Puis nous étudierons leurs stratégies d'adaptation aux changements socio-économiques et environnementaux.

**Première partie – Analyse de l'activité agricole, cœur du
développement économique de l'Amazonie**

Chapitre 1 : l'activité agricole comme pratique socio-économique : être exploitant agricole à Pacayacu

Pour comprendre les stratégies des acteurs, il est nécessaire de comprendre le contexte dans lequel ils évoluent.

I- Le rêve amazonien, à la recherche d'une vie meilleure

À la différence d'autres régions du bassin Amazonien, les habitants de Pacayacu peuvent tous être considérés comme des migrants, dont la quasi-totalité colons, originaire de la Costa ou la Sierra. En effet, l'entrée des compagnies pétrolières à partir des années 1960 a entraîné la disparition progressive de quelques groupes de familles ancestrales indigènes présentes sur le territoire, dont les Tetete (PDEC Pacayacu, 2011, p.8). Quelques familles ou communautés se revendiquent aujourd'hui indigènes, mais ce sont également des migrants venus d'autres zones de l'Orient. Nous pouvons ainsi noter que

Comme nous l'avons vu en introduction, la colonisation de l'Amazonie a débuté dans les années 1960, avec l'ouverture des routes dans la jungle vierge par les compagnies pétrolières, qui fut accompagnée d'une vaste réforme agraire initiée par le gouvernement d'Ibarra. Les histoires de vie des habitants de Pacayacu témoignent de ces deux dynamiques parallèles : d'une part, certains d'entre eux espèrent trouver un emploi dans la nouvelle industrie fleurissante, d'autres souhaitent saisir l'opportunité d'acquérir leurs propres terres. Nous pouvons alors émettre l'hypothèse que les stratégies de vie des nouveaux habitants vont différer selon les raisons qui les ont poussés à migrer. Nous remarquons cependant des similitudes dans ce choix de la migration, à savoir la recherche d'une vie meilleure, et l'influence de la présence d'amis ou parents dans la zone d'établissement.

1) Une migration coloniale récente

a) La migration des paysans sans terre

Dans le cadre de la promotion des nouvelles lois agraires (1964-73), le gouvernement d'Ibarra met en place une grande campagne de propagande pour attirer les petits paysans en Amazonie, et espère ainsi décongestionner les terres de Sierra et de la Costa. Les entretiens réalisés auprès des habitants de la paroisse confirment ces données : sur 23 personnes interrogées à Pacayacu, 20 sont originaires de la Sierra.



Figure 4 : Origine et zones de transition des personnes interrogées à Pacayacu

L'IERAC (Institut Equatorien de Réforme Agraire et Colonisation) est chargé d'organiser l'établissement des nouveaux arrivants : il délimite des terrains de 50 hectares, soit 250m de large sur 2000m de fond, le long des pistes tracées par les entreprises pétrolières. Le territoire est ainsi découpé : lorsque les terrains qui longent les deux côtés de la route sont occupés, des rangées parallèles sont successivement tracées pour permettre l'installation de nouvelles exploitations. Les nouveaux arrivants se répartissent le long de ces différentes « lignes ». Dans les faits, les colons s'approprient des terrains allant de 20 à 80 hectares, mais globalement, le contrôle institutionnel empêche la concentration foncière et permet ainsi de créer une structure agraire plus équitable que celle de la Sierra ou la Costa. Néanmoins, les inégalités territoriales se font rapidement sentir : les colons qui s'installent sur la troisième ou quatrième ligne (le découpage pouvant aller jusqu'à sept rangées) sont rapidement isolés des dynamiques économiques qui se développent le long de la route principale.

L.G. fait partie des premiers migrants à s'être installé sur le territoire de Pacayacu. Son histoire est emblématique du parcours des paysans à la recherche de terres.

« Je suis arrivé le 14 septembre 1974. Je suis de Quevedo, province de Los Ríos, près de Guayaquil, sur la côte. À cette époque, j'avais 24 ans, j'étais ouvrier pour l'industrie bananière : j'ai travaillé 3 ans en plantations, puis 12 ans dans l'emballage pour l'exportation.

La culture de bananes a été touchée par la peste et la production a commencé à chuter. En plus de cela, une nouvelle variété des Philippines venait d'arriver sur le marché, ce qui a changé la donne pour les producteurs : il n'y avait pas de production, et pas d'argent.

C'est à ce moment-là qu'est apparu le boom pétrolier, et le gouvernement a appuyé la colonisation de l'Amazonie. Les premiers colons avaient droit à un avion gratuit depuis Quito jusqu'à El Coca. Dans le cadre de la réforme agraire, ils offraient un « kit » complet, qui comprenait une formation, la délimitation des terres, et de la nourriture pour effectuer des « mingas » qui servaient à la réalisation de maisons communales, etc.

Le gouvernement ne nous disait pas directement « partez ! » mais il y a des informations qui disaient qu'il y avait des terrains gratuits et de la bonne terre ici. Les gens partaient et revenaient avec des nouvelles formidables : « c'est merveilleux l'Orient, il y a des animaux pour chasser, des poissons, c'est un paradis, allons-y ! ». Ce message est arrivé jusqu'à moi et je suis parti. »

Extrait de l'entretien n°21, réalisé à Pacayacu le 01/08/13

L'octroi des terres est néanmoins soumis à certaines conditions. Tout d'abord, l'IERAC ne délivre qu'une seule exploitation par famille, et l'agriculteur doit s'engager à cultiver une surface minimum. Enfin, pour éviter la spéculation foncière, la vente était interdite. Dans la pratique cependant, la faiblesse des contrôles administratifs rend cette pratique courante, et les terrains sont cédés sans changement officiel de propriétaire (Eberhart, 1998, p34). À côté de ceux qui essaient d'acquérir un terrain de manière officielle, via l'IERAC, une autre partie des migrants profite de l'ouverture des routes pétrolières et de l'abondance de forêt vierge pour « s'accaparer » un terrain.

Les migrants sont pour une grande majorité des populations pauvres, venues chercher une terre exploitable, et l'installation en Amazonie constitue une stratégie d'ascension sociale, une opportunité d'accéder au statut de propriétaire terrien qui est leur était inaccessible dans

leur région d'origine. L'espace qui leur est octroyé leur permet notamment de développer l'élevage bovin, symbole d'un certain prestige, puisque réservé jusque-là aux patrons des haciendas (Barral et al, 1987, p73). Les entretiens réalisés confirment ainsi que la migration est avant tout motivée par la recherche de meilleures conditions de travail agricole : sur 23 personnes interrogées à Pacayacu, 18 évoquent leur volonté de devenir propriétaire ou de trouver une terre plus fertile (figure 5).

Raisons de la migration	Nombre de personnes
Seulement raison agricole (sécheresse, recherche de terre)	18
Seulement travail pétrolier	3
Travail agricole + pétrolier	1
Présence de proches	6

Figure 5 : Motivations à l'origine de la migration des 23 personnes interrogées à Pacayacu

La décision de quitter sa terre natale et ses origines n'en reste pas moins une étape difficile, d'autant plus que l'Oriente est une terre vierge, sans infrastructure d'accueil et particulièrement hostile avec sa jungle envahissante et ses animaux sauvages. C'est un choix définitif, sans possibilité de retour puisque les familles ont souvent vendu les quelques biens qu'elles possédaient pour financer le voyage. La plupart du temps, un proche est venu en premier pour prendre connaissance des lieux, avant d'être rejoint par la famille ou les amis entre six mois et deux ans plus tard (Eberhart, 1998, p48). Cependant, ces premiers migrants restent peu informés, ils ne connaissent pas le climat, la nature des sols, et ne découvrent réellement la réalité de l'Amazonie qu'une fois installés. L'anecdote suivante, qui nous est racontée par une agricultrice, est particulièrement révélatrice de cette situation :

« Quand nous sommes arrivés, les gens nous avaient parlé des « eaux salées ». Donc nous pensions que nous allions rencontrer des plages, comme à la mer, ...mais les eaux salées étaient en fait la contamination des puits de pétrole ! »
(Entretien n°13, 21/07/13).

Du fait du manque de préparation, les paysans vont mettre en place une agriculture semblable à celle qu'ils connaissent et qu'ils ont pratiquée dans la Costa ou la Sierra. Les techniques qu'ils expérimentent ne sont pas forcément les mieux adaptées au climat et aux sols amazoniens, et ils doivent faire face aux premières difficultés de production. D'autre part, cette population déracinée, qui fuit la misère, sert rapidement les intérêts des entreprises pétrolières

comme Texaco, qui vont pouvoir s'installer dans les propriétés agricoles moyennant un coût dérisoire (Juteau, 2012, p 57).

Les entretiens réalisés montrent que pour une grande partie de ces « agriculteurs sans terre », l'amour du travail agricole occupe une place primordiale dans leur prise de décision. Nombre d'entre eux ont résisté à la tentation pécuniaire et ont toujours refusé de travailler pour l'industrie pétrolière. L'agriculture, et la propriété foncière sont pour eux synonymes de liberté, comme le montre le témoignage suivant :

“Travailler dans l'agriculture est une bonne chose, parce que vous êtes libre, personne ne vous crée de problème, vous travaillez tranquillement, à l'heure que vous pouvez, vous vous reposez quand vous voulez, personne ne vous embête. »

(Entretien n°14, 21/07/13)

b) L'appel de l'industrie pétrolière et la (re)conversion agricole

Le mouvement de colonisation est indissociable de l'avènement du « boom » pétrolier, et la nouvelle industrie naissante constitue pour certains une opportunité d'emplois intéressante, avec des salaires conséquents. Les entreprises, symboles de modernité et de prospérité nationale, séduisent, et attirent. En période de crise du secteur bananier, le pétrole semble constituer la voie du salut.

Néanmoins, la disponibilité des terres est souvent un argument secondaire mais décisif concernant le choix de migration. L'agriculture est vue comme une activité complémentaire à l'emploi industriel, qui sert à assurer l'indépendance alimentaire, notamment dans des zones rurales éloignées des activités commerciales. L'entreprise pétrolière propose des contrats dans lequel l'ouvrier alterne quinze jours de travail, parfois loin du domicile familial, et sept jours de repos. La ferme est alors à la charge du reste de la famille.

Dans d'autres cas, l'emploi pétrolier constitue un tremplin nécessaire vers la réalisation du « rêve agricole ». En effet, les cultures et surtout l'élevage nécessitent un investissement initial important, parfois hors de la portée financière des familles venues sans capital, qui voient alors dans la compagnie pétrolière une source de revenu stable et immédiate.

« Je suis venu de Loja avec ma femme et nos deux enfants. Nous sommes arrivés lors du boom pétrolier. Je suis venu travailler dans la compagnie. Mais mon

objectif a toujours été de travailler pour pouvoir ensuite être indépendant. Je n'ai jamais aimé être employé. » (Entretien n°12, 17/07/13.).

Ces migrants, à l'image de cet agriculteur, vont profiter de la présence des compagnies pour constituer une épargne solide sur laquelle ils pourront ensuite s'appuyer pour développer leur exploitation.

c) Le développement du salariat agricole

Ces dernières années, un nombre croissant de réfugiés colombiens s'est installé dans la région amazonienne, et notamment dans les communautés frontalières. Il est relativement difficile d'obtenir des informations fiables concernant ce sujet, notamment en raison de la méfiance de ces personnes qui résident parfois dans le pays de manière illégale. Les entretiens que nous avons pu réaliser sur le terrain avec des migrants colombiens demeurent ainsi inexploitable, du fait qu'un grand nombre d'informations sont erronées ou dissimulées. Cependant, les discussions que nous avons pu avoir avec les habitants de la paroisse au cours du séjour peuvent nous permettre de formuler quelques hypothèses. Étant dans l'impossibilité d'obtenir un titre de propriété, ces réfugiés colombiens travaillent comme journaliers dans des exploitations, ou entretiennent des relations de fermage ou métayage avec les propriétaires terriens. Alors que l'Orienté était jusqu'alors l'El Dorado de la petite propriété foncière, il semble que nous assistions ainsi au développement d'un nouveau type de salariat agricole. D'autre part, les réfugiés colombiens alimentent une main d'œuvre bon marché et peu revendicatrice dont profite le secteur industriel. Sur la commune de Shushufindi, une grande partie des ouvriers recrutés dans l'exploitation d'huile de palme seraient ainsi des travailleurs en situation irrégulière, l'entreprise s'économisant ainsi les frais des systèmes de protection sociale.

d) L'organisation communautaire

Quelles que soient les motivations à l'origine du départ, nous pouvons noter la permanence des dynamiques de regroupement. Les colons viennent de manières isolées ou en groupe, mais la migration est une décision familiale et communautaire : on rejoint un parent, ou des amis partis explorer la zone quelques temps auparavant. Au sein d'une même communauté, les habitants sont souvent arrivés ensemble ou partagent les mêmes origines : on voit se dessiner des réseaux migratoires. Ainsi, un quart des agriculteurs interrogés à Pacayacu

affirment que la présence d'un ami ou d'un parent dans la paroisse a motivé leur départ (figure 5).

Ce phénomène de regroupement a notamment été stimulé par l'IERAC, qui conditionne l'accès au titre de propriété à la formation de « pré-coopératives », qui sont des associations non juridiques d'au moins 10 membres. L'objectif est de regrouper les demandes individuelles, ces organisations paysannes ayant vocation à officialiser leurs statuts dans le temps et à devenir ainsi des « coopératives » à part entière. Néanmoins, beaucoup d'entre elles disparaissent avec l'IERAC, en 1992, et la plupart de celles qui survivent n'ont jamais obtenu d'existence juridique (entretien n°21).

Les pré-coopératives sont des associations organisées administrativement, avec président, trésorier, et secrétaires. Nous pouvons penser que ces initiatives renforcent la cohésion sociale et la solidarité au sein des communautés. Elles favorisent également l'émergence de leaders, qui au fil du temps, peuvent porter les revendications du groupe. Néanmoins Eberhart souligne la perversion de ce système, qui dans certains cas, conduit les dirigeants à abuser des biens sociaux des autres membres (Eberhart, 1998, p34).

Bien que ces associations provisoires puissent être considérées avec du recul comme des demi-échecs, elles participent à la création des dynamiques de groupe qui durent dans le temps. Ainsi, la paroisse est aujourd'hui subdivisée en 40 communautés, généralement formées du regroupement de plusieurs de ces pré-coopératives. Chaque communauté est dirigée par un président avec une influence réelle, qui représente les intérêts du groupe et des particuliers devant les autorités paroissiales. Cette organisation communautaire est également importante pour traiter avec les entreprises pétrolières, puisqu'elle rééquilibre dans une certaine mesure les rapports de force entre les parties : les revendications d'un groupe ont plus de poids que des demandes individuelles et permettent aux agriculteurs de faire valoir leurs intérêts lors des négociations. Les stratégies des compagnies, de Texaco à Petroecuador, ont donc consisté à tenter de briser cette structure sociale, en individualisant les intérêts et en opposant les membres les uns aux autres.

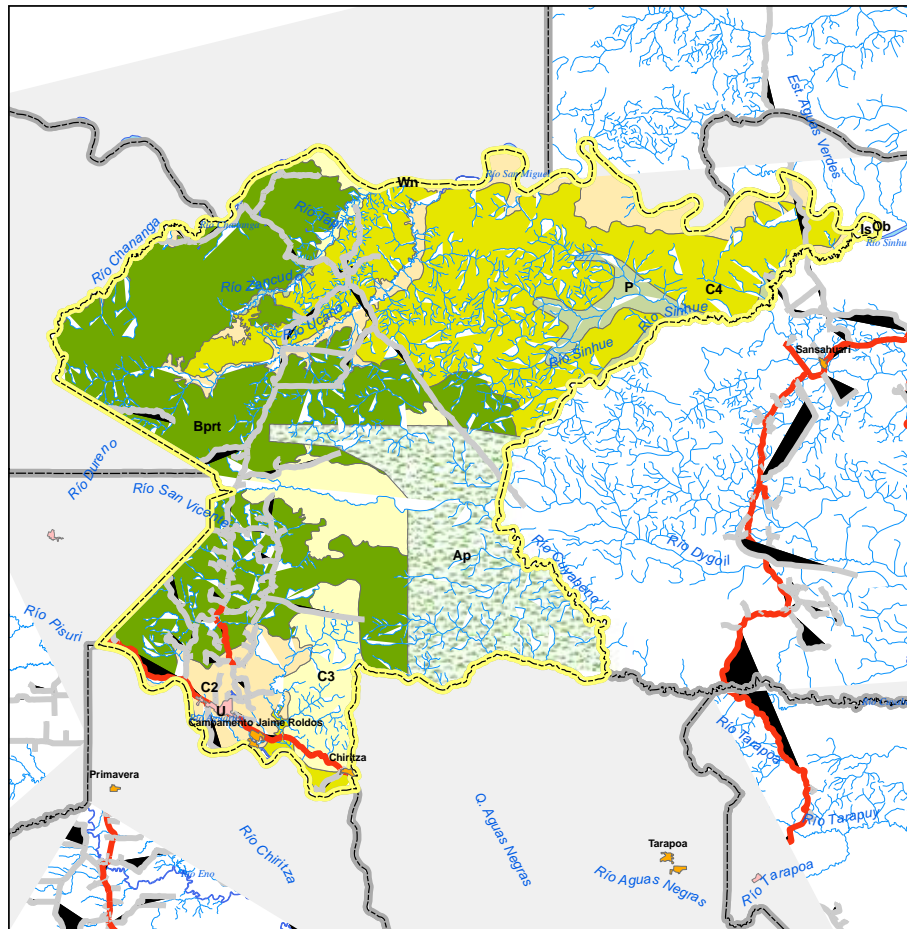
Une fois installés à Pacayacu, les nouveaux arrivants vont devoir apprendre à connaître et maîtriser un environnement dont ils ignorent tout. L'adaptation est parfois plus difficile que ce qu'ils avaient imaginé, et ils ne trouvent pas toujours le paradis agricole qu'on leur avait promis.

2) **Des cultures limitées**

Au fil du temps, les agriculteurs ont dû faire face à une baisse notable de la production, notamment à cause de l'appauvrissement accéléré des sols.

a) Une méconnaissance du terrain

Les colons vont reproduire dans leur zone d'établissement les mêmes types de cultures que celles qui existent dans leurs régions d'origines. Le climat de l'Orient, chaud et humide, se rapprochant de celui de la province du Nord d'Esmeraldas, ils développent essentiellement une agriculture copiée sur celle de la Costa. Cependant, la composition des sols est relativement différente entre les deux zones, et extrêmement variée au sein même de la région amazonienne. Ainsi, les paysans distinguent souvent les sols « noirs », volcaniques, de la région de Napo, aux sols « rouges », ferrallitiques, du bassin de l'Aguarico, une simplification qui pour certains auteurs traduit une méconnaissance profonde du terrain (Eberhart, 1998, p41).












LEYENDA	
CLASE, DESCRIPCION	
	Bprt, Tierras aptas para fines forestales, limitaciones importantes(silvicultura), doble propósito
	Bprt, Tierras aptas para bosques protectores o mantenimiento de la vida silvestre
	C2, Agricultura con moderadas limitaciones del suelo, mecanización fácil y riego de fácil a difícil
	C3, Agricultura con limitaciones importante, mecanización muy difícil y riego especializado
	C4, Agricultura con limitaciones importantes, medidas de protección, explotación aconsejada
	C4, Agricultura con muy importantes limitaciones, riego totalmente especializado, mecanización no recomendada
	P, Tierras marginales para la agricultura, aptas para pastos, limitaciones importantes
	UNA, Tierras no aptas para actividades de producción agropecuaria o forestal, limitaciones permanentes
	Area protegida

Figure 6 : carte de l'aptitude des sols dans la paroisse de Pacayacu. Source: PDOT 2011

“Les aptitudes agricoles consistent à délimiter les aires physiquement homogènes, qui regroupent des terres qui ont un usage déterminé pour des pratiques agricoles”

Extrait et traduction: “Descripción, catálogo de metadatos”, site web SINAGAP/MGAP,

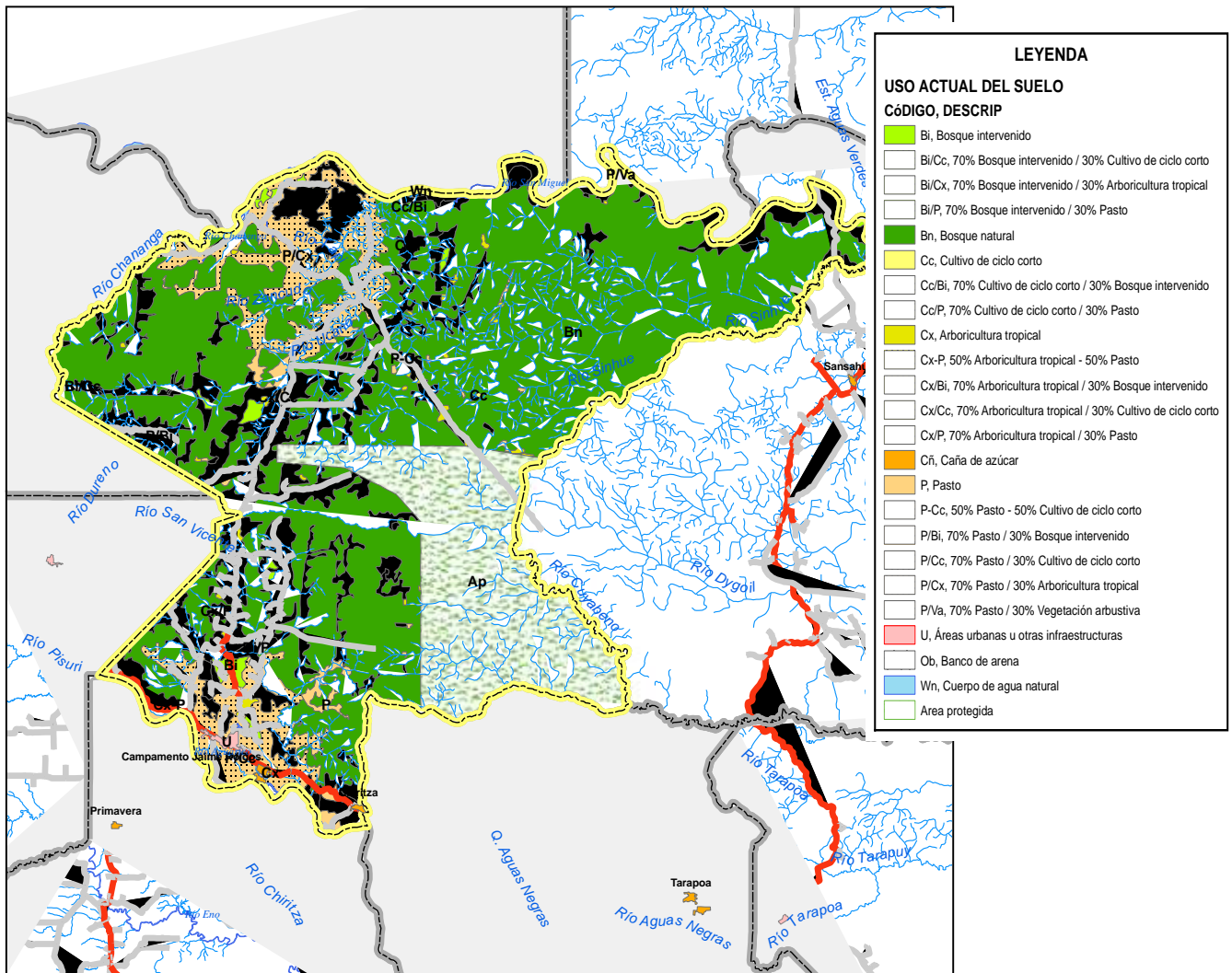


Figure 7: Carte de l'usage actuel du sol³ dans la paroisse de Pacayacu. Source: PDOT 2011

³ « L'usage du sol correspond aux différents usages que l'homme donne aux différents types de couvertures dans un contexte physique, économique et social ». D'après : Inventario de recursos naturales, site web Magap/Sinagap, 2012

Ainsi, certaines cultures semblent incohérentes avec la composition du sol. La zone Est de la paroisse est composée de terrains seulement propices au développement de la forêt vierge (Figure 6), et on remarque cependant que de nombreuses plantes – cycles courts et arbres fruitiers, y sont cultivées (Figure 7).

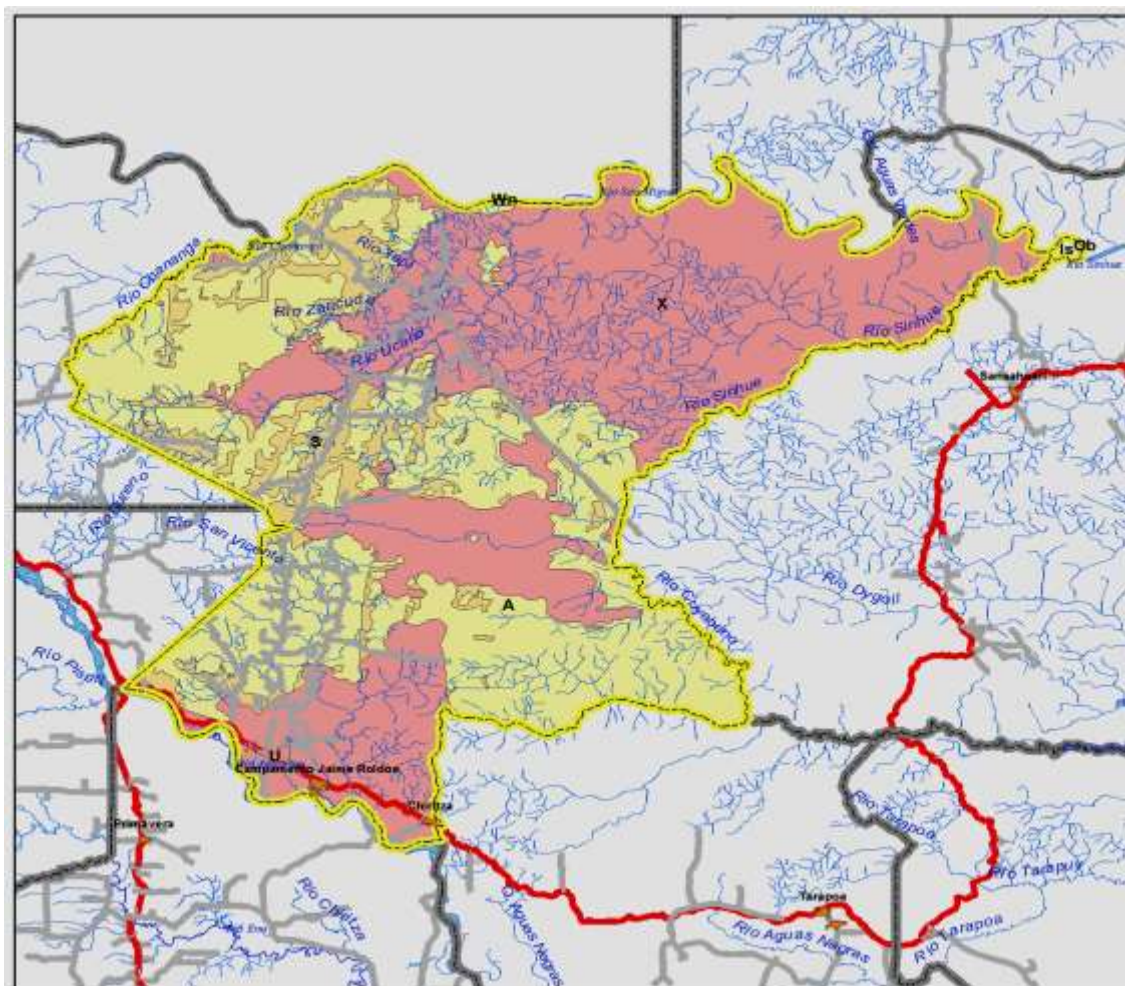
Certains habitants reconnaissent aujourd’hui que leurs lacunes en matière agricole est une entrave au développement de ce secteur :

« Pour que nos enfants restent ici, il faut qu’il se préparent, qu’ils aillent étudier. Quelqu’un qui se forme acquiert des connaissances, et s’il travaille dans l’agriculture, les cultures s’améliorent, deviennent plus productives et plus rentables. Nous autres, nous n’avons pas de grandes connaissances en matière d’agriculture, mais si nous en avons, la profession se porterait mieux. » (Entretien n°4, 27/06/13).

« Quand on n’a pas les connaissances, sans le vouloir, on fait les choses mal. » (Entretien n°21, 01/08/13).

Ils souhaitent que le gouvernement appuie la formation aux métiers agricoles, et plus généralement que les écoles enseignent dès le plus jeune âge le respect de la nature.

En effet, les techniques agricoles mises en place dès le début de la colonisation ont contribué à un appauvrissement prématuré des sols. Nous pouvons ainsi observer un épuisement de leurs capacités nutritionnelles des sols, liées notamment à la surexploitation de certaines terres. C’est notamment le cas des fermes situées sur les « premières lignes », le long de la route principale, qui correspondent aux zones les plus anciennes d’établissement des colons (Figure 8). Le développement de la monoculture de café jusqu’aux années 1990, puis actuellement celle du cacao, peut également être considéré comme un facteur affaiblissant la productivité des terres. Enfin, pour tenter de pallier à la baisse de la production, les agriculteurs ont eu recours à une utilisation abusive d’intrants chimiques, comme le glyphosate, fortement soupçonnés de polluer les sous-sols.



CODIGO	DESCRIPCION	AREA(ha)	%
A	Usado adecuadamente	32.944,70	36,89%
Is	Islote	156,77	0,18%
Ob	Bancos de arena	91,63	0,10%
S	Sobre utilizado	8.703,97	9,75%
U	Áreas urbanas u otras infraestructuras	42,92	0,05%
Wn	Cuerpo de agua natural	919,63	1,03%
X	Sub utilizado	46.451,80	52,01%
		89.311,41	100,00%

Conflictos de uso del suelo (clases, ha y %)

Figure 8 : carte des conflits d'usage du sol sur le territoire de Pacayacu. Source: PDOT 2011

Ces éléments expliquent en partie les difficultés rencontrées par les agriculteurs, mal préparés à la vie en Amazonie. D'autre part, l'organisation agraire rigoureusement planifiée par

l'IERAC montre ses limites, avec la saturation de l'espace en quelques années, et la disparition des « tierras baldías ».

b) Vers une saturation foncière

Malgré une répartition au départ fondée sur l'équité des parcelles attribuées aux agriculteurs, l'affluence des mouvements migratoires vers l'Oriente modifie rapidement la structure agraire. Dès le début des années 1980, les terres disponibles pour la colonisation près des routes principales se font de plus en plus rares, et les nouveaux arrivants n'ont d'autres choix que d'acheter des terres, ou de partager celle d'un proche (Eberhart, 1998, p86). Certains choisissent tout de même d'aller chercher un terrain loin des centres de population, mais cela suppose de vivre dans une forte précarité, et isolé du développement des infrastructures.

C'est le choix fait par les habitants de la communauté de Palma Seca : créée par des lojanos arrivés en 1997, elle est située sur la frontière colombienne, à plus de 4h de route – dont 2h de marche, du centre de Pacayacu. Cet isolement les oblige à développer un mode de vie proche de l'autarcie, puisque le commerce avec l'extérieur est quasiment inexistant. L'accès aux services de base est également réduits : les habitants n'avaient pas encore accès à l'électricité lors de notre visite.

Cette situation est courante en Amazonie : dans la province de Sucumbíos, 16% des ménages n'ont pas accès au réseau électrique, et 85% n'ont pas les « besoins basiques satisfaits »⁴ (Figure 9). La longue absence des pouvoirs publics, dans la région, et l'hostilité du milieu environnant ont contribué à l'isolement des communautés, qui peut parfois faire regretter la décision de migration (???).

Territoire	Pacayacu	Sucumbios	National
Analphabétisme chez les plus de 15 ans ⁵	8,73	7,12	6,75

⁴ Donnée issue du Plan Estratégico de Desarrollo de Pacayacu (2006-2005). La notion de « besoin basique » est cependant très floue, et les éléments qui ont permis d'établir cet indicateur sont inconnus. Nous avons néanmoins choisi d'utiliser ce chiffre, car bien qu'imprécis, il témoigne des conditions de vie précaires de l'Oriente, en comparaison avec la moyenne nationale.

⁵ En pourcentage de la population totale

Nombre moyen d'années de scolarisation des plus de 24 ans	7,8	8,7	9,6
Population économiquement active ⁵	36,55	53,8	53,01
Accès au réseau d'eau potable public ⁵	11,55	40,6	71,98
Accès au réseau électrique ⁵	73,85	84	93,19
Utilisation d'un téléphone portable ⁵	72,42	73,6	76,28
Accès à internet ⁵	4,03	6,5	13,03
Population dont les besoins basiques ne sont pas satisfaits ⁵	96,1	85	60,1

Figure 9 : comparaison des indicateurs économiques et sociaux de développement dans la paroisse de Pacayacu, la province de Sucumbíos et le territoire national. Source : créée par l'auteur, d'après les données du recensement INEC 2010.

II- Vivre « à la marge »

L'Oriente est considéré dès le début de la colonisation comme une zone « à part », une « colonie interne » selon l'expression de Mariá Fernanda Espinoza (Espinoza, 1998, p28) : territoire hostile, exploité pour ses ressources économiques, zone d'exil choisie pour démarrer une nouvelle vie, l'Amazonie « attire et effraie ». La difficulté de la vie en Oriente est également liée à sa situation « à la marge » du reste du pays : il s'agit d'une marge géographique d'une part, une zone de frontière politique et agricole, un territoire éloigné ; mais il s'agit également d'une marge sociale, une zone oubliée des politiques publiques, économiquement et socialement abandonnée.

1) L'isolement géographique

Les premiers migrants arrivent en zone inconnue et hostile : ils s'installent au milieu de la jungle et cohabitent avec les animaux sauvages. En quelques années, le territoire s'est considérablement transformé, mais aujourd'hui encore, la migration reste une décision difficile, car les conditions de vie dans l'Oriente sont plus rudes que dans la plupart des régions du pays.

a) Un développement économique et social au ralenti

La faiblesse des indicateurs socio-économiques de la région amazonienne témoigne du peu d'intérêt manifesté par les gouvernements successifs en matière de développement territorial en Amazonie. Ainsi, Bustamente et Jarrín ont mis en place des indices, à partir de plusieurs dizaines de variables évaluant le niveau des infrastructures et de l'éducation, et sont arrivés à la conclusion que la situation dans les zones pétrolières est « nettement inférieure aux

moyennes nationales, et dans une moindre mesure aux moyennes de la région amazonienne » (Bustamente et Jarrín, 2004, p23). La paroisse de Pacayacu n'échappe pas à la règle : l'accès aux services de base est limité, en témoignent les difficultés d'accès à l'électricité et aux réseaux de télécommunication dans de nombreuses communautés⁶ (Tableau 9). La préoccupation majeure reste cependant l'accès à l'eau potable, puisqu'il n'existe pas de réseau public sur le territoire, et les sources utilisées (puits, eau de pluie, rivière) sont souvent impropres à la consommation en raison de la contamination pétrolière et agrochimique. La junta paroissiale est actuellement en train de construire un réseau d'acheminement de l'eau potable, qui devrait approvisionner plusieurs milliers de foyers en eau traitée dans les prochains mois, mais le projet est sujet à de fortes polémiques en raison de la contamination supposée de la source choisie. Trois communautés, Chiritza, Río Pacayacu et Puerto Nuevo, ont toutefois développé récemment leur propre système d'acheminement d'eau potable et d'assainissement, géré par des comités d'usagers appelé Juntas Administrativas de Agua Potable y Alcantarillado (JAAP). Ces projet ne résultent pas de politiques publiques mais sont des initiatives autonomes appuyées par l'Organisation Internationale des Migrations (OIM) : ils témoignent donc d'une capacité d'action collective indépendante des GADs.

L'absence de services de transports aggrave la situation : les habitants des communautés éloignées de la route principale (Vía Tarapoa), n'ont souvent pas d'autre choix que d'attendre le passage des voitures des compagnies pétrolières pour accéder au centre du village. Une agricultrice de la communauté Wakayloma raconte les difficultés qu'elle rencontre :

“ Le bus passe à 7h30, ou 8h au plus tard. Parfois nous le ratons, et nous devons attendre le lendemain pour pouvoir partir. Les véhicules de « Petro » passent régulièrement : avant, les ouvriers nous amenaient, mais aujourd'hui ils ne veulent plus, ils disent que l'entreprise leur interdit. Donc en cas d'urgence, si quelqu'un est malade par exemple, nous réunissons de l'argent au sein de la communauté et nous appelons un taxi [environ 50 dollars]. » (entretien n°7)

Cet éloignement empêche le bon déroulement des activités commerciales, et nous verrons par la suite qu'il s'agit d'un frein majeur au développement économique sur le territoire.

⁶Sur 40 communautés, 12 n'ont pas accès au réseau électrique, et 14 n'ont pas accès aux réseaux de télécommunications (PDOT Pacayacu, 2011)

L'accès aux services de santé est également une préoccupation essentielle pour les habitants : la paroisse compte un seul centre de santé, situé dans le centre, et un dispensaire situé à l'intérieur du territoire, dans la communauté Chone 1. L'attention est donc très faible et insuffisante pour couvrir les besoins de plus de 11 000 habitants répartis sur un territoire de près de 900km².

Ces éléments montrent bien qu'après presque un demi-siècle d'extraction pétrolière, les profits générés par les compagnies n'ont pas réellement profité au développement économique et social de la région amazonienne, qui possède des indicateurs bien plus faibles que la moyenne nationale.

b) Zone frontalière

L'Amazonie est également une région frontalière, lointaine, sujette à de fortes tensions et violences liées à des trafics en tous genres. Cette situation particulière transforme les relations sociales, et influence les stratégies de vie des habitants.

La conséquence première d'un point de vue économique est le rationnement et la pénurie de combustible dont souffre le canton de Lago Agrio. Les sept stations essences de cette zone se trouvent dans la ville de Nueva Loja, à quarante minutes de trajet de Pacayacu, et toutes sont surveillées par des militaires. Afin de lutter contre la contrebande de combustible, chaque conducteur ne peut mettre que 10 dollars d'essence dans son véhicule. Les agriculteurs qui possèdent des machines agricoles peuvent éventuellement retirer un permis auprès de l'Agence de Régulation et de Contrôle des Hydrocarbures (ARCH), qui peut donner l'autorisation de remplir un nombre limité de bidons en fonction des besoins du requérant. D'autre part, la ville est paradoxalement régulièrement sujette à des pénuries de combustible, qui engendre quotidiennement de longues files d'attente devant les pompes. Cette situation est insoutenable pour beaucoup d'habitants de Pacayacu, et complique le travail des agriculteurs, qui peuvent perdre des journées de travail faute de pouvoir utiliser leurs outils.

Enfin, la paroisse est coupée en deux par un contrôle militaire qui renforce l'inégalité territoriale. C'est un passage obligé pour rejoindre la zone frontière depuis le centre du village, et au-delà de cette barrière, les restrictions sont plus fortes : les agriculteurs vivant à l'intérieur des terres doivent ainsi justifier tous leurs déplacements, et tout transport de marchandises, comme le souligne le témoignage suivant

Un agriculteur raconte les difficultés rencontrées au quotidien liées à la proximité de la frontière colombienne :

« En tant qu'agriculteur, on se sent marginalisés par les gouvernants. Pour acheter du combustible, on doit retirer un permis. Or, pour nettoyer les terrains, on utilise parfois une tronçonneuse. Le permis nous donne le droit d'acheter à seulement une deux stations essence, et parfois les deux sont en rupture de stock. L'agriculteur revient les mains vides, et perd parfois deux ou trois jours de travail, parce qu'il avait besoin d'essence pour travailler. Pour moi c'est paradoxal, le pétrole sort d'ici, l'agriculteur devrait en être le premier bénéficiaire !

Je suis de la frontière péruvienne, de Macara, et là-bas ils n'ont pas de pétrole et pourtant ça ne se passe pas comme ça. Il y a un comité d'usagers, qui tient une liste avec des noms, et qui est chargé de distribuer l'essence. Ici, dans la communauté, ils ont mis en place ce système pour le gaz : avant il fallait parfois attendre 15 jours pour être servi, maintenant ça va beaucoup mieux. Ils devraient faire la même chose pour l'essence.

Ces restrictions ont commencé avec le Plan Colombia. Dans cette zone frontalière, parfois, au contrôle militaire, ils nous demandent des factures pour justifier de transporter l'équivalent de 100 dollars de nourriture, où demandent où l'on va lorsqu'on transporte un sac de riz... Pour construire cette maison, j'ai dû faire une demande auprès de la junte paroissiale, et j'ai dû retirer un permis à la police pour avoir le droit de transporter 40 à 80 quintaux de ciment. Sinon ils nous confisquent la marchandise.».

Extrait de l'entretien n°10

L'isolement géographique rend difficile l'accès aux zones commerciales : la plus proche est la ville de Lago Agrio, située à une heure de bus du centre de Pacayacu, et plusieurs heures de trajet des communautés de l'intérieur de la paroisse. D'autres villes plus éloignées peuvent également être mentionnées : El Coca, située dans la province d'Orellana est également un centre commercial dynamique, situé à un petit peu plus de deux heures de Pacayacu, et où l'on trouve notamment un grand marché traditionnel le dimanche. Cependant, les coûts de transport élevés en font une option rarement retenue par les petits agriculteurs : l'accès le plus court depuis Pacayacu suppose en effet de traverser le Río Aguarico en gabarre, pour 5 à 10 dollars l'aller-retour selon le type de véhicule embarqué.

L'accès aux centres marchands est donc limité pour les agriculteurs de Pacayacu, qui, dans la plupart des cas, n'ont pas de véhicule personnel. La production est faible, et le transport

des produits agricoles représente souvent un coût trop élevé pour justifier le déplacement dans les grandes villes. Les témoignages recueillis montrent ainsi que l'incapacité d'écouler les denrées est une préoccupation majeure des agriculteurs, qui explique en partie leur précarité économique.

2) La situation économique des familles

a) Une projection à long terme difficile

Une partie des habitants de Pacayacu sont dans une situation de grande pauvreté économique. Ainsi, le gouvernement paroissial a publié en 2006 des indices de pauvreté préoccupants, mesurés en termes de besoins essentiels non satisfaits⁷: 93% de la population serait en situation de pauvreté, 51% en situation d'extrême pauvreté (PEDP Pacayacu, 2006).

Cette précarité économique affecte la vie quotidienne des habitants, et elle complique également le travail agricole. Beaucoup de paysans affirment ne pas pouvoir se procurer d'intrants chimiques, trop coûteux. Ils sont alors pris dans un cercle vicieux : les cultures ne bénéficiant pas suffisamment des soins nécessaires, la production reste faible et ne génère pas de revenus suffisants. Les difficultés économiques limitent également les capacités d'investissement, et empêche par exemple l'achat de machines agricoles qui permettrait pourtant d'augmenter la productivité et la rentabilité des cultures. Le regroupement en coopératives ou associations apparaît alors comme une solution pour avoir accès au technicisme agricole. C'est ainsi que la FOCAP, la Fédération d'organisations paysannes de Pacayacu, a à disposition février 2013 une moissonneuse-batteuse pour mener à bien son projet rizicole. La machine a été délivrée par le Conseil provincial, et est destinée à desservir alternativement les cantons de Lago Agrio, Shushufindi et Cuyabeno. Il s'agit d'une réelle avancée

Prendre part à un projet collectif ne va cependant pas de soi : des tentatives de regroupement ont échoué par manque de confiance entre les partenaires. Nous avons également

⁷ La pauvreté est mesurée en termes de Besoins essentiels non satisfaits (Necesidades Básicas Insatisfechas, NBI), indicateur recommandé par la CEPAL (Comisión Económica para América Latina y el Caribe) et fréquemment utilisé en Amérique Latine. Les indices ont été calculés à partir de 10 variables : approvisionnement en eau potable, élimination des eaux usées, services hygiéniques, accès à l'électricité, présence de douche, de téléphone, analphabétisme, nombre d'années de scolarité, nombre de médecins hospitaliers pour 1000 habitants. Il n'y a cependant pas d'indications sur les seuils qui ont permis de différencier pauvreté / extrême pauvreté, mais ces qualificatifs nous permettent d'avoir un aperçu, bien qu'imparfait, de la sévérité de la pauvreté dans la zone.

observé une aversion des agriculteurs à se projeter sur le long terme, et souvent, les priorités sont orientées vers la satisfaction des besoins immédiats. Certains ont néanmoins des projets ambitieux pour l'avenir, et s'engagent dans le développement d'initiatives communautaires : nous avons ainsi rencontré un agriculteur qui entamait des démarches pour mettre en place une pisciculture communautaire (entretien n°12), tandis qu'une habitante se lançait dans la construction d'infrastructures écotouristiques. Cependant, il semblerait que les habitants les plus entreprenants soient ceux qui disposent d'un certain bagage économiques, culturel ou social. Ainsi, le premier exemple concerne un agriculteur qui a passé douze ans aux États Unis où il a pu observer de nouvelles méthodes de travail, et constituer une épargne solide qui lui sert désormais à réaliser ses projets ; le second exemple est à l'initiative d'une agricultrice qui participe depuis quatre ans à des ateliers de formation proposés par la Clínica Ambiental. Cet appui associatif lui a permis de prendre confiance en elle, de développer un réseau social et d'échanger sur les pratiques agricoles et les modes de vie en général. La mobilisation de ces contacts et outils ont été d'une aide majeure dans la construction de son projet économique.

La difficulté à se projeter sur le long terme est également liée à la présence de risques d'ordres climatique, sanitaire, ou économique, qui peuvent affecter la production agricole. Cette vulnérabilité est commune à l'ensemble de la catégorie socioprofessionnelle, qui doit constamment s'adapter aux aléas de la météo, ou encore aux maladies des cultures. Elle semble prendre une ampleur plus importante en zone pétrolière, où les incidents industriels sont fréquents et peuvent à tout moment détruire les plantations et intoxiquer les animaux, de manière irrémédiable. Une agricultrice évoque les problèmes qu'elle rencontre :

« Derrière la maison, la terre est très bonne, la banane plantain pousse très bien. Mais tout près, se trouve la station Pichincha avec une torchère allumée. Donc quand le vent vient de ce côté, les fruits s'abîment. » (entretien n°14)

Les difficultés économiques, et le sentiment d'impuissance face à ces facteurs externes peuvent générer des situations de détresse chez les agriculteurs. Un entretien avec le directeur du centre de santé de Pacayacu nous révèle ainsi que la fréquence des suicides dans le milieu agricole est en train de devenir préoccupante.

« D'une manière générale, les agriculteurs souffrent des mêmes problèmes de santé que le reste de la population, notamment des problèmes de peau liés à l'utilisation d'une eau contaminée, et à l'utilisation de produits toxiques. Mais

surtout, il y a des problèmes avec le Paraquat, un herbicide puissant, qui est à la portée de tous. Il est souvent ingéré par des agriculteurs qui tentent de se suicider. Il entraîne une mort immédiate par fibrose pulmonaire dans 90% des cas. J'ai eu deux cas en cinq mois. C'est terrible. »

Bien que les chiffres annoncés ne semblent pas alertants à première vue, le directeur du centre de santé semble accorder une attention particulière à ce phénomène, qu'il mentionne à plusieurs reprises, et comme élément premier lorsque nous l'interrogeons sur les problèmes de santé rencontrés chez les agriculteurs de Pacayacu. Cette information nous amène donc à nous interroger sur les causes de ces actes de désespoir, et plus largement sur le bien-être des agriculteurs qui se sont installés en Amazonie : ont-ils trouvés ce qu'ils cherchaient en s'installant dans la zone ? Quelles alternatives de vie sont aujourd'hui possibles pour eux ? Nous nous proposons d'étudier ces éléments à travers les perspectives d'avenir que perçoivent les habitants.

b) Vers un nouvel exode ?

La majorité des agriculteurs que nous avons rencontrés se disent satisfaits de leur situation : malgré la contamination, les difficultés à produire et commercialiser, leur quotidien est meilleur que dans leur zone d'origine, ils sont désormais « libres » et indépendants. La plupart ne regrettent pas leur choix, car ils ont atteint leur objectif premier qui était de devenir propriétaire. Ils expriment un certain nombre de revendications auprès des autorités gouvernementales, souvent accusées d'inactivité et d'inefficacité, mais sans pour autant remettre en cause leur installation dans la zone. En effet, les problèmes qu'ils rencontrent – accès à l'eau potable, réparation des dommages environnementaux, ne sont pas perçus comme irrémédiables, mais comme pouvant être résolus par une action politique.

« Dans la communauté, nous gardons l'espoir que nous allons être appuyés. Le gouvernement donne son soutien aux institutions, mais rien ne s'est jamais réalisé. La Junte Paroissiale, les institutions n'ont jamais concrétisé les projets. » (entretien n°9)

Beaucoup d'agriculteurs sont convaincus que la situation peut s'arranger, et ne sont donc pas dans une optique de départ ou d'abandon, mais de lutte pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Nous pouvons penser que cet optimisme est notamment alimenté par le

succès de la bataille contre Texaco, qui a fait renaître l'espoir d'une victoire possible des populations contre les entreprises pétrolières.

Néanmoins, une partie des personnes interrogées avoue sa volonté de quitter le territoire, ou d'orienter ses enfants vers d'autres horizons, pour diverses raisons. Un agriculteur a ainsi fait le choix de partir aux États Unis, au moment de la dollarisation, en 2000, par peur de la dévaluation (entretien n°12). Après douze années d'exil, et dans le contexte de crise qui touche aujourd'hui le monde occidental, il est rentré rejoindre sa famille restée à Pacayacu. D'autres agriculteurs, en revanche, ne se sont jamais vraiment habitués à leur vie nouvelle, et ils envisagent un retour dans leur région d'origine dans un avenir plus ou moins proche:

« Comme dit le proverbe, on n'oublie jamais d'où on vient, non ? Je n'ai jamais pu bien m'adapter ici, parce que ce n'est pas ma terre, l'endroit où je suis né. J'ai toujours eu l'intention de repartir. » (entretien n°1).

La difficulté d'adaptation au climat, la nostalgie, la distance avec la famille, sont autant de raisons qui incitent les colons à rebrousser chemin. Il est difficile d'accéder à des statistiques concernant les mouvements de « migration de retour »⁸, mais les témoignages semblent montrer que rare sont qui font marche arrière : la migration a impliqué des sacrifices, financiers notamment, qui ont souvent rendu le départ définitif.

« Nous autres, nous n'avons plus rien à faire ici. Parfois, on a envie de partir, mais comment ? Maintenant, c'est impossible de vendre. Il y a trois ans, beaucoup de colombiens venaient, et les gens achetaient encore des propriétés, même si les prix étaient bas. Mais aujourd'hui, cher ou pas cher, plus personne ne cherche à acheter, parce que tout le monde sait que la pollution va empirer. »
(Entretien n°9)

Les migrants venus s'installer à Pacayacu n'ont pas toujours trouvé la vie qu'ils espéraient, et doivent s'accommoder d'une situation souvent précaire, qui associe difficultés

⁸ Il n'existe pas de base de données concernant les migrations à Pacayacu, et les personnes interrogées ne pouvaient nous faire part que de leurs "intentions" de départ, sans savoir elles-mêmes si elles franchiraient le pas.

économiques et faible développement territorial. Cependant, peu regrettent leur choix et en dépit d'une production souvent affaiblie, ils n'oublient pas leurs objectifs et continuent de croire que l'Amazonie qui les a adoptés n'a pas fini de leur offrir ses richesses. Dès leur installation, ils ont misé sur les filières d'exportation, en essayant de toujours s'adapter aux évolutions de la conjoncture.

Chapitre 2 : l'organisation des échanges marchands

Nous avons montré que la précarité des infrastructures, et l'isolement géographique du territoire constituaient des obstacles au développement économique, et notamment au développement agricole. Pour pallier les coûts d'accès aux transports, les agriculteurs cherchent donc à cultiver un produit qui soit avantageux d'un point de vue des rapports poids/volume/prix : les filières d'exportation semblent répondre à ces critères (Eberhart, 1998, p64). Le contexte économique national et international rentre également en compte dans le choix des cultures : d'un point de vue historique, l'installation des colons en Oriente correspond à la période de boom cafetier, ce qui incite les agriculteurs à investir dans ce secteur. Suit une période de déclin du prix du café, qui se traduit localement par un délaissement de la filière de production (Figure 11).

I- Une production familiale tournée vers les filières d'exportation

L'analyse des données du recensement 2000⁹ nous confirme l'orientation vers les cultures dites pérennes, comme le café et le cacao. Les plantations de palmiers à huile semblent également se développer rapidement ces dernières années.

Type de production	Canton Lago Agrio		Province Sucumbios	
	Surface cultivée en ha	Nombre de UPA ¹⁰	Surface cultivée en Ha	Nombre de UPA
Café	14 035	2 823	26 361	5 919

⁹ Les données les plus récentes disponibles à l'échelle du canton de Lago Agrio sont celles issues du III Censo Nacional Agropecuario (III CNA) qui a été réalisé en 2000. Des statistiques plus récentes sont disponibles à l'échelle de la province de Sucumbios, ou du Nord Oriente selon les sources, ce qui justifie les changements d'échelles dans la suite du document.

¹⁰ UPA : Unité de Production Agricole

Cultures permanentes	Cacao	990	651	2 304	1590
	Banane Plantain	884	732	2 814	2 340
	Palme africaine	129	10	5 743	62
Cultures transitoires	Maïs	807	466	2 941	1 545
	Riz	478	475	1222	1207
	Canne à sucre	129	152	212	296
	Manioc	91	133	369	436
Pâturage		25 880	2 880	72 880	8 743

Figure 10 : surface cultivée des principaux types de cultures, à l'échelle du canton de Lago Agrio et de la province de Sucumbios, en 2000. Source : III CNA et Plan de Desarrollo Agropecuario Sostenible de la Provincia de Sucumbios

1) L'ancrage des cultures d'exportation : du boom caféier à la tentation de la production de Palme africaine

a) Le café : un secteur clé de l'agriculture équatorienne en crise

Le café est une plante native d'Afrique, mais dont l'Amérique du Sud est aujourd'hui la principale région productrice. L'Equateur est un petit producteur et exportateur de café – respectivement situé aux 17^e et 14^e rang mondial, et l'un des 14 producteurs sur 70 au niveau mondial à commercialiser les deux variétés Arabica (62 % de la production nationale¹¹) et Robusta (ou « canephora », 38%). La première se cultive dans des zones au climat tempéré, où les sols sont riches en nutriments et les précipitations saisonnières et modérées, notamment dans la Costa ou la Sierra. La seconde nécessite en revanche un climat tropical, chaud avec des précipitations fréquentes et abondantes, et peut se cultiver dans des zones moins élevées, dans des sols plus pauvres : c'est donc l'unique variété que l'on trouve en Amazonie Équatorienne.

¹¹ « Análisis sectorial del café », ProEcuador, 2013

La culture caféière concerne 20 des 22 provinces équatoriennes, ce qui témoigne de l'importance socioéconomique du secteur à l'échelle nationale (figure 11). Il s'agit d'une production essentiellement familiale, avec une majorité de petites exploitations, (Figure 12) qui nécessite une main d'œuvre abondante notamment en période de récolte. La culture de café est essentiellement destinée à l'exportation : en 2011 et 2012, l'Équateur a exporté plus de café qu'il n'en a produit¹² (Figure 13).

Bien que demeurant la production agricole la plus importante au niveau national, le secteur du café est aujourd'hui en crise en Équateur, en raison de trois principaux facteurs :

- Une baisse globale des cours mondiaux du café depuis la fin des années 1990
- Une baisse de productivité des plants de café
- Des pertes liées aux catastrophes climatiques – notamment El Niño

De plus, la compétitivité du café équatorien est altérée par une réputation de « mauvaise qualité », liée notamment à de mauvais processus de conditionnement post-récolte, ou l'absence de certificats de qualités nationaux (ANECAFE 2002, p12).

A l'échelle nationale, deux grandes organisations coordonnent le secteur caféier : le Conseil National des Producteurs de Café (COFENAC) et l'Association Nationale des Exportateurs de Café (ANECAFE).

¹² Ce déficit de la balance commerciale peut s'expliquer par le recours aux stocks du pays, qui proviennent des excédents des années antérieures (2010 par exemple).

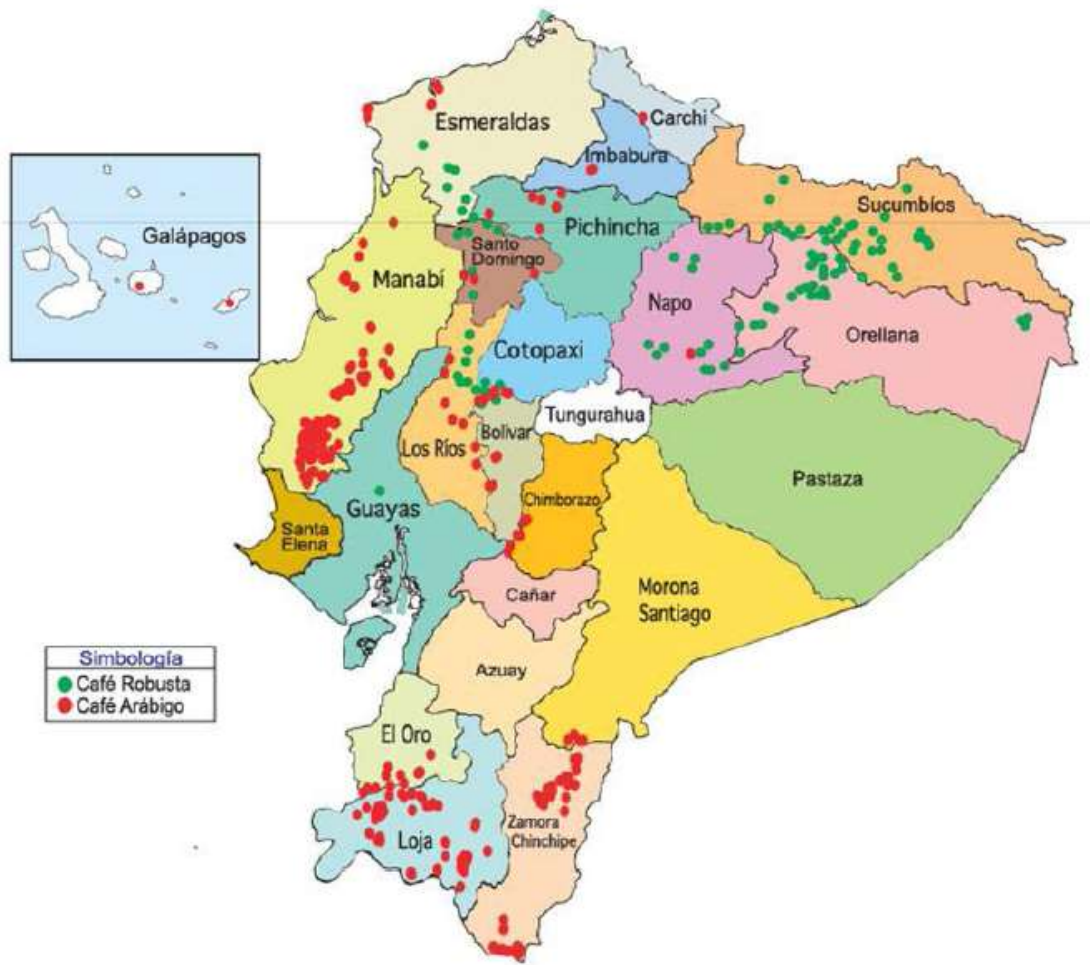


Figure 11 : principales zones caféières en Equateur en 2011. Source: CONEFAC 2013

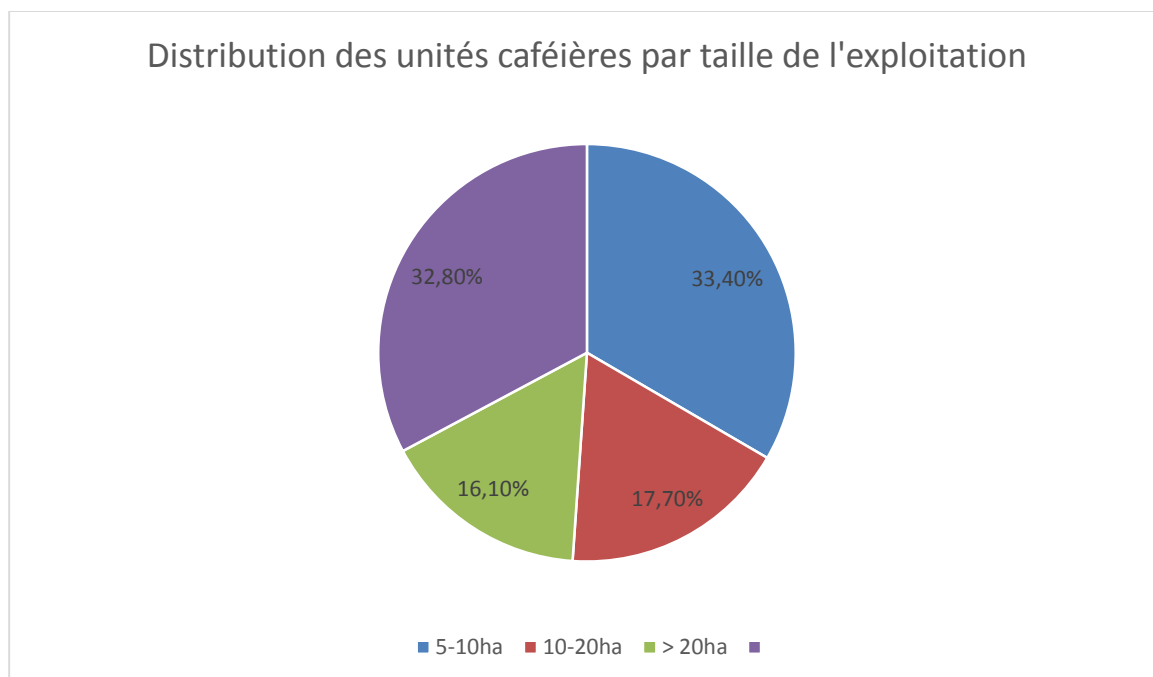


Figure 12 : Distribution des unités caféières par taille de l'exploitation. Source : COFENAC 2013, données CNA 2000

Enoncé	2010	2011	2012
Production totale (en T)	31 347,00	23 829,00	23,829,00
Importation (grains + soluble) (en T)	5 724,00	10 000,00	5,452,00
Total de l'offre (en T)	37 071,00	33 829,00	29 281,00
Demande (en T)			
Industrie (consommation locale)	10 000,00	10 000,00	10 000,00
Exportation (grains)	21 274,66	35 433,77	28 048,95
Total de la demande	30 274,66	44 433,47	37 048,95
Excédent/déficit	6 796,34	-10 604,47	-7 767,95

Figure 13 : Balance Offre/ Demande de café entre 2010 et 2012 en Equateur. Source : SINAGAP, données ESPAC-Gremios-BCE

- i) Une conjoncture mondiale et nationale défavorable

Le secteur caféier en Équateur est largement orienté vers l'exportation, et est donc particulièrement dépendant des cours internationaux. D'un point de vue tendanciel, le graphique ci-dessous (figure 15) nous permet de constater une baisse globale des prix du café depuis les années 1960, légèrement plus marquée pour le café arabica. Il est donc globalement moins avantageux de cultiver du café aujourd'hui qu'il y a cinquante ans.

En observant plus précisément l'évolution conjoncturelle des prix du café, nous pouvons noter que de nombreux chocs ont affecté lourdement le secteur ces dernières décennies. Plusieurs causes peuvent expliquer cette instabilité : le marché étant régulé par la loi de l'offre et de la demande, tout déséquilibre entre ces variables entraîne une forte fluctuation des prix. Ainsi, les phénomènes climatiques, comme les sécheresses de 1975-76 et gelées de 1994-95 au Brésil – premier producteur mondial¹³, ou encore le courant « El Niño »¹⁴, particulièrement violent en 1997-98, ont entraîné une baisse de la production, qui s'est traduite par une hausse rapide des cours mondiaux (figure 14). Par ailleurs, la période de 1997 et 2002 est considérée comme une période de « crise » mondiale du secteur caféier, caractérisée par une chute vertigineuse des prix. Elle est liée à une suroffre de café au niveau de la planète, avec une production mondiale qui augmente deux fois plus vite que la demande, et génère la constitution de stocks importants. Selon l'Organisation Internationale du Café (OIC), cette surabondance est liée « d'une part [à] l'expansion rapide de la production de café au Vietnam, d'autre part [à] de nouvelles plantations au Brésil qui engrange[nt] une récolte record pendant la saison en cours »¹⁵. Il s'agit donc d'une crise globalisée, sur laquelle les « petits » producteurs comme l'Équateur, dont la production

¹³ Les aléas climatiques qui touchent le Brésil sont des impacts particulièrement importants au niveau mondial, puisque le pays est le premier producteur et exportateur mondial avec plus de 30% de la production et des exportations.

¹⁴ Le phénomène El Niño qui a touché l'Équateur en 1997-98 aurait détruit 57 000ha de plants de café, principalement dans la Costa et la Sierra (Informe ANECAFE, 2002)

¹⁵ OIC, 2002 (« la crise mondiale du café menace le développement durable »)

n'a pas augmenté, n'ont aucune maîtrise. Au niveau national, le phénomène El Niño a détruit en 1997-98 environ 57 000 ha de plantations (ANECAFE, 2002) ; la chute du prix à cette même période survient alors comme un fléau supplémentaire qui semble entraîner l'accélération de la diminution des surfaces récoltées (figure 14) : tout se passe comme si les prix avaient un effet dés-incitateur, et poussaient les agriculteurs à ne pas investir dans de nouvelles cultures. L'énorme différence de prix, à cette époque, entre les espèces Arabica et Robusta¹⁶ pousse notamment les agriculteurs à abandonner la seconde variété au profit de la première.

Le délaissement des cultures est renforcé par deux facteurs. D'une part, la dévaluation de 1999 et la dollarisation de l'économie équatorienne en 2000 entraînent une augmentation des salaires et des coûts de productions, qui affaiblit la compétitivité des produits et démotive les agriculteurs. D'autre part, la destruction des cultures lors de catastrophes naturelles, comme le phénomène El Niño en 1997-98, décourage les agriculteurs, dans un contexte où l'absence de fonds de contingence les rend particulièrement vulnérables aux aléas climatiques.

¹⁶ La différence de prix s'explique par une différence de qualité. De plus, en 1989, l'abandon des quotas mondiaux d'exportation pousse le prix du Robusta à la baisse.

Des : des facteurs naturels ou climatiques tels que la sécheresse, ou le phénomène El Niño la baisse des prix, la réduction des terres cultivables, l'âge avancé des caféiers...

Sécheresses au Brésil

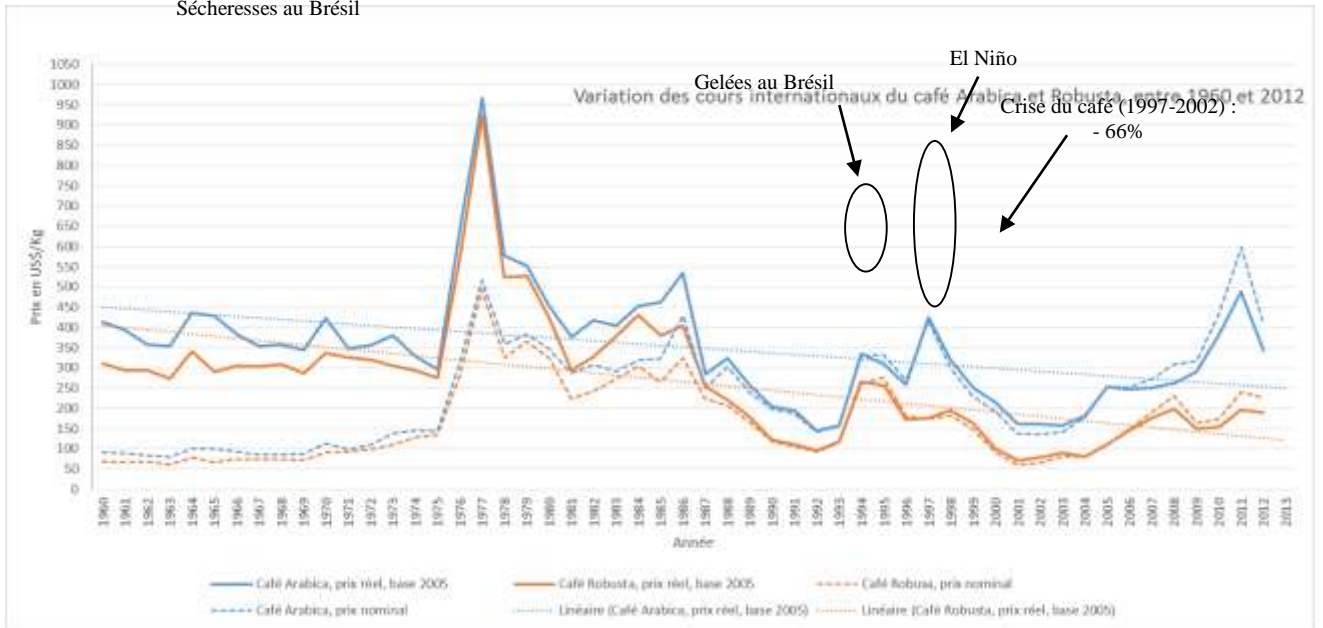


Figure 15 : Évolution des cours mondiaux du café¹⁷ entre 1960 et 2012. Source: Edité par l'auteure. Données: World Bank Databank, UNCTAD Infocomm

Quel est le prix du café ?

« Il n'existe pas de prix unique pour le café car il s'agit d'un produit de la nature non homogène. (...) Les prix quotidiens du café physique sont déterminés par **l'offre et la demande**. Les critères qui président à l'établissement des prix sont essentiellement la **qualité** (quelle est la qualité d'un café en particulier ou d'une origine donnée?), et la **disponibilité** (quelles sont les quantités offertes pour un type de café donné?). Ceci confirme que tous les cafés ne se ressemblent pas. De fait, chaque lot de café est unique quant à ses caractéristiques, sa saveur et sa qualité, d'où des différences de prix. Bien entendu, d'autres facteurs entrent également en ligne de compte, tels les **attentes des marchés**, la **spéculation**, **l'évolution des taux de change**, et ainsi de suite. Toutefois, en regroupant des types de café plus ou moins comparables, il est possible de calculer et de négocier les prix moyens. Les prix indicatifs de l'OIC, publiés chaque jour par l'Organisation internationale du café à Londres, portent sur et suivent les quatre principaux types de cafés disponibles sur le marché international:

- i) arabicas colombiens doux,
- ii) autres arabicas doux
- iii) arabicas brésiliens et autres naturels,
- iv) robustas.

Ces prix indicatifs sont des prix au comptant, cotés sur le marché du café disponible plus ou moins immédiatement (ou dans un délai raisonnable). Ces quatre catégories permettent à l'OIC de calculer les prix du marché pour ces quatre grands groupes et ainsi suivre l'évolution des prix de chacun. En outre, sur la base d'une formule préétablie, l'OIC publie un Prix indicatif composé quotidien qui réunit ces quatre groupes dans un prix unique représentant "tout le café". Il représente probablement ce qui se rapproche le plus d'un "prix international du café". (...) »

Extrait : Guide de l'exportateur de café, Troisième Edition, Centre du commerce international (ITC), CNUCED, OMC, Genève 2011, p10-11

Figure 14: le prix du café

¹⁷ Les prix du café considérés sont ceux des catégories « autres arabica doux » et « robusta » qui sont les deux variétés existantes en Equateur. Le prix nominal (courant) est le prix constaté effectivement sur le marché à la date « t », le prix réel (constant) est le prix corrigé de l'impact de l'inflation, par rapport à l'année 2005.

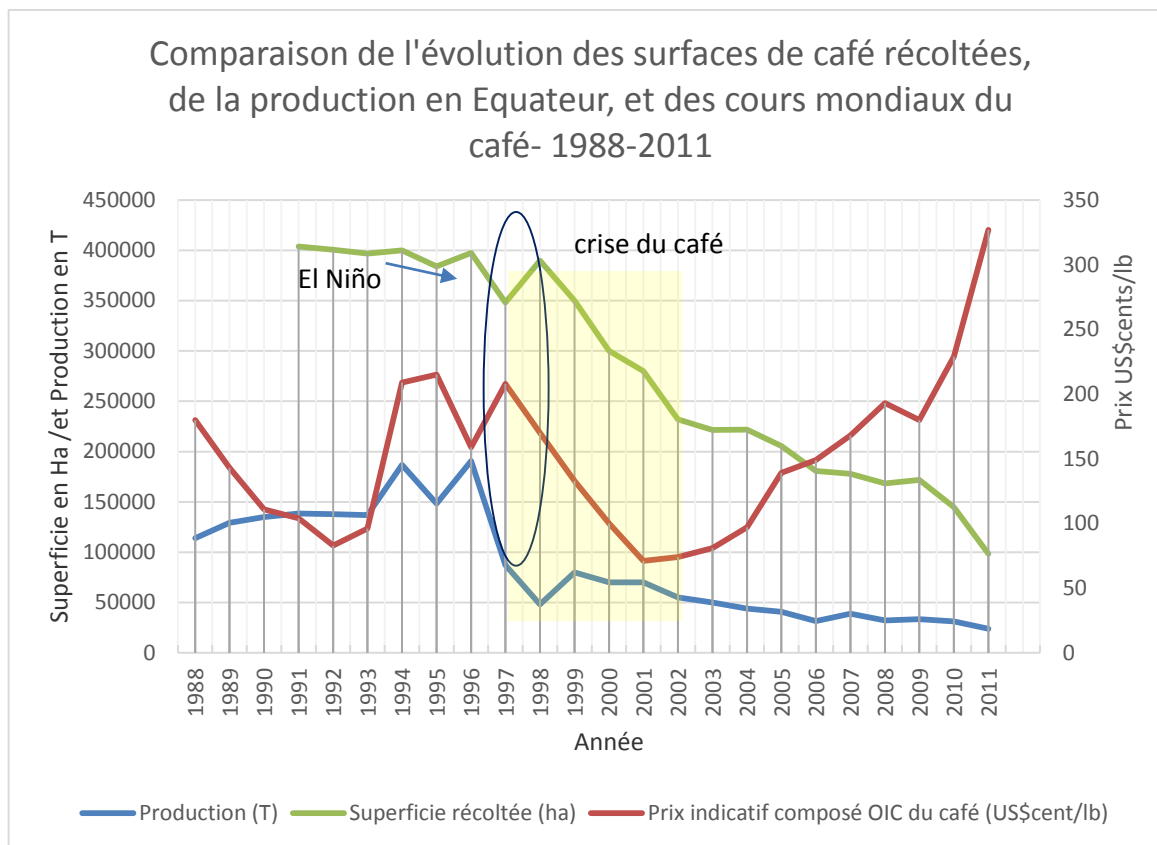


Figure 16 : Comparaison de l'évolution des cours mondiaux du café et de la production équatorienne entre 1988 et 2004. Source: Editée par l'auteure. Données : UNCTAD Stat, ZEAS RAMIREZ 2010, COFENAC, III CNA 2000, SINAGAP

ii) La baisse du potentiel de production des plantations de café

Un autre facteur semble également rentrer en jeu : nous pouvons observer que la production est en chute dès 1996. Outre les événements climatiques, et indépendamment de la fluctuation des prix, cette évolution semble témoigner d'un phénomène de vieillissement des plantations de café. En effet, la production des caféiers dépend de l'entretien et de la qualité des sols, mais d'une manière générale, les plants de café ont une productivité croissante pendant les 6 premières années, puis leur potentiel de production décroît. Ainsi, la baisse des surfaces récoltées et de la production à partir de la fin des années 1990 peut également correspondre au vieillissement des plantations

Figure : graphique Eberhart

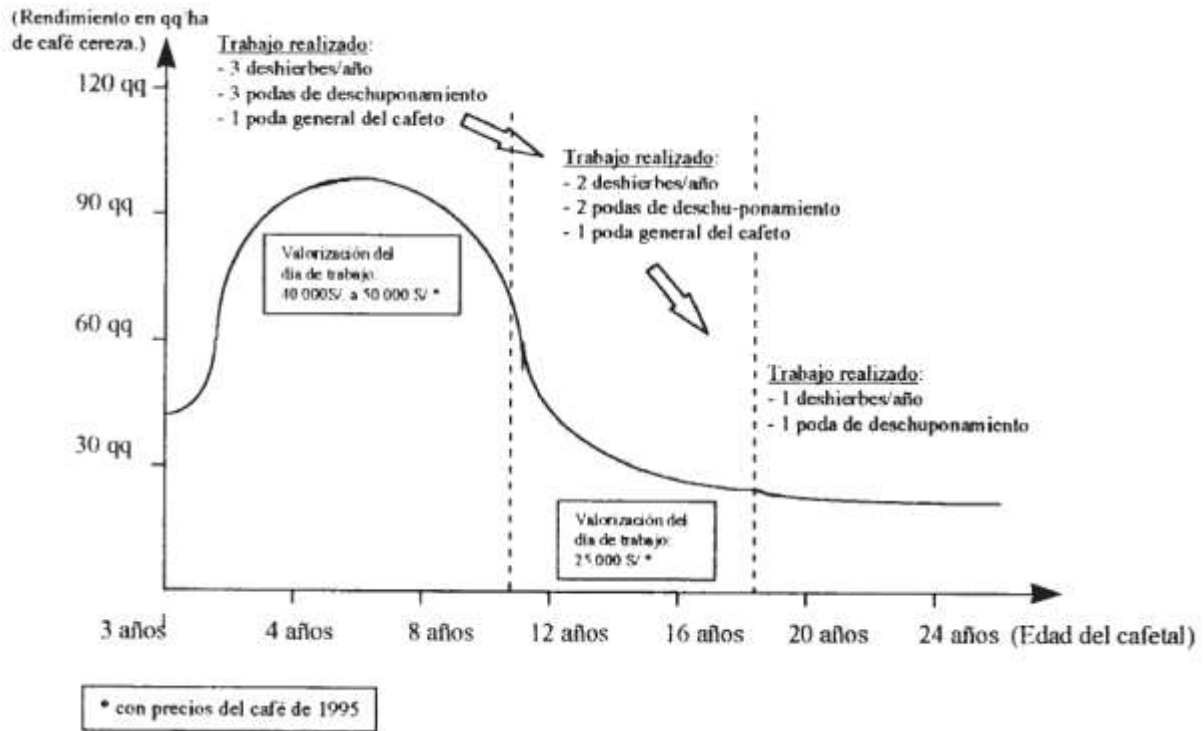


Figure 17 : Potentiel de production d'un caféier dans la région Amazonienne, dans un système traditionnel, sans technification. Source: Eberhart, 1998

De plus, les agriculteurs n'ont souvent pas accès aux technologies qui permettraient d'augmenter la production, notamment en raison de la difficulté d'accès aux marchés financiers : les paysans de l'Orient sont particulièrement exclus, et les instruments bancaires traditionnels proposés par les banques privées leur sont inaccessibles (Figure).

Pour pallier cette exclusion, l'Equateur a développé deux institutions financières publiques pour favoriser le développement agricole : la plus importante est le Banco Nacional de Fomento (BNF), créé en 1928, qui opère comme une banque de « premier rang » organisé avec un réseau traditionnel de 77 succursales dans tout le pays, dont 11 en Amazonie. Cet organisme dépend de la Banque Centrale (BCE), mais malgré des réformes successives, il souffre d'un certain nombre de problèmes de gestion, qui entrave lourdement son efficacité et sa fiabilité. Le BNF reste cependant la principale source d'octroi de crédit en milieu agricole (Figure 18). La seconde, la Corporación Financiera Nacional (CFN), a été créée en 1964 avec le but d'apporter un appui supplémentaire au secteur productif, mais a une activité réduite dans le secteur agricole. En marge de ces institutions, les coopératives d'épargne et de crédit, puis les ONGs,

constituent des important aux agriculteurs. Enfin, la famille est parfois sollicitée comme recours pour apporter une aide financière, notamment pour les plus petits propriétaires.

Dans la province de Sucumbios, l'accès au crédit concerne ainsi entre 2 et 7% des agriculteurs, et il augmente avec la taille de l'exploitation (figure 17) : les petits producteurs sont donc davantage exclus que les grands propriétaires, probablement par manque de ressources, financières mais aussi informationnelles. Ces crédits servent essentiellement à la production agricole et à l'achat de bétail, et dans moins de 2% des cas à l'achat de machines agricoles (III CNA, 2000).

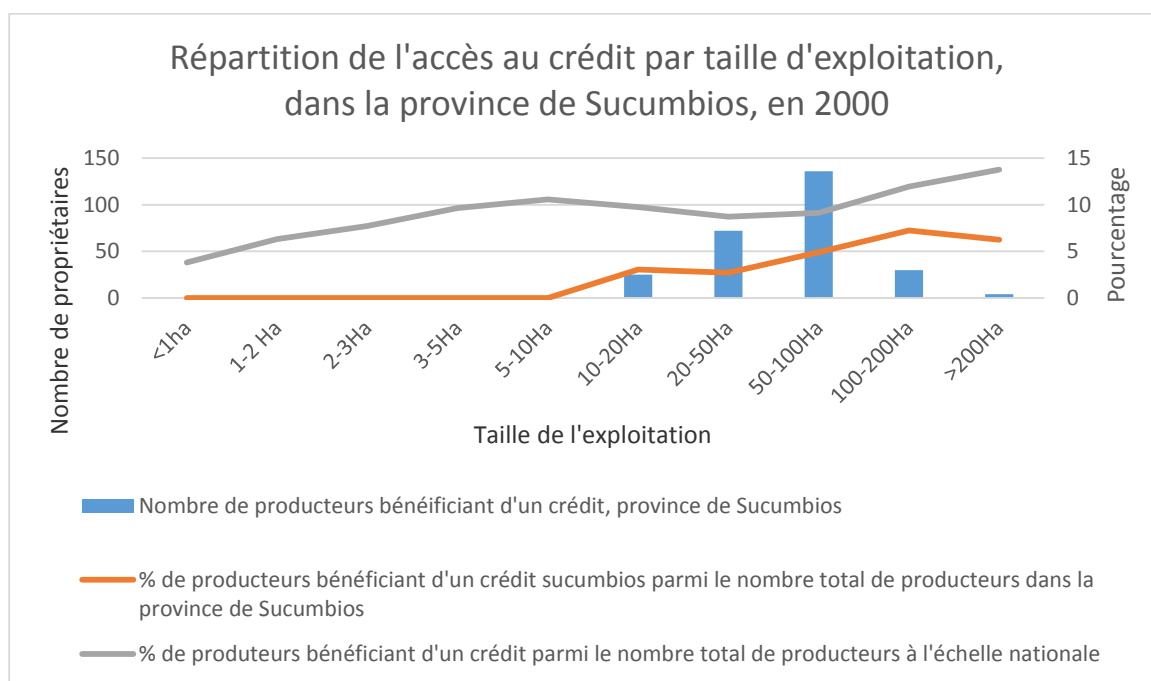


Figure 18 : l'accès au crédit des propriétaires agricoles dans la province de Sucumbios. Source: édité par l'auteure, données III CNA 2000

Cette baisse de potentiel de production con

Enfin, les phénomènes climatiques, et notamment le courant El Nino qui a détruit

L'absence de fonds de contingence dans le pays augmente la vulnérabilité des petits producteurs face aux désastres naturels.

L'industrie locale consomme également 10 000 tonnes de café par an (figure 12), soit entre le tiers et la moitié du café équatorien, à partir desquelles elle produit plus de 23 000 tonnes de

produits dérivés¹⁸ (figure 14) : la transformation du café permet donc d'augmenter les volumes de vente. Surtout, l'industrialisation augmente la valeur ajoutée du produit final : alors que le café soluble (extraits, essences, dérivés,...) représente moins de la moitié des exportations totales en termes de volumes, elle génère des flux financiers 2,5 fois plus importants que les ventes de café en grain.

Détails	2012		2013		Part, %
	Tonnes	Milliers de US\$ (FOB)	Tonnes	Milliers de US\$ (FOB)	
Café en grains (N° douane 0901119000)	28 048,95	74 829,70	7 419,95	17 638,50	54%
Extraits, essences et concentrés ou préparation à base de ces extraits (N° douane 2101110000/20000)	23 423,48	184 623,41	14 027,21	110 019,34	46%
Total	51 472,93	259 453,11	21 447,16	127 657,84	100%

Figure 19 : exportations de l'ensemble des produits à base de café en 2012-2013 en Equateur. Source : SINAGAP, données BCE

¹⁸ Ces 23 423 tonnes correspondent seulement aux produits dérivés que les industries équatoriennes exportent. On peut penser qu'à cela s'ajoutent une certaine quantité de produits fabriqués à destination du marché interne.

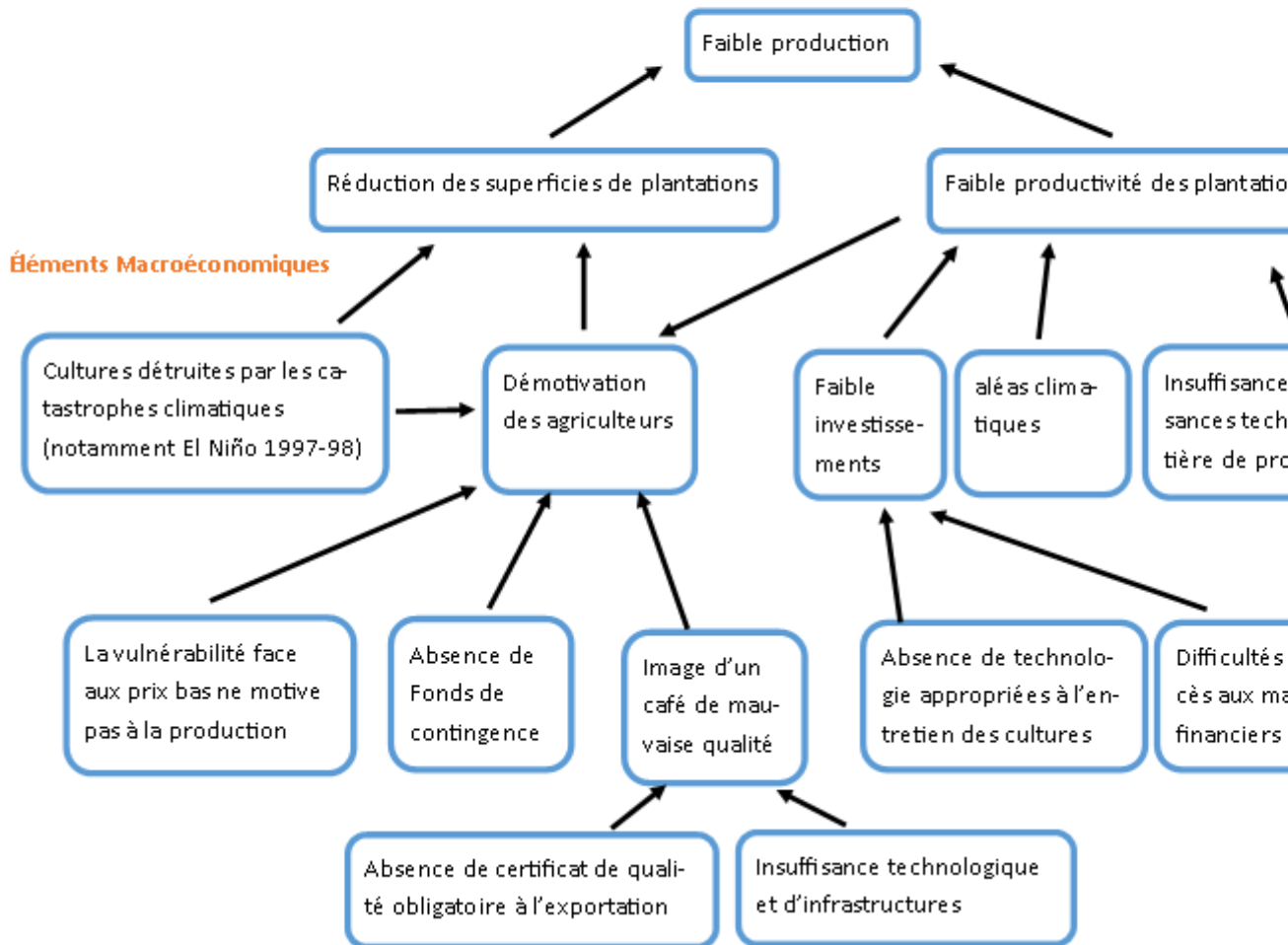


Figure 20 : arbre à problème du secteur caféier en Equateur. Source: édité par l'auteure

i) les cultures caféières en Amazonie : un secteur délaissé

Le tableau ci-dessous répertorie

Café /année de référence	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011

Surface semée (Ha)	29 411	25 617	21 822	27 427	21 009	18 710	20 176	15 833	16 162	-	-	-
Rendement (T/ha)	0,26	0,22	0,16	0,20	0,20	0,16	0,26	0,24	0,24	-	-	-

Figure 21: Evolution de la surface semée et du rendement des cultures caféières sur la province de Sucumbios, sur la période 2000-2011. Source : SINAGAP, données INEC, III CNA, ESPAC

Les débuts de la colonisation ont coïncidé avec la période de « boom caféier » : l'ouverture des routes pétrolière à la fin des années 1970 correspond à une période suite à l'écroulement du marché de la banane, le pays a cherché à développer de nouvelles cultures d'exportation, ce qui a conduit l'Instituto Nacional Independiente de Investigaciones Agropecuarias (INIAP), à implanter le café dans la région de Santo Domingo en 1965. Les colons, dont beaucoup ont transité par cette zone, reproduisent naturellement ce type de culture en arrivant en Amazonie (Eberhart, 1998, p62).

Durant les premiers temps qui suivent leur installation, les agriculteurs bénéficient de récoltes florissantes et les prix élevés les incitent à investir dans la monoculture de café. La récolte a lieu toute l'année, avec un pic de production entre les mois de juin et novembre. En période de forte récolte, les propriétaires ont coutume de recruter des travailleurs journaliers, payés entre 10 et 15 dollars la journée. Lorsque nous avons souhaité interroger un « ouvrier agricole », nous nous sommes rendu compte que ces travailleurs ne se considéraient pas comme tels : souvent, ce sont des jeunes, sans emploi, ou en vacances, qui viennent aider leur famille ou leurs amis. C'est donc une démarche informelle, et sans contrats, bien différente de ce que l'on pouvait trouver dans la Sierra des années 1970.

Les années 1990 marquent un tournant pour l'économie caféière amazonienne : d'une part, les cours internationaux s'effondrent avec la disparition des Accords Internationaux du café en 1989. D'autre part, les pratiques de monocultures ont affaibli les ressources nutritives des sols, et les maladies se multiplient. Les récoltes s'amincissent. Tous les témoignages des agriculteurs de Pacayacu confirment qu'un « changement » radical a été constaté dans la production, et la chute de rentabilité a généré une baisse d'intérêt pour les plantations caféières. Ainsi, dans les fermes que nous avons visitées, les cultures de café occupent souvent des surfaces réduites à 1 ou 2ha, et les paysans y investissent peu de temps et d'argent.

Cependant, malgré ce désintérêt apparent pour la production caféière et en dépit de la faible rentabilité des plantations, le café reste la principale culture dans le canton de Lago Agrio (Figure 1). La plantation de café est un investissement le long terme, et les agriculteurs ne peuvent pas abandonner leurs cultures du jour au lendemain. Chacun espère que la situation peut un jour s'améliorer. Cependant, nous pouvons voir qu'au niveau national, la quantité des surfaces cultivées est en baisse (Annexe 8), mais que la demande en café au niveau national n'est pas satisfaite (Annexe 9). Ces informations laissent entendre qu'il existe toujours un dynamisme de la filière cafetière, et qu'il existe des opportunités de débouchés pour les agriculteurs. De plus, la rentabilité est restée constante entre 2005 et 2012 (Annexe 10) et les statistiques du MAGAP montrent que sur cette même période, au niveau national, les prix de vente aux producteurs ont augmenté. Plusieurs hypothèses peuvent être émises à partir de ces données pour expliquer la situation de Pacayacu, et nous pouvons notamment suggérer que les statistiques nationales ne reflètent pas la situation du canton de Lago Agrio. La rentabilité des récoltes et les prix de vente dans la région peuvent être inférieurs à la moyenne nationale, ce que semble confirmer le témoignage d'un intermédiaire que nous avons rencontré. Marcelo affirme que les produits de l'Orient sont d'une qualité inférieure à ceux de la Costa. De plus, les coûts liés au transport des marchandises désavantagent les agriculteurs des paroisses rurales qui doivent parfois voyager plusieurs heures pour atteindre les centres commerciaux. Nous ne disposons cependant pas de données au niveau local pour vérifier cette hypothèse.



Image 3 : plant de café malade, Union Lojana, Pacayacu. Photo PRAS, 24/07/13

b) Le cacao

Cacao /année de référence	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011

Surface semée (Ha)	4 186	3 889	3 591	3 518	3 646	5 347	6 299	6 909	9 346	10 272	9 932	10 955
Rendement (T/ha)	0,16	0,18	0,20	0,29	0,24	0,27	0,15	0,43	0,47	0,37	0,22	0,19

Figure 22: Evolution de la surface semée et du rendement des cultures cacaotières sur la province de Sucumbios, sur la période 2000-2011. Source : SINAGAP, données INEC, III CNA, ESPAC

À l'échelle de Pacayacu, les agriculteurs ont délaissé la culture du café pour se tourner vers le cacao. Julio Granda, un des premiers à s'être installé dans la paroisse, raconte ainsi qu'il était le seul, jusqu'à une époque récente, à s'intéresser à cette culture.

La situation locale s'inscrit dans un dynamisme de développement de la filière cacaotière observable au niveau national. Le cacao a été perçu comme une alternative au café après la chute des cours nationaux. Sous l'impulsion de l'INIAP, de nouvelles espèces hybrides, tel que la « CCN51 » ont progressivement été introduites en Amazonie. Plus productive, plus résistante, mais de moins bonne qualité et moins chère, elle cohabite aujourd'hui avec la variété de cacao dite « nationale ».

Le commerce de cacao est aujourd'hui la principale source de revenu des agriculteurs. Il est cependant difficile d'accéder à une information fiable concernant la quantité récoltée et les prix de vente. Nous obtenons ainsi des données paradoxales : alors que certains affirment que la culture de 3ha de cacao leur fournit une production de 2q par mois, d'autres confessent récolter 50q sur cette même surface... Nous pensons que ces incohérences peuvent être attribuées à une certaine méfiance que nous vouent les agriculteurs, mais également à une volonté d'intensifier les difficultés qu'ils rencontrent.

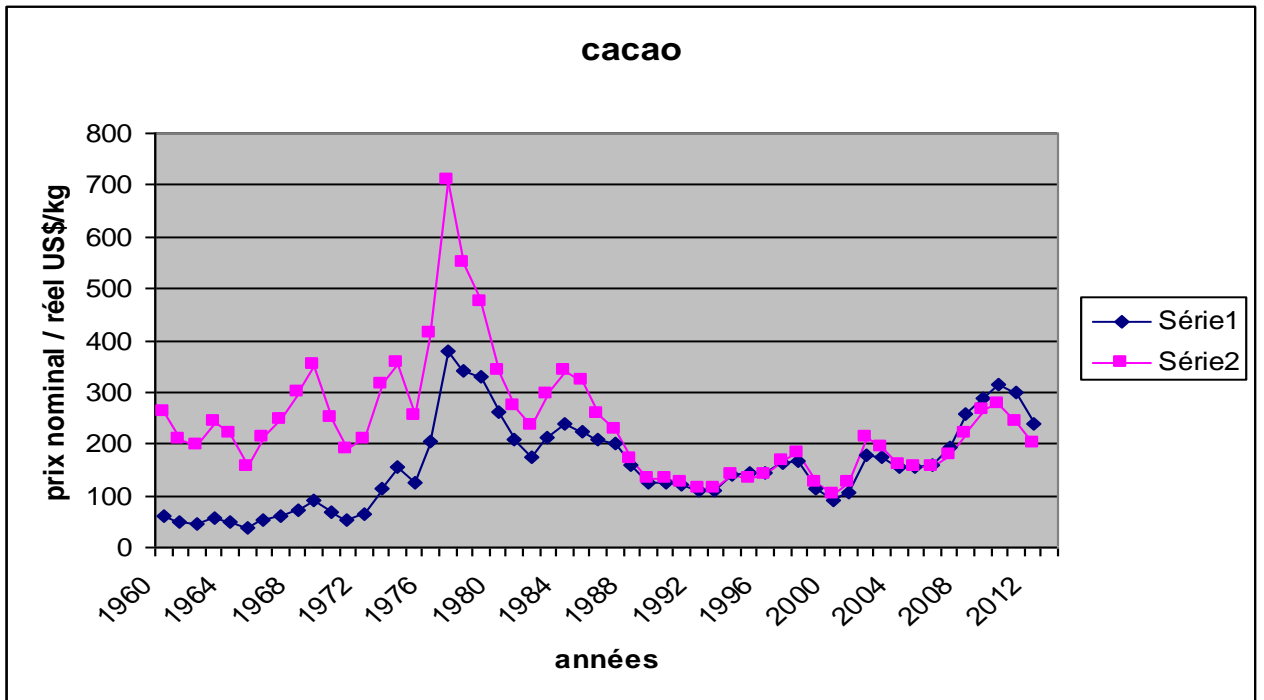


Image 4 :Plantation de cacao, Chone 1, Pacayacu. Photo de l'auteure, 23/07/13



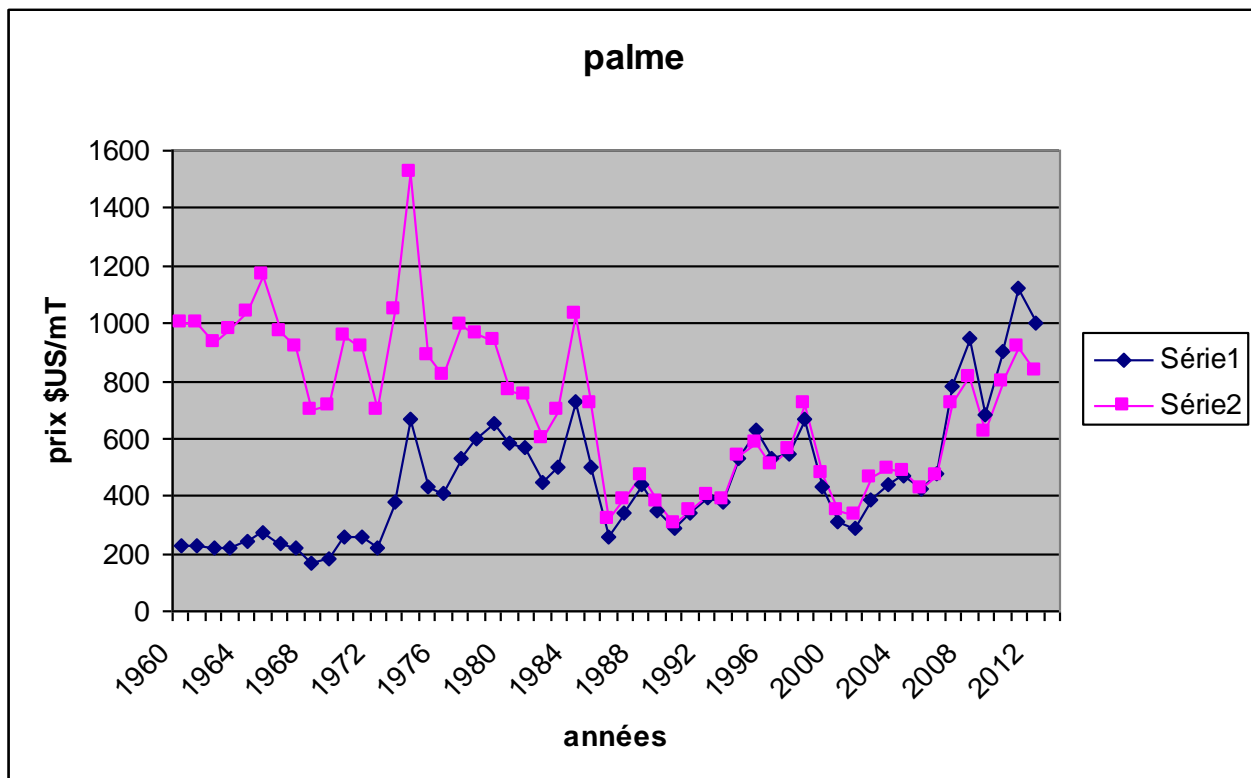
Image 5 :Plant de cacao malade, Union Lojana, Pacayacu, Photo PRAS 23/07/13

c) Le palmier à huile

Palmiers /année de référence	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Surface semée (Ha)	5 743	5 988	6 233	6 286	8 159	7 587	5 650	5 912	7 574	9 033	9 880	8 800
Rendement (T/ha)	14,79	15,27	15 ,64	17,19	16,96	20,00	24,72	21,93	17,13	22,31	22,27	15,07

Figure 23 : Evolution de la surface semée et du rendement des cultures de palmiers à huile d'Afrique sur la province de Sucumbios, sur la période 2000-2011. Source : SINAGAP, données INEC, III CNA, ESPAC

La Palme africaine est très peu présente sur le territoire de Pacayacu, moins propice à cette culture que la paroisse voisine de Shushufindi. On voit cependant se développer les premières initiatives de plantations. Dans la communauté de Chone 1, les agriculteurs ont ainsi demandé à Petroecuador de leur livrer des palmiers en guise de compensation à l'installation d'un puits de pétrole. Le projet est encore dans sa phase de préparation, mais les paysans en question ont d'ores et déjà entamé des démarches de collaboration avec « Palmeras del Ecuador », grande entreprise d'extraction d'huile de palme située sur la paroisse de San Roque, à Shushufindi.



L'entreprise possède 20 000 ha de cultures, concentrées sur un seul « bloc ». Au cours des années, elle a su étendre sa surface d'exploitation en achetant les fermes des paysans situées aux alentours. Les quelques propriétaires réticents se sont vu proposer des contrats les incitant à planter des palmiers pour pouvoir ensuite lui vendre la production.

Nous pouvons donc nous demander si cette culture de palme, en pleine expansion en Équateur (Annexe 8), est vouée à rester marginale, ou peut devenir un débouché nouveau pour les agriculteurs de Pacayacu. Il semble que les difficultés que rencontrent les producteurs des secteurs cacaotiers et caféiers incitent de plus en plus d'exploitants à étudier cette voie, mais le dynamisme des associations écologiques dans la zone risquent de faire avorter ce mouvement avant son éclosion.

Les cultures d'exportations, bien que les plus développées dans la région, génèrent des revenus irréguliers et limités, qui souvent ne permettent pas de satisfaire les besoins de première nécessité. Les familles d'agriculteurs sont donc amenées à produire elles-mêmes leurs denrées alimentaires premières.



Image 7 : plantation de palmiers à huile, plantation de Palmeras del Ecuador, San Roque. Photo de l'auteur, 17/07/13



Image 6 : jeune plantation de palmiers à huile, "la Isla", Pacayacu, 07/07/13

2) Le maintien d'une agriculture d'autosubsistance

Les agriculteurs, notamment ceux qui se trouvent dans une situation économique précaire, ont conservé une agriculture dite de « cycle court », qui sert à l'alimentation du ménage.

a) Les « cycles courts »

Maïs /année de référence	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Surface semée (Ha)	2 902	2 867	3 220	3 373	2 734	3 267	2 535	1 777	2 471	3 107	2 849	3 514
Rendement (T/ha)	0,57	0,66	0,60	0,59	0,57	0,90	1,14	0,87	0,73	1,06	1,04	1,12

Figure 24: Evolution de la surface semée et du rendement des cultures de maïs sur la province de Sucumbios, sur la période 2000-2011. Source : SINAGAP, données INEC, III CNA, ESPAC

Riz /année de référence	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Surface semée (Ha)	1 333	1 066	798	326	679	853	338	25	214	279	-	-
Rendement (T/ha)	0,65	0,81	1,08	1,36	1,04	0,55	0,42	0,74	0,54	0,37	-	-

Figure 25 : Evolution de la surface semée et du rendement des cultures de maïs sur la province de Sucumbios, sur la période 2000-2011. Source : SINAGAP, données INEC, III CNA, ESPAC

Les plus grandes surfaces d'exploitations sont dédiées aux cultures pérennes, d'exportation. Cependant, les agriculteurs assurent également une production d'auto-consommation, essentiellement à base de maïs, riz, banane plantain et manioc (Figure 1).

Le maïs a été vu très tôt comme une source de revenu complémentaire, en raison de son fort potentiel d'exportation : en effet, contrairement à la Costa où il pousse de manière saisonnière, on peut le récolter toute l'année en Amazonie (Eberhart, 1998, p65). Il fait partie de la base alimentaire des ménages, mais sert également de nourriture aux animaux d'élevage. Il est souvent semé en alternance avec le riz, qui présente cependant plus de difficultés à la production. Outre subvenir à l'alimentation familiale, les cultures de « cycle court » peuvent

constituer une stratégie de résistance aux chocs extérieurs (conjoncture économique, production) : en cas de forte récolte, les produits peuvent être vendus aux voisins, sur les marchés locaux ou auprès des intermédiaires. Néanmoins, les produits cultivés dans la zone sont souvent de mauvaise qualité et produits en quantité réduite, ce qui place les agriculteurs dans une situation de faible compétitivité sur le marché national et international. La diversification des cultures reste donc surtout un moyen pour des familles éloignées des zones commerciales et du centre du village de réduire les dépenses alimentaires.

Nous semblons ainsi remarquer une prise de conscience des méfaits de la monoculture, et la diversité des plantations est de plus en plus privilégiée, promue par l'INIAP et le CISAS afin de lutter contre l'appauvrissement précoce des sols.

b) La banane plantain et le manioc : des aliments de base

Banane plantain /année de référence	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Surface semée (Ha)	4 086	4 475	4 864	6 626	5 957	5 402	5 707	2 117	3 876	3 026	-	-
Rendement (T/ha)	2,38	7,72	11,88	4,97	3,71	5,72	4,34	2,45	4,57	4,87	-	-

Figure 26 : Evolution de la surface semée et du rendement des cultures de banane plantain sur la province de Sucumbios, sur la période 2000-2011. Source : SINAGAP, données INEC, III CNA, ESPAC

Manioc /année de référence	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Surface semée (Ha)	456	382	307	308	184	359	204	161	270	267	276	-
Rendement (T/ha)	1,28	1,18	1,04	2,01	1,54	1,79	1,81	1,38	2,57	2,60	2,60	-

Figure 27 : Evolution de la surface semée et du rendement des cultures de manioc sur la province de Sucumbios, sur la période 2000-2011. Source : SINAGAP, données INEC, III CNA, ESPAC

c) L'élevage

Les vastes surfaces disponibles en Amazonie ont permis de développer l'élevage : la possession de bétail, jusque-là l'apanage des patrons d'haciendas, est désormais à la portée des migrants. L'élevage est associé à une certaine ascension sociale. La vente de lait peut constituer un revenu complémentaire non négligeable, mais le bétail joue avant tout le rôle d'épargne. Beaucoup de familles possèdent deux ou trois vaches, dont la vente peut leur permettre de surmonter une période difficile.

II- Une dépendance aux marchés extérieurs

1) Le règne des acheteurs intermédiaires

a) Une faible demande intérieure

En arrivant en Équateur, nous ne pouvons qu'être frappés de voir que sur le territoire national d'un pays qui alimente 63% du marché mondial de cacao, et qui exporte 52 000 tonnes de café en 2012¹⁹, l'offre commerciale de ces produits soit quasi inexistante. La consommation de café et de chocolat en Amazonie, à l'image du reste du pays, est faible, et les épiceries et supermarchés proposent essentiellement des produits issus de grandes firmes étrangères, à savoir barres chocolatées industrielles et café instantané. La transformation locale de la matière première agricole semblerait pourtant apporter une réponse aux difficultés de commercialisation, les agriculteurs pouvant augmenter leurs revenus en proposant des produits à plus forte valeur ajoutée.

La première explication de ce phénomène est d'abord culturelle : le produit naturel, organique, ou local, n'est pas valorisé dans la société, le prix restant le critère premier d'achat d'un bien. La difficulté d'émergence d'un marché de produits biologiques illustre parfaitement ces comportements : les « *ferías orgánicas* » organisées par l'association ACOPSAS deux samedis par mois à Lago Agrio attirent une poignée de producteurs et une dizaine de consommateurs, souvent issus des mêmes cercles familiaux. Belia Vaca, unique représentante de Pacayacu qui participe à ces manifestations, évoque souvent l'incompréhension des

¹⁹ Chiffres recueillis sur le site web de l'Instituto de Promoción des Exportaciones e Inversión (Ministerio de Relaciones Exteriores), 2013

agriculteurs de la paroisse concernant son choix, qui implique un travail laborieux pour une récolte amoindrie, et un produit difficilement vendable en raison de son prix élevé. Pour elle, l'écart de prix avec un produit « classique » est justifié, et ne devrait pas repousser les consommateurs : elle regrette que la saveur et la valeur réelle des aliments ne soient pas appréciées, mais c'est pour elle une variable vouée à évoluer avec le temps, et par l'éducation de la population.

Ainsi, rares sont les producteurs qui fabriquent leur propre café ou chocolat, ne serait-ce que dans le cadre d'une consommation familiale. Comme l'explique José Vega, les habitants se sont habitués à s'économiser l'effort de la transformation des produits.

« Nous ne faisons plus notre café, parce que nous sommes paresseux, c'est plus facile d'aller l'acheter à l'épicerie ! Les gens vendent les grains de café, et vont aller acheter leur sachet de d'instantané au magasin... Ma mère par exemple, récoltait son café, et se servait de son moulin pour le décortiquer. Jamais elle ne l'achetait : elle le torréfiait, le mettait dans un flacon et refermait. Elle préparait ensuite son café avec un filtre en tissu. Mais maintenant, plus personne ne fait ça. Les gens achètent même l'ail déjà mouliné. On s'est habitué au confort !» (Entretien José Vega, 17/07/13).

En l'absence de demande locale, la commercialisation du cacao et du café est donc orientée vers l'extérieur du pays. Les chiffres publiés par le MAGAP pour l'année 2012 confirment en effet que 70% de la production nationale de cacao part à l'étranger, et que le pays exporte davantage de café qu'il n'en consomme (Annexe 11).

Pour atteindre ces marchés extérieurs, les petits agriculteurs doivent démarcher des intermédiaires.



Image 8 : la feria orgánica organizada por Acopsas, Lago Agrio,. Photo de l'auteur, 25/05/13

b) Le règne des intermédiaires

Lago Agrio, la plus grande ville de la province de Sucumbíos, est également le centre commercial où se vendent les produits agricoles de tout le canton. Les locaux de revendeurs, intermédiaires, occupent le quartier sud du centre-ville, situé entre les rues Rocafuerte et Mariscal Sucre. La quasi-totalité des agriculteurs de Pacayacu que nous avons rencontrés se déplacent jusqu'à « Lago » pour leur vendre leurs produits. Effectuer ce trajet a évidemment un coût pour eux, puisqu'ils doivent payer le transport en bus et perdent une demi-journée de travail. Quand la production est faible, il n'est donc pas rentable de faire le déplacement. Dans certaines zones éloignées, comme la communauté Cristobal Colón, les intermédiaires peuvent parfois passer directement dans les fermes, un jour par semaine en période de récolte, mais il semble que ce soit une pratique de plus en plus rare. En revanche, ces derniers acceptent parfois de rendre visite à leurs clients sur demande.

Ces intermédiaires achètent essentiellement quatre types de denrées en Amazonie—maïs, café, cacao et panela (sucre complet de canne), qu'ils acheminent chaque semaine jusqu'aux marchés de gros de la Costa, dernière étape avant l'exportation via le port international de Guayaquil. À leur retour vers Lago Agrio, les vendeurs transportent dans leurs camions des produits qui ne se cultivent pas en Oriente, tels que des fruits, mais également du

maïs ou du riz, qui seraient d'une qualité supérieure aux céréales locales, comme nous le confie un intermédiaire.

« Le cacao d'ici est inférieur à celui des autres pays. Du moins, celui produit en Orient est de mauvaise qualité. Sur la côte, tous les produits sont de meilleure qualité : le café, le cacao, le maïs... c'est pour cela qu'ils sont moins chers ici. »

(Entretien Marcelo 26/07/13)

Selon Marcelo, la « mauvaise qualité » des produits peut s'expliquer par la forte utilisation d'intrants chimiques, sensée palier au déficit nutritionnel des sols. Cependant, bien qu'il ne le mentionne pas, nous pouvons penser que la contamination pétrolière est peut-être un facteur qui affecte également la qualité des denrées, puisque contrairement aux engrais et pesticides, la présence de substances pétrolifères dans l'environnement est un élément de différenciation entre la Costa et l'Orient. En l'absence d'études scientifiques sur la question, cette remarque ne peut cependant demeurer qu'à l'état d'hypothèse.

Les intermédiaires occupent donc une position de monopole pour l'achat des produits agricoles en Amazonie, et le rapport de force en matière de fixation du prix des denrées est en leur faveur. L'installation de centres de transformations dans la région semblerait être un remède à la faible rémunération des agriculteurs, mais de nombreux obstacles se présentent.

2) Un territoire inadapté aux échanges ?

La mise à disposition de décortiqueuses, torrificateurs, nécessaires à l'élaboration du café et cacao transformés et destinés à la vente, est une requête d'une majorité de producteurs.

« Ce que j'aimerais, c'est voir l'industrialisation des produits que nous produisons, pour que nous ne soyons plus dépendants des intermédiaires. De cette manière, chacun pourrait produire son café, son maïs, en famille, et ensuite le transformer. Par exemple, on pourrait faire de la farine de manioc ou de banane plantain,... et si on avait tout ça, les gens pourraient commencer à semer à grande échelle car il y aurait un marché pour écouler les produits. ». (Entretien Arquimedes Jesús Alvarez, 05/07/13)

Le cacao et le café sont commercialisés essentiellement sous leur forme brute, en grains – 85% du cacao et 56% du café, ce qui témoigne de la faiblesse des infrastructures de transformation de la matière première agricole sur le territoire national. (Annexe 10). Ce déficit de développement industriel limite la mise en valeur des produits agricoles, et les producteurs n'ont donc pas d'autre choix que de vendre des denrées brutes, à prix réduits, aux acheteurs intermédiaires.

La palme africaine introduit un changement de paradigme : plus de la moitié de la production est transformée sur le territoire équatorien. L'impact sur les prix aux producteurs n'est cependant pas forcément observable, car la fabrication d'huile de palme est réservée jusqu'ici aux grands ensembles agroindustriels. Contrairement au cacao ou au café, la transformation de la palme est difficile, requiert une grande quantité de fruits, conduit à un produit de moins bonne qualité que l'industriel, et devient difficilement vendable. La mise en valeur de la palme n'est donc pas profitable directement aux petits producteurs.

L'amélioration des ressources des agriculteurs passe donc par une restructuration du circuit de distribution, et la mise en place d'infrastructures artisanales de transformation des produits. Plusieurs éléments entravent cependant leur développement, et notamment la complexité des démarches administratives pour les agriculteurs.

i) L'autorisation sanitaire

La vente de produits transformés (confiture, chocolat, café moulu,...) nécessite une autorisation sanitaire (Registro Sanitario), document remis par l'Institut National de l'Hygiène, qui garantit que le produit a été approuvé pour la consommation publique. Les démarches pour son obtention sont longues et coûteuses, comme le résume brièvement le cadre ci-dessous.

Démarches nécessaires à l'obtention du Registro Sanitario

- L'agriculteur doit obtenir un permis de fonctionnement (permiso de funcionamiento), délivré par le ministère de la santé. Il doit pour cela fournir, entre autres les plans de l'établissement où le produit est fabriqué, et un croquis de son emplacement.
- Il doit retirer une autorisation auprès des pompiers.
- Chaque personne qui va manipuler les produits alimentaires doit réaliser une série d'exams médicaux pour obtenir un certificat de santé.

- Tous les produits à commercialiser doivent faire l'objet d'analyses, dans un laboratoire certifié.
- L'agriculteur doit obtenir un RUC (Registro Único de Contribuyentes) qui sert à enregistrer son activité économique auprès de l'administration fiscale.
- Il doit déposer sa marque à l'IEPI (Instituto Ecuatoriano de Propiedad Intelectual).
- Un nouveau permis doit être retiré pour chaque produit commercialisé.

Par exemple, si nous imaginons quatre agriculteurs qui se mettent en coopérative pour fabriquer de la pâte de cacao et des barres de chocolat, chacun d'eux doit obtenir un certificat de santé, et l'entreprise devra retirer deux permis sanitaires.

Le permis est à retirer auprès de l'INH (Instituto Nacional de Hygiene). Le coût total est compris entre 1000 et 1200 dollars, et il faut compter un délai de 6 mois à 1 an pour son obtention. Les dossiers sont complexes à monter et il est recommandé de demander une aide juridique à un avocat, ce qui peut alourdir considérablement les frais.

Ces démarches nécessitent un investissement considérable pour les paysans, et constituent un frein majeur à la commercialisation des produits. Nous avons ainsi assisté à une réunion organisée par l'association Clínica Ambiental, au cours de laquelle ces éléments ont été présentés à un groupe d'agriculteurs souhaitant vendre des produits biologiques. Tous, malgré leur volonté de s'engager dans une démarche collective de commercialisation, ont affirmé qu'il leur était financièrement impossible d'entreprendre un tel investissement sans avoir l'assurance de la rentabilité de leur projet. Or, sans autorisation sanitaire, il leur est impossible de commercialiser leurs produits.

ii) L'accès au crédit

La difficulté d'accès au crédit peut également être une entrave au développement agricole. Pour obtenir un prêt auprès du « Banco de Fomento », l'agriculteur doit posséder le titre de propriété de son exploitation. Or, les démarches sont parfois extrêmement longues, et beaucoup d'habitants de Pacayacu n'ont toujours pas obtenu de document officiel, pour différentes raisons. La communauté de San Vicente par exemple, est située dans une zone qui a été déclarée Réserve Faunistique de Cuyabeno, en 1978, en dépit de la loi stipulant que ce

statut devait tenir compte de la présence de populations déjà installée sur le territoire. Non seulement cette appellation interdit d'utiliser 50% des parcelles à des fins agricoles, elle empêche également les paysans d'obtenir un titre de propriété. Plus de 40 ans après le début du différend, il n'a pas été trouvé d'issue à cette situation paradoxale.

Le contexte historique de formation de ces zones de peuplement, la situation géographique et la conjoncture politique des dernières années ont fait de la région amazonienne une zone isolée : les agriculteurs venus chercher de meilleurs jours en acquérant un terrain, se sont vus confrontés à des problèmes qu'ils n'avaient pas envisagés. Outre l'épuisement prématuré des sols, ils doivent s'adapter à un circuit de distribution qui place les intermédiaires au centre des échanges commerciaux.

Parallèlement, les familles doivent faire face à l'avancée des installations pétrolières sur le territoire, qui génèrent des conflits d'ordre nouveau.

Deuxième partie : les familles d'agriculteurs face aux mutations économiques, environnementales et sociales

Chapitre 1 : L'Amazonie, premier bassin industriel de l'Équateur

I- L'activité pétrolière, facteur d'accroissement des ressources familiales

1) Stratégies de diversification des portefeuilles d'activités

Les salaires très attractifs proposés dans l'entreprise pétrolière, mêlés aux difficultés de production agricole, incitent les familles à rechercher un emploi dans les compagnies. Dans quasiment toutes les familles, un ou plusieurs membres travaillent dans l'entreprise pétrolière, ou projettent d'y travailler. Comme nous l'avons vu, c'est parfois la raison même de la migration.

De nombreux agriculteurs sont arrivés pendant la période d'apogée du café. Certains se souviennent qu'à cette époque, l'emploi dans les entreprises les attirait peu : Aurelio Chamba nous raconte ainsi que les entreprises venaient démarcher les paysans, mais avait du mal à trouver une main d'œuvre qui veuille travailler pour elle. La récolte de café était abondante, et rapportait plus qu'un emploi dans l'entreprise. Avec la chute de la production agricole, le travail dans l'activité pétrolière apparaît comme une alternative convoitée.

L'entreprise pétrolière offre des salaires supérieurs à la moyenne. Mais les contrats de travail proposés sont variables, souvent courts, de journaliers à plusieurs mois, années. Les sources de revenus sont donc instables et empêchent de faire des projets. Parfois, les entreprises n'hésitent pas à manipuler les ouvriers, en leur faisant miroiter des promotions ou en retardant indéfiniment la signature des contrats. Néanmoins, l'emploi pétrolier est de moins en moins considéré comme une porte de sortie : les postes se font rares, l'entreprise fait appel à du personnel qualifié, qu'elle va souvent chercher dans d'autres régions. À cela s'ajoutent les restrictions liées à la « lutte » officielle contre le népotisme : aujourd'hui la plupart des familles ont un ou plusieurs membres travaillant dans les entreprises pétrolières, et les derniers enfants de la fratrie voient leurs opportunités limitées.

Nous pouvons donc observer une réelle dépendance des communautés aux entreprises qui les nourrissent et dont ces dernières vont profiter pour étouffer les mouvements revendicatifs.

2) Parfois au détriment du développement de l'activité agricole

Un contrat type dans une compagnie pétrolière est organisé par périodes de trois semaines : l'ouvrier travaille quinze jours sur un chantier, qui peut être situé dans tout l'Oriente, sans rentrer chez lui, puis a une semaine de repos. Ce rythme est souvent inconciliable avec le travail agricole, qui demande un investissement personnel régulier. Quand un autre membre de la famille ne peut pas assurer cette tâche, la culture est parfois laissée à l'abandon. Cette situation est également un frein à l'engagement dans des organisations paysannes : les paysans affirment ne pas avoir de temps à consacrer aux réunions et séances de formations.

Dans des cas dans des cas extrêmes, les agriculteurs peuvent être amenés à céder leur terrain aux entreprises. Cette situation est très fréquente sur la paroisse de San Roque, à Shushufindi : l'entreprise Palmeras del Ecuador fait pression sur les propriétaires pour acheter leurs terrains et agrandir l'exploitation. Elle n'hésite pas à mettre en place des stratégies pour épuiser les agriculteurs, en encerclant par exemple les propriétés des agriculteurs récalcitrants.

De plus, les habitants de San Roque témoignent du développement exponentiel d'une mouche piquante, la mouche d'étable ou mouche charbonnière, qui perturbe les animaux au point d'entraîner leur affaiblissement et leur mort. Sa croissance massive ces dernières années serait liée à l'utilisation par l'entreprise d'un engrais végétal (« tusa »), dans lequel les mouches déposent leurs œufs et qui favorise leur reproduction. Selon les agriculteurs, ce phénomène affecte terriblement l'élevage, et la vie quotidienne dans la paroisse : nombreux sont ceux qui ont vendu leur exploitation par désespoir. Surtout, ils affirment que l'entreprise ne cherche pas réellement à lutter contre le problème, et sous entendent que ce serait une méthode pour acquérir les terres des habitants. La perte de terre augmente la vulnérabilité économique des ménages : les agriculteurs deviennent ouvriers agricoles, et la diversité des cultures, et de l'offre alimentaire au niveau local est réduite.

Ainsi, il semble que nous assistions à deux mouvements inverses : d'un côté, les difficultés de la production poussent les habitants à démarcher les entreprises pétrolières, seule source de revenus sûrs accessibles dans la région ; mais parallèlement, l'affaiblissement des salaires, et la hausse des qualifications requises pour travailler dans les compagnies rendent l'emploi pétrolier de moins en moins attractif. Les habitants semblent peu à peu envisager des solutions alternatives: on assiste au développement de projets à vocation touristique, projets de piscicultures communautaires, micro entreprises de transformation du cacao,... ces initiatives restent pour le moment marginales mais témoignent d'une certaine transformation latente.

II- Une modification de la structure sociale

1) Le développement de la corruption

a) La tentation du vice

Les salaires élevés proposés par les entreprises pétrolières engendrent une augmentation des revenus des colons. Pour beaucoup de familles qui ont connu la misère, cette aubaine signifie un changement profond de leurs conditions de vie. Cependant, nous avons noté que l'accroissement des revenus du ménage, et la présence de l'activité pétrolière n'engendre pas directement une amélioration des conditions sociales et économiques, ni un développement du territoire. Les cantons pétroliers sont parmi les plus pauvres du pays, et ont les indicateurs socio-économiques parmi les plus faibles.

En revanche, de nombreux habitants affirment que la hausse des revenus est souvent associée avec un développement inquiétant de comportements déviants. Les témoignages relèvent l'augmentation de l'alcoolisme chez les hommes, qui engendre des violences conjugales, l'éclatement des familles, ou encore l'abandon scolaire des enfants. Luis Ganda nous raconte ainsi que beaucoup d'agriculteurs n'ont pas su s'enrichir lors de l'apogée de l'ère caféière, car ils menaient une vie de débauche, sans penser à épargner. Le même type de phénomènes nous est raconté à Shushufindi, où les cultures d'huile de palmes ont provoqué une rentrée d'argent spontanée dans les ménages.

Ces comportements sont donc d'avantage à mettre en relation avec le développement de l'industrie en général plutôt qu'avec l'activité pétrolière en particulier. En revanche, l'industrie pétrolière possède la particularité d'attirer une main d'œuvre masculine, qui vit éloignée de sa famille durant deux semaines consécutives, et qui dispose d'un bon salaire. Les zones pétrolières voient donc apparaître de nombreux « prostibulos », maisons closes ou club de prostitution. La seule paroisse de Pacayacu en compte au moins quatre, qui sont effectivement conçus pour ces travailleurs, comme l'indiquent parfois leurs noms (« el Night Club Petrolero »).

b) La montée des tensions sociales

Enfin, l'attitude des entreprises est à l'origine de conflits et de divisions communautaires (PAICHARD, 2012). Les procédés de négociation individuels conduisent à des situations

inégales qui divisent les habitants : les montants de l'indemnisation varient entre voisins, ou certains se voient proposer un emploi en échange de leur silence sur une fuite de pétrole. Ainsi, lorsqu'une initiative de protestation communautaire se met en place pour réclamer un nettoyage d'une pollution ou pour dénoncer une pratique, l'entreprise peut chercher à acheter certains membres influents pour tenter de casser le mouvement. Ces procédés peuvent ainsi conduire à l'éclatement des communautés.

Ces bouleversements sociaux modifient les ressources des agriculteurs, et leur vision de l'avenir. Les stratégies mises en place par les nouvelles générations sont particulièrement emblématiques des incertitudes naissantes.

2) Le bouleversement de la structure démographique

a) Les aspirations des fils de migrants

Les agriculteurs que nous avons rencontrés lors de la réalisation de ce travail appartiennent tous à la première génération de migrants. Ainsi, bien que leurs enfants aient pour la plupart atteint l'âge adulte, et pour certains pris leur indépendance, fondé leurs familles, peu d'entre eux possèdent leur propre exploitation agricole. Nous pouvons donc nous interroger sur les stratégies de vie de cette « deuxième génération » de colons, la première native de l'Amazonie.

i) Le travail dans l'agriculture

Tout d'abord, nous avons évoqué la saturation des terres disponibles qui pousse les nouveaux habitants à acheter des terrains de surfaces réduites, ou à s'installer dans des zones reculées et de faible productivité. Les fils d'agriculteurs sont ainsi confrontés à un problème similaire. La région amazonienne possédant de forts taux de natalité, les nouvelles générations qui n'ont pas les ressources financières pour acquérir une nouvelle ferme doivent se partager la parcelle familiale et se contenter d'une exploitation de 4 ou 5 hectares, qu'il est ensuite difficile de vendre. Certains, comme les fils de Luis Alvarez, choisissent de travailler ensemble pour éviter la fragmentation de la propriété. Cependant, les jeunes semblent moins intéressés par l'agriculture que leurs parents. Luis Granda explique ainsi que les nouvelles générations, une

fois diplômées, ont honte de travailler la terre. Pour lui, la faute revient aux institutions scolaires, qui ne mettent pas en valeur le travail agricole.

ii) Le travail dans l'entreprise pétrolière

Ainsi, pour la plupart des jeunes, qui baignent dans « l'univers pétrolier » depuis le plus jeune âge, le travail dans les compagnies reste la voie du salut. Les parcours de vie des fils de Belia Vaca (encadré ci-dessous) témoignent de la permanence du rêve pétrolier chez les nouvelles générations de colons. Les entreprises offrent des opportunités de carrières intéressantes, qui peuvent conduire à toucher des salaires très élevés. Certains cadres expérimentés touchent plus de 2000 dollars par mois, soit plus de six fois le salaire minimum.

Cependant, la conjoncture a changé ces dernières années. Les entreprises recrutent de plus en plus de travailleurs qualifiés, venus d'autres provinces, et il devient difficile pour les locaux de trouver un emploi stable. Souvent, ils se voient seulement proposer des contrats de quelques semaines ou quelques mois, pour un salaire dérisoire.

iii) La migration

L'absence de terrain disponible pour les nouvelles générations, et la rareté de l'emploi dans les compagnies pétrolières incitent les jeunes à chercher des opportunités de travail dans d'autres régions. Ainsi, le PDOT de Pacayacu soulève le problème de la migration des populations actives. Parmi les causes de départ évoquées, le document souligne le manque d'emploi, une offre d'éducation inappropriée, le faible développement économique de la paroisse, et les incidents liés à la proximité de la frontière colombienne²⁰. Les jeunes sont en effet nombreux à partir étudier à Lago Agrio, le « colegio²¹ » ayant à leurs yeux de meilleures réputations que celui de Pacayacu. Teodoro Bustamente²² montre également que la fréquentation des établissements d'enseignement supérieur dans les cantons pétroliers est inférieure au niveau moyen d'étude, ce qui indique une tendance à aller se former dans d'autres régions du pays. En 2012, dans le cadre d'un programme de « nettoyage » du secteur éducatif, le gouvernement a ordonné la fermeture de l'université de Lago Agrio, en raison de ses performances jugées trop médiocres. Cette décision risque d'accroître les inégalités sociales à moyen terme, et de modifier la structure sociale au sein du territoire : d'une part, les chances

²⁰ PDOT Pacayacu, 2011, p102

²¹ Le « colegio » est l'équivalent du collège/lycée français

²² Bustamente, 2007, p42

d'accès à l'enseignement supérieur sont considérablement réduites pour beaucoup de jeunes, issus de familles modestes, puisqu'ils sont désormais obligés de quitter la province pour poursuivre leurs études. Or, même pour les nouvelles générations, partir implique un investissement financier important. Avec la fermeture de l'université, leur chance d'ascension sociale s'affaiblit, et avec elle leur propension à sortir de la paroisse ; En revanche, les personnes les plus favorisées peuvent être incitées à aller se former et faire leur vie dans d'autres régions.

« Mes fils travaillent dans la compagnie. S'ils avaient de quoi acheter ils partiraient, à Cascales, ou après Lago, car c'est un peu moins pollué là-bas. Mais ils n'ont pas d'argent, ils nous ont demandé 20000 dollars mais on n'a rien. Donc il n'y a pas de solution, pas d'autre alternative que de lutter, en attendant de voir ce qui se passe. » (Entretien Aurelio Chamba, 11/06/13)

Ces éléments démontrent la faiblesse des opportunités économiques pour les jeunes de Pacayacu, et pourraient laisser penser que l'Oriente qui jusque-là a attiré les colons est en passe de connaître un renversement des flux migratoires. Cependant, les données des derniers recensements ne semblent pas alimenter cette thèse : la population de la paroisse a augmenté de 2,43% entre 2001 et 2010 selon les chiffres officiels²³, ce qui est supérieur à la moyenne du taux de croissance démographique national – 1,95% sur cette même période²⁴. Les projections d'évolution démographiques pour prochaines années prévoient également une croissance constante à l'échelle du canton de Lago Agrio jusqu'en 2020²⁵

La famille Rodríguez : les parcours de vie de cinq frères nés à Pacayacu, âgés de 19 à 30 ans.

Robinson, le plus jeune, vient tout juste d'obtenir son bachillerato, dans le Colegio à Pacayacu, avec une formation en alternance en mécanique. Il va désormais essayer de trouver un travail, peut-être dans l'entreprise pétrolière, mais aimerait un jour avoir son propre magasin de vente de pièces automobiles. En attendant, il va aider ses parents dans le travail à la ferme.

Richard, d'un an plus âgé, est allé étudier un an à l'Université Polytechnique à Quito, après avoir obtenu son bachillerato à Lago Agrio. Il a également suivi une formation dans le tourisme. Il

²³ PDOT Pacayacu, 2011, p45 : 8249 habitants en en 2010 pour 6896 habitants en 2001, soit taux de croissance de 20% sur cette période

²⁴ INEC, Censo 2010

²⁵ INEC, « proyección de la población ecuatoriana, por años calendarios, según cantones »

aimerait pouvoir en vivre, mais c'est un secteur qui n'est pas encore développé à Pacayacu. Sur leur terrain, ses parents ont construit deux maisons, et proposent des chambres à louer (le « complexe touristique Mitad del Mundo »). Ils ont imaginé un projet écotouristique qu'ils espèrent pouvoir réaliser un jour avec les habitants de la communauté. Richard travaille pour le moment à la ferme, et dépose régulièrement sa candidature auprès des entreprises pétrolières. Son père, contractuel dans le secteur pétrolier, l'embauche parfois pour de courtes missions quand l'opportunité se présente.

Roberto a étudié à l'université de Lago Agrio, puis est revenu à Pacayacu où il a construit une paillette, dans lequel il a mis en place un bar, sur le terrain de ses parents. Le commerce a dû fermer au bout de quelques mois, faute d'avoir obtenu une licence de vente d'alcool. A 26 ans, il s'est désormais installé à Quito, dans une maison que possèdent ses parents, avec sa femme et ses deux enfants. C'est surtout pour eux qu'il a fait ce choix, car il pense que la capitale peut leur offrir une meilleure éducation et un meilleur avenir. Cependant, bien qu'il soit parti, les seuls emplois qu'il envisage sont dans les entreprises pétrolières, car elles offrent un meilleur salaire et de meilleures carrières que d'autres secteurs. Après avoir quitté son poste à Loja, il cherche désormais un travail dans l'Oriente. Au moment de notre départ, il vient d'être embauché par une compagnie, auprès de laquelle il postule depuis des années en vain. Toutes les trois semaines, il aura sept jours de repos pour aller voir sa famille à Quito.

Les deux fils aînés travaillent tous les deux pour les entreprises pétrolières, en Amazonie. Raúl loue un appartement à Lago Agrio, et ses parents viennent de lui léguer un petit terrain qu'ils possédaient pour qu'il puisse y construire sa maison. Galo a déjà franchi cette étape, et est désormais installé avec sa femme et sa fille à Lago. Il occupe un poste à responsabilité et gagne 2500 dollars par mois.

b) Un univers masculin

Les travailleurs des entreprises pétrolières sont principalement des hommes, et il suffit de déjeuner dans la cafeteria d'un hôtel, ou dans un quelconque restaurant du centre de Pacayacu pour s'en apercevoir. Les rares femmes recrutées sont généralement assignées aux postes administratifs. Cette particularité du secteur pétrolier, principale source d'emploi non agricole dans la région, a forcément un impact sur la structure démographique.

On se rend compte en effet en analysant les données statistiques, que les hommes sont nettement plus nombreux que les femmes à l'échelle de la paroisse de Sucumbíos, alors que la tendance est inversée à l'échelle nationale (Annexe 12). Outre le déséquilibre numérique, nous pouvons également penser que l'activité pétrolière a une influence sur les rapports de genre, et les stratégies des habitantes.

Les schémas présentés en annexe montrent ainsi que la proportion de femmes occupant un emploi parmi celles effectivement en âge de travailler est plus faible dans la province de Sucumbíos qu'à l'échelle nationale. Cette tendance peut cependant s'expliquer par le contexte de ruralité : il y a moins d'emploi salarié à la campagne, les poids des traditions et les taux de natalité sont plus importants ce qui cantonne davantage les femmes à l'espace domestique, ou encore les agricultrices travaillant à la ferme ne se considèrent pas toujours comme partie de la population active.

En revanche, nous pouvons penser que le caractère masculin de l'emploi pétrolier a un impact sur la répartition des rôles familiaux. Les hommes qui travaillent dans les compagnies s'absentent sur des périodes de quinze jours consécutifs, laissant l'ensemble des tâches domestiques et l'entretien de la production agricole aux femmes, et aux enfants en âge de travailler, ce qui peut attiser les tensions familiales et constituer un frein à la scolarisation.

Par ailleurs, il semblerait qu'il y ait un déséquilibre démographique au sein même de la population féminine : les femmes que nous avons pu rencontrer étaient des enfants et adolescentes, en âge d'être scolarisées, ainsi que des mères de familles issues de la première génération de migrants. En revanche, nous n'avons quasiment croisé aucune jeune femme d'âge intermédiaire, entre 20 et 30 ans. Nous sommes arrivés à la conclusion que les femmes de cette génération n'ayant pas de propriété, et peu de possibilité de travail, deux choix s'offrent à elles : elles peuvent se marier et fonder une famille – en supposant qu'elles ont à charge de jeunes enfants, et que leur conjoint travaille dans la ferme ou l'entreprise, elles ont alors peu de possibilité de quitter l'espace domestique. L'autre alternative possible est la migration : une partie des jeunes femmes qui obtiennent leur baccalauréat part étudier ou travailler à la ville.

L'activité pétrolière introduit des changements au niveau des ressources économiques et sociales des habitants, qui modifient les stratégies de vie des paysans. L'entreprise est le « meilleur ennemi » de l'agriculteur, et ce dernier doit s'adapter à l'environnement pétrolier et chercher de nouvelles manières de travailler. Les stratégies organisationnelles semblent ainsi permettre de construire une économie agricole durable.

Chapitre 2 : Travailler ensemble pour le développement agricole

I- Réconcilier activités agricoles et pétrolières

1) produire en zone contaminée

a) La pollution pétrolière

La contamination pétrolière est la préoccupation majeure des habitants. Les agriculteurs évoquent presque systématiquement ce sujet quand nous leur demandons leur avis sur l'état de la production. Ils mentionnent des problèmes environnementaux ou sanitaires auxquels ils ont été confrontés ou dont ils ont entendu parler, et l'absence d'eau potable apparaît comme leur principale préoccupation.

La quasi-totalité du territoire est affecté par la contamination pétrolière, et il semble plus facile pour les habitants de nous énumérer les zones « saines » que de nous indiquer les terrains à problèmes. La contamination de l'air par les torchères, la contamination des eaux de rivières, de puits, et de pluie, la contamination des sols sont autant d'éléments présentés comme des entraves à l'agriculture. Les paysans y voient une cause de la baisse de production et de la mauvaise santé des plantes, et des animaux.

« Le bétail qu'on achète de l'autre côté, où il n'y a pas de contamination, refuse de boire l'eau d'ici. On ne sait pas si ça les rend malades, mais les vaches maigrissent, jusqu'à ce qu'elles s'habituent à boire l'eau et recommencent à grossir. Il semble que l'eau soit un peu meilleure maintenant, mais avant elle était très mauvaise. Les vaches de la voisine sont même mortes car elles refusaient de boire. Nous autres, quand on voit ça, on préfère changer le bétail de pré jusqu'à ce qu'il s'habitue. ».

D'autre part, la particularité du travail agricole est le contact permanent avec la nature. La pollution de l'environnement affecte donc également la santé des habitants. Ils sont fréquemment touchés par des infections de la peau ou pulmonaires, souffrent d'asthme. Ces pathologies ont un impact sur leur vie quotidienne et sur leur travail : s'ils sont régulièrement malades, ou hospitalisés, ils ne peuvent pas prétendre à s'occuper de leur exploitation.

Nous remarquons ainsi que le thème de la contamination pétrolière est omniprésente dans les discours des agriculteurs, qu'ils aient été directement affectés ou non. L'activisme des

ONG, comme Acción Ecológica, ou le Front de Défense de l'Amazonie (FDA) s'est renforcé avec l'affaire Texaco, et ces dernières ont joué un rôle majeur dans la conscientisation de la société civile. Contrairement à l'observation faite à Dayuma (PAICHARD, 2012), les habitants de Pacayacu semblent relativement bien informés sur la problématique de la contamination pétrolière. Les agriculteurs semblent ainsi habitués à recevoir des organismes étrangers, et ils ne sont pas surpris de notre présence : ils nous assimilent à « une ONG de plus ». Cette communication massive peut néanmoins présenter des effets pervers : nous avons ainsi l'impression d'être en présence d'une sur-communication qui crée une désinformation. Les habitants semblent enclins à attribuer à la contamination pétrolière la cause de tous leurs problèmes, ce qui les empêche d'avoir une vision objective et les conduits à sous-estimer les rôles joués par d'autres facteurs.



Image 9 : panneau "finca contaminada por Petroecuador", Chone 1, Pacayacu, photo de l'auteur
23/07/13

b) Le Plan Colombia

Cependant, dans certaines communautés, la pollution pétrolière n'est pas forcément la première citée dans la liste des facteurs affectant la production. Nous avons ainsi remarqué que plus nous nous approchions de la frontière colombienne, plus les habitants évoquaient en premier lieu le désastre provoqué par les fumigations aériennes de glyphosate. Ces épandages ont eu lieu entre 2000 et 2002, dans le cadre du « Plan Colombia », manœuvre politique de lutte contre le narcotrafic résultant d'un accord entre les États Unis et le gouvernement colombien. Durant deux ans, les avions colombien ont survolé et aspergé à l'aveugle le territoire frontalier

dans le but de détruire d'éventuelles plantations illicites. Les produits chimiques ont affecté les territoires sur plusieurs kilomètres de part et d'autre du Río San Miguel, ce qui a conduit l'Équateur à intenter un procès à son voisin devant la Cour Internationale de Justice²⁶. Outre une dangerosité avérée pour la santé, les agriculteurs mentionnent un changement radical dans la production suite à cet épisode. Ils évoquent des feuilles brûlées, jaunâtres, la disparition de nombreuses variétés de plantes. « *La zone ressemblait à un désert* » raconte Angel Encarnación, président de la communauté Chone 2, « *il ne restait que les grands arbres, les arbustes comme le cacao avaient tous disparu* ». La plupart des habitants ne voient plus passer les avions à l'heure actuelle, et constatent que depuis 4 ou 5 ans, les cultures recommencent à produire. Cependant, le président de Palma Seca, communauté située sur la frontière colombienne, nous explique comment les fumigations ont bouleversé la vie des habitants de la communauté :

« Quand on est arrivés, en 1997, il y avait du travail dans la ferme, on avait du cacao, du café, pendant cinq ans la production a été bonne C'est le Plan Colombia qui a constitué une rupture, ça a tout détruit. Les gens ont dû abandonner l'activité agricole, et sont rentrés dans les entreprises pétrolières. Aujourd'hui la majorité des habitants de la communauté travaillent dans les compagnies, on est très peu à avoir gardé la ferme. Ils continuent encore les fumigations, mais de manière moins fréquente. » (Entretien Manuel Villalovos, 27/06/13)

c) Les intrants agricoles

Enfin, la baisse de la production agricole pousse les paysans à avoir de plus en plus recours aux produits agrochimiques. Les institutions comme l'INIAP ou le CISAS, qui assurent des séances de formations de mise en valeur de la terre, participent à la diffusion de ces pratiques auprès des agriculteurs. Ainsi, le projet agricole mis en place par la junta paroissiale comprend une assistance technique, en collaboration avec ces deux organismes. Elle consiste notamment à analyser la composition des sols de chaque ferme participante, afin d'en détecter les carences nutritives et de proposer les « produits » adéquats pour y remédier.

²⁶ Le 25 août 2013, Rafael Correa et Juan Manuel Santos sont finalement parvenus à un accord mettant fin au procès initié en août 2008, La Colombie devra fournir une indemnisation financière pour les dommages commis. Les pays travailleront désormais en collaboration dans la lutte contre le narcotrafic, ce qui implique qu'aucune initiative de fumigation ne devra avoir lieu sans concertation préalable entre les deux gouvernements.



Image 10 : Formation dispensée par un ingénieur de l'INIAP ux habitants de la communauté Chone 1 et Chone2, Pacayacu, Photo de l'auteur 29/05/13

D'autre part, les agriculteurs utilisent des intrants chimiques à mauvais escient par manque de connaissance et d'information. Un paysan nous explique ainsi qu'il n'utilise plus de Glyphosate, car les effets néfastes sur la terre sont désormais reconnus, et qu'à la place il achète désormais du « Roundup ». De plus, ces produits sont vendus chers, et leur utilisation implique un investissement non négligeable pour l'agriculteur, qui va choisir les moins cher plutôt que les mieux adaptés.

Nous observons une prise de conscience du danger que peuvent constituer ces produits pour la santé et l'environnement, mais les agriculteurs nous affirment avant tout qu'ils n'ont pas le choix : ils sont dépendants de la production, et à l'heure actuelle, les cultures ne poussent pas sans « aide ». Ils doivent donc adapter leurs pratiques, et repenser les répartitions des coûts de la production.

Au-delà des impacts socio-environnementaux qu'elle génère, et dans un souci de compensation des dommages causés, l'activité pétrolière est également un acteur majeur du développement territorial.

2) l'entreprise, maîtresse du développement local

a) le développement du territoire

Depuis l'installation des colons, l'entreprise a joué un rôle important dans la création des infrastructures. En construisant les premières routes, elle a permis l'entrée des migrants dans la jungle. Cela signifie aussi que l'installation des exploitations agricoles a été conditionnée davantage par les nécessités des entreprises pétrolières que par les potentialités des sols (Barral et al. 1987). Non seulement l'entreprise a impulsé le développement territorial, elle l'a également orienté dans la direction qu'elle souhaitait. L'absence des politiques gouvernementales, jusqu'à l'ère Correa, lui ont permis de mener une véritable politique paternaliste. L'entreprise pétrolière multiplie les œuvres en faveur des communautés, tels que le financement de projets de santé, scolaires, terrains de sports, ce qui lui permet d'assurer une certaine paix sociale (Juteau, 2012).

Les relations entre agriculteurs et entreprises demeurent néanmoins relativement conflictuelles, et toute mise en place de projet est le résultat de longues négociations, au cours desquelles chacun essaye de tirer profit de la situation. Les habitants sont nombreux à nous signaler que l'entreprise a régulièrement recours au chantage, ou aux menaces. Certains n'hésitent pas à associer Petroecuador à la « disparition » mystérieuses de présidents de communautés trop revendicatifs. D'autres nous racontent les pressions et la manipulation exercée par la compagnie qui souhaite pénétrer dans les exploitations.

« Les entreprises sismiques sont venues il y a peu. Elles nous ont dit que si on ne leur donnait pas l'autorisation de passer dans nos terres de nos pleins grés, elles passeraient quand même car elles avaient l'autorisation du président. Beaucoup n'étaient pas d'accord, mais on a dû céder. On ne sait pas s'ils disent la vérité ou si c'est du chantage. On paie des impôts sur notre ferme, ce ne serait pas juste que le gouvernement puisse faire ce qu'il veut alors que nous n'avons rien demandé. C'est pour ça qu'on n'a plus confiance, ils profitent de notre ignorance pour nous tromper. » (Entretien Maria Rojas, 14/08/13)

Ces dernières années, le gouvernement a cependant cherché à associer davantage les bénéfices du pétrole au développement territorial, en associant directement les autorités locales dans la mise en œuvre des projets. C'est notamment le but de la Loi sur les Hydrocarbures de

2010, qui prévoit que 12% des profits générés par les compagnies seront redistribués aux Gouvernements Autonomes Décentralisés (GAD), pour mettre en place des projets d'éducation et de santé. Le gouvernement de Correa semble s'être engagé dans un processus de désenclavement des zones rurales amazoniennes, par le goudronnage des routes, le développement de l'accès à l'électricité, ou encore le développement des réseaux de télécommunication. Nous assistons ainsi une prolifération de panneaux et affiches associant développement local et industrie pétrolière. À l'entrée de la Junte Paroissiale, une pancarte « El Petroleo les conecta » annonce ainsi l'ouverture prochaine d'un « Infocentro », centre d'accès, public et gratuit, à des ordinateurs et à internet. Cependant, dans la pratique, à Pacayacu, les projets mis en œuvre se révèlent peu nombreux et peu efficaces.

Au sein de PetroAmazonas, le service des relations communautaires s'est développé pour être davantage à l'écoute des agriculteurs. Son rôle est de servir d'intermédiaire entre les communautés et l'entreprise : il organise notamment l'indemnisation – individuelle des paysans affectés par un accident pétrolier. Une autre fonction majeure est la mise en place de projets de compensation, collectifs, adressés à la communauté toute entière. Petroamazonas a désormais recruté un agronome dans ce service, et entend développer des projets d'ordre agricole, qui prennent la forme de dons d'animaux, de semences ou la mise en place de projets productifs. Ces projets ont le mérite de participer au développement économique local, et d'apporter un appui de long terme aux agriculteurs, mais exclut les habitants qui n'ont pas leur propre ferme.

Ces éléments nous montrent que les agriculteurs sont habitués à attendre beaucoup de la part des entreprises pétrolières, ce qui peut parfois porter atteinte à la prise d'initiative et au développement d'un regard objectif sur la situation.

b) Un effet d'entraînement des activités économiques

Outre le développement social impulsé par les entreprises et les acteurs politiques, l'activité pétrolière semble générer d'elle-même un certain effet d'entraînement des activités économiques au niveau local. Le centre de la paroisse ne compte ainsi pas moins de sept « comedores », cantines ou restaurants, de quatre hôtels, qui affichent tous les jours complets, et dont les clients sont uniquement les travailleurs des entreprises pétrolières. Ainsi, récemment,

PetroAmazonas annonçait la possibilité de loger l'ensemble des travailleurs dans des campements. Si un tel projet se réalisait, cela conduirait à la fermeture de tous les hôtels.



Image 11 : "Hostal Pacayacu", le plus grand hôtel de la paroisse (photo promotionnelle)

En revanche, l'activité pétrolière ne semble pas avoir d'impact positif sur le commerce de produits agricoles. La consommation alimentaire des restaurants et hôtels est à une échelle trop limitée pour pouvoir parler d'effet d'entraînement, et les entreprises pétrolières refusent de consommer les produits locaux par peur de la contamination.

Parallèlement aux efforts que les entreprises et pouvoirs publics investissent dans le développement territorial, une des solutions qui peut permettre aux paysans d'accéder à de nouveaux marchés est l'organisation collective.

II- L'organisation paysanne

L'IERAC a décrété que l'organisation des agriculteurs en coopérative devait être un prérequis à l'établissement des communautés. Quarante ans plus tard, le regroupement à des fins professionnelles est encore à l'état embryonnaire.

1) Des pré-coopératives aux organisations juridiques

Le travail communautaire est une tradition en Équateur, connu sous le nom de « minga » : les habitants d'un même quartier, d'une même communauté, se rassemblent sur une journée, pour construire un bâtiment ou effectuer des travaux agricoles.

Néanmoins, l'institutionnalisation de l'organisation paysanne a été impulsée dès les débuts de la colonisation, l'IERAC soumet l'acquisition des titres de propriété au regroupement des agriculteurs en pré-coopératives. Avec la disparition de l'IERAC en 1992, les titres ont commencé à être attribués de manière individuelle et non plus collective, ce qui a entraîné la disparition de beaucoup de pré-coopératives. Les organisations qui ont survécu n'ont souvent pas acquis de statut juridique et n'ont pas de compétence propre. À Pacayacu, nous pouvons tout de même recenser 40 coopératives réparties au sein de 82 communautés.²⁷

Toutes n'ont pas une activité régulière, « de coopérative, elles ont seulement le nom » affirme Luis Granda. Parmi les organisations les plus reconnues, nous pouvons citer la FOCAP (Federación de Organizaciones Campecinas de Pacayacu), qui regroupe trois coopératives, et associe une quarantaine de membres.

La FOCAP

La FOCAP est une organisation juridique créée il y a 15 ans et son président actuel est Luis Granda, un des premiers habitants à s'être installé à Pacayacu. Au départ, elle regroupait 5 coopératives, mais aujourd'hui elles ne sont plus que 3.

Au total, la FOCAP compte 40 membres, mais la majorité de s'impliquent pas : seuls 15 personnes sérieuses prennent part aux projets.

Les projets en cours concernent la production de riz et de maïs : les agriculteurs mettent en commun leurs parcelles, et produisent ensemble, des semences à la récolte. La FOCAP s'est également engagée dans le projet agro-productif de la Junte Paroissiale afin de développer la production de café et de cacao.

Bien que de nombreux agriculteurs aient conscience que la carence organisationnelle soit une entrave au développement agricole à Pacayacu, la mise en commun des compétences et des forces de travail est un long processus qui rencontre des résistances.

Luis Granda nous explique le manque de motivation des agriculteurs : bien que les statuts de la FOCAP stipulent que tous les membres doivent prendre part aux activités, ils ne

²⁷ La communauté est une subdivision politico-administrative, représentée par un président. La coopérative est une association de 15 ou 20 personnes environ, avec un statut juridique et un bureau administratif, qui a vocation à servir les intérêts des agriculteurs.

sont qu'une poignée à travailler ensemble. Le nombre de participants varie selon les projets : la culture du riz et du maïs intéresse une vingtaine d'agriculteurs, alors qu'ils ne sont plus que quatre à souhaiter cultiver le cacao et le café. Le travail dans l'entreprise pétrolière est souvent évoqué comme responsable des désistements. Les agriculteurs employés dans les compagnies n'ont pas le temps de participer aux réunions. D'autres affirment ne pas avoir confiance dans les organismes institutionnels : les techniciens de l'INIAP ou du CISAS sont assimilés aux organismes gouvernementaux qui ont apporté l'espoir dans les campagnes et trahi beaucoup de leurs promesses.

Pourtant, les avantages à produire ensemble sont nombreux : un meilleur traitement peut être donné aux plantes, car il est possible d'échanger ses connaissances, de se soutenir, et mettre en commun les budgets pour acheter les produits nécessaires. De plus, Luis Granda affirme qu'il est plus facile de vendre les denrées, car ils obtiennent des grains de bonne qualité et une production homogène. Récemment, la FOCAP a pu faire l'acquisition d'un tracteur, ce qui va considérablement améliorer le travail des agriculteurs.

L'organisation donne plus de force aux paysans et augmente les capacités de développement. Néanmoins, certains problèmes ne semblent pas pouvoir être résolus sans aide institutionnelle : la question du permis sanitaire, les difficultés de transports, sont autant de limitations à la commercialisation qui persistent.

Des associations extérieures comme la Clínica Ambiental, ou ACOPSAS, apportent leur aide aux paysans qui souhaitent s'unir. Ainsi, des ateliers de formations sont régulièrement organisés, et les deux organisations ont récemment mis le premier marché biologique à Lago Agrio. Le succès est mitigé, car à la fois l'offre et la demande en produits organiques sont très peu développées dans cette zone. L'apport principal de ces associations est donc avant tout un soutien moral. Belia Vaca, qui participe depuis quatre ans aux activités de la Clínica Ambiental, témoigne des transformations que ces réunions ont causées dans sa vie : elle a non seulement développé ses connaissances en matière agricole, mais elle a surtout pris confiance en elle, et a appris à valoriser son travail.



Image 12 : les ateliers de le Clínica Ambiental, une fois tous les deux mois, attirent des dizaines de participants. Lago Agrio, photo de l'auteure, 30/06/13

2) Exemple d'une stratégie organisationnelle réussie : la micro entreprise de cacao

La micro entreprise de cacao est l'unique exemple de réussite d'un projet transformations de produits agricoles à Pacayacu. L'entreprise a été créée il y a 4 ans, par un groupe de 12 femmes qui ont décidé de fabriquer de la pâte de cacao. Malgré des débuts difficiles, durant lesquels elles achetaient 20 livres de cacao par mois et réussissaient à vendre quelques dizaines de boîtes, il s'agit aujourd'hui d'une entreprise en pleine expansion. Les femmes écoulent leur stock au niveau local, mais également sur les marchés nationaux, de Lago Agrio à Quito : « Les gens commencent à nous connaître et nous appellent », explique Yoana Rivera, la présidente de l'association. Les associées arrivent aujourd'hui à vendre environ 1000 boîtes à 2,5 dollars par mois, ce qui leur fait un salaire net d'environ 280 dollars chacune.

Cette expérience témoigne également des difficultés que peuvent rencontrer les entrepreneurs. Yoana Rivera explique que cela fait seulement deux ans que le commerce est rentable. Surtout, elles ont bénéficié d'un fort soutien des autorités locales, sans quoi rien n'aurait été possible. Le Conseil provincial leur a fourni les machines, les emballages. Le conseil

municipal, de Lago Agrio a financé la construction du bâtiment, sur un terrain qui leur a été offert par la Junte Paroissiale... Les conditions particulières dont la micro entreprise a bénéficié en font une initiative assez exceptionnelle qui ne peut pas servir de modèle généralisable à l'échelle de la paroisse.

Enfin, les associées avaient commencé à acheter la matière première aux producteurs de la paroisse, avant d'être déçues de la qualité des produits, et des tentatives d'escroquerie de certains agriculteurs qui leurs vendaient un cacao abîmé. Elles ont donc récemment signé un contrat avec une communauté de Cuyabeno, « qui ne se situe pas en zone contaminée ». Nous sommes donc en présence d'une entreprise de transformation de produit agricole, mais qui ne participe pas à l'insertion des producteurs locaux dans la chaîne de distribution, et qui n'a pas d'impact sur le développement communautaire.

Conclusion

Les activités agricoles et pétrolières se sont développées simultanément en Orient. Quarante ans plus tard, les rapports de force semblent figés, et les difficultés rencontrées dans la production et la commercialisation agricoles en font une activité localement « marginale » du point de vue des ressources financières générées. Cependant, elle reste la source de revenu la plus accessible pour la population, et la quasi-totalité des habitants possède une exploitation, à titre professionnel ou d'autosuffisance. La relation entre ces deux secteurs est largement conflictuelle, et leurs intérêts semblent a priori inconciliables.

L'étude menée nous permet ainsi d'éclairer un certain nombre de points concernant l'agriculture d'une part, et l'interaction des paysans avec l'industrie pétrolière :

- La recherche de terre est la raison principale de l'installation des colons dans la zone. L'emploi pétrolier, qui concerne aujourd'hui presque toutes les familles d'agriculteurs, peut donc être vu par les migrants comme une stratégie de diversification des portefeuilles d'activités, impulsée par l'affaiblissement de la rentabilité des produits agricoles au cours du temps. Ces populations sont souvent venues en quête de meilleures ressources économiques, et, dans un contexte où les profits agricoles ne sont pas à la hauteur des résultats escomptés, l'entreprise industrielle est une aubaine pour atteindre cet objectif. Pour ces migrants, l'entreprise apparaît plus comme un moyen d'atteindre leur idéal, que comme une fin en soi. En revanche, la deuxième génération de colons, née à Pacayacu, semble introduire un changement de paradigme. Les entreprises font partie du paysage dans lequel ils ont grandi, et ils font partie d'une génération moins attirée par le travail de la terre. Les moyens de communication actuels et le réengagement des pouvoirs publics permettent de rompre l'isolement géographique qu'ont vécu leurs aînés : bien que l'accès à Internet soit réservé aux cybercafés, tous les jeunes sont connectés aux réseaux sociaux en ligne, et ont davantage accès aux études supérieures qui les conduit à voyager dans les grandes villes. Ils sont donc davantage attirés par les emplois proposés par les entreprises qui leur proposent de meilleurs salaires et leur donnent accès à un meilleur confort matériel. Ce phénomène est également renforcé par la faible disponibilité des terres liée une saturation foncière.
- Une modification de la structure sociale attribuable au développement de l'activité pétrolière semble également se développer, à l'échelle des ménages et des communautés.

Deux facteurs spécifiques de cette activités peuvent expliquer ces évolution : l'entreprise génère une augmentation des revenus familiaux, et emploi essentiellement des hommes, qu'elle recrute dans tout le pays. Les types de contrats que les compagnies proposent éloignent les époux et pères de leur famille de leur domicile durant plusieurs jours, ce qui les oblige à délaissé leur exploitation, ou à la confier à leur famille. Ce recul de l'implication dans l'agriculture peut être considéré comme un frein au développement de nouvelles initiatives, notamment au développement d'une organisation paysanne qui pourrait permettre d'améliorer la rentabilité des produits. D'autre part, cela génère un développement de comportements déviants et d'une économie du divertissement, qui peuvent avoir des conséquences sur la stabilité des ménages.

- L'organisation des habitants s'est fortement développée avec le procès Texaco, qui a démontré que le rassemblement pouvait renverser les rapports de forces. Cependant, la société civile s'est jusqu'ici organisée pour se défendre, et lutter contre les abus des entreprises. Ces mouvements ont porté leurs fruits, mais semblent également avoir développé un certain esprit d'« assistanat » chez les agriculteurs qui attendent beaucoup en termes compensation de la part des entreprises. Nous pourrions cependant penser que cet embryon organisationnel pourrait permettre le développement de prises d'initiatives et de projets de développement sur le long terme. Les agriculteurs sont dans une optique de juridicisation des problèmes, en attente de réparation pour les dommages causés ou les dommages futurs, mais n'ont pour le moment pas franchi le cap d'une prise en charge de leur propre destin.

De nombreux mouvements sont en marche dans la paroisse pour tenter d'améliorer la situation agricole. Cependant, dans ces réflexions, l'activité pétrolière est omniprésente, elle est vue comme source de problèmes mais en même temps source de solutions. Pourtant le développement local semble nécessiter la naissance d'initiatives nouvelles, qui ne pourront se développer qu'en cessant de porter ses espoirs dans la compagnie pétrolière.

Annexes

Annexe 1 : Liste des entretiens effectués auprès des agriculteurs de Pacayacu

Nom	communauté	Age	Année d'arrivée dans la Paroisse	Zone d'Origine	Raison de la migration	Membre de la famille travaillant / ayant travaillé dans l'entreprise pétrolière	Date de l'entretien
Gregorio Torres	San Vicente	59 ans	1976	Cariamanga (Loja)	Recherche de terre, élevage	Lui (avant), 1 fils	22-05-13
Segundo Castillo	Chiritza	68 ans	1979	Loja	Recherche de terre	1 fils	28-05-13
Angel Encarnación	Chone 2	45 ans	1985	Loja	sécheresse	Lui (de temps en temps), 2 fils	29-05-13
Manuel Villalovos	Palma Seca	31 ans	1997	Bolivar	Trouver une vie meilleure, recherche d'une terre productive	Non	29-05-13
Miriam Bravo	Chone 2	48ans	1993	Loja	Recherche de terre	Non	29-05-13
Roberto Granda Santín	San Vicente	68ans	1985	Loja	Recherche de terre plus fertile	Lui (avant), 2 fils	30-05-13
Maria Rojas	Wakayloma	60 ans	2000	Loja (en passant par Santo Domingo)	Recherche de terre, un frère vivait ici	Non	10-06-13
Alberto Malmara	Wakayloma	65 ans	2000	Napo	Recherche de terre	Non	10-06-13
Aurelio Chamba	San Vicente	72ans	1995	Loja (en passant par El Oro, et Santo Domingo)	Recherche de terre, sa fille vivait ici	2 fils	11-06-13
Arquimedes Alvarez	Cristobal Colón	57 ans	1982	Macara (Loja)	Trouver une vie meilleure, compagnie, agriculture, amis	Lui (avant)	05-07-13

IEP de Toulouse

Segundo Pascal	San Rafael	37 ans	1976	Carchi	Il est venu avec ses parents, 15 jours après sa naissance. Ses parents sont venus chercher un terrain	Non	05-07-13
Jose Vega	Río Pacayacu	58 ans	1975	Loja	Compagnie, mais avec l'objectif final de l'agriculture	Lui (avant)	17-07-13
Nancy Sornosa	6 de enero	40 ans	1998	Concordia (Pichincha)	Compagnie	Son mari (avant)	17-07-13
Ana Quintana	6 de enero	50 ans	1983	Santo Domingo	Recherche de terre	Ses fils	17-07-13
Rosa Merino	Shuara 3	65 ans	1988	Loja	Sécheresse, recherche de terre meilleure, un fils vivait ici	Non	22-07-13
Sonia Martinez	Chone 1	55 ans	1993	Quevedo (en passant par Esmeraldas)	Rejoindre son mari qui avait une ferme ici	Son mari (avant)	22-07-13
Segundo Toapanta	Bellavista	56 ans	1994	Ambato	Travailler dans la compagnie, il a acheté la ferme par la suite	Lui	23-07-03
Maria Pastora	Bellavista	70 ans	1970	Manabí (en passant par Los Ríos et Esmeraldas)	Recherche de terre	Non	23-07-13
Gabriela Galero	Union Lojana	64 ans	1983	Loja (en passant par la Costa, puis Santo Domingo)	Sécheresse, recherche de terre	1 fils	24-07-13
Jose Damacio	San Rafael	60ans	1990	Tulcán (en passant par Umbaqui)	Recherche de terre, culture du café	Non	24-07-13
Luis Granda	Pacayacu	63 ans	1974	Quevedos (Los Ríos)	Recherche de terre	Non	01-08-13
Luis Alvarez	Los Laureles	62 ans	?	Loja	Sécheresse, recherche de terre	ses fils	02-08-13
María Alvarado	Union Lojana	36 ans	1995	Loja	Recherche de terre	Son mari	03-08-13

Source : établi par l'auteure

Annexe 2 : les apports de la réforme agraire (1964-1973)

Les apports de la réforme agraire (1964-73) : extrait de l'article d'Emmanuel FAUROUX, « Equateur : les lendemains d'une réforme agraire »

« En ce qui concerne l'amélioration de la distribution des terres, la réforme agraire avait trois objectifs principaux :

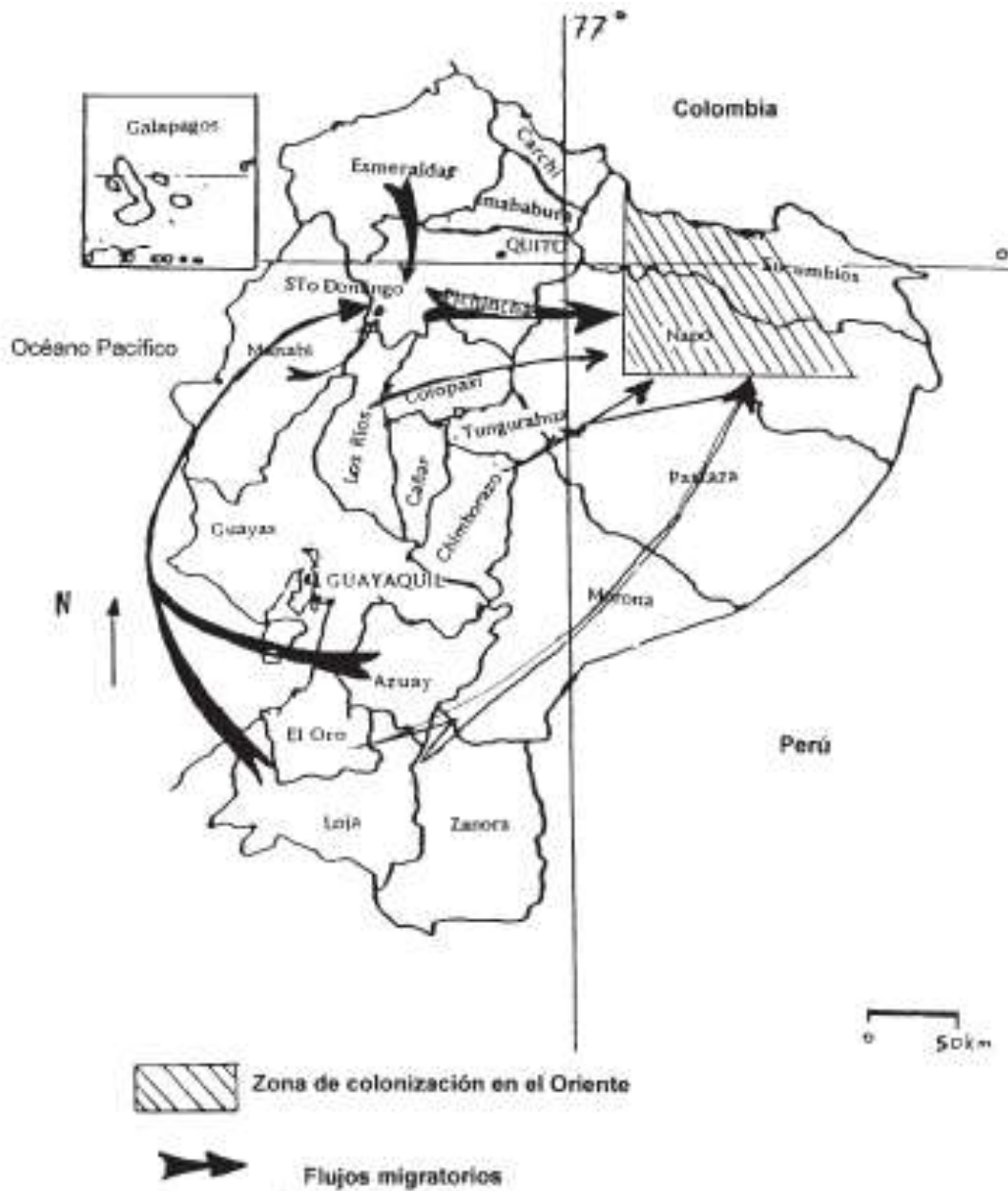
- L'abolition des tenures précaires, les « précaristes » devant recevoir la propriété des terres qu'ils cultivaient jusqu'alors contre le paiement d'une redevance. Cependant, la loi prévoyait deux échappatoires pour le propriétaire : le paiement d'une « juste » indemnité au tenancier et le *reasantamiento*, c'est-à-dire l'attribution, pour ne pas gêner l'exploitation principale, d'une parcelle aux caractéristiques similaires, mais située hors de l'emplacement initial.
- Pour éviter la généralisation de systèmes de production de type minifundiaires, divers obstacles légaux devaient s'opposer à la fragmentation des petites propriétés. On se proposait, d'autre part, de procéder à une « intégration coopérativiste » des petites exploitations individuelles, selon des modalités qui restaient à préciser.
- Enfin, le droit à la propriété cessait, en principe, d'être considéré comme un droit absolu. Il convenait désormais d'en respecter la « fonction sociale », de sorte qu'il devenait possible, sous certaines conditions, d'exproprier les domaines insuffisamment mis en valeur, ceux qui seraient exploités d'une manière incompatible avec la vocation naturelle des sols, et même ceux qui se trouveraient situés dans des zones « soumises à une forte pression démographique » (articles 30 et 31 de la loi de 1973). »

Emmanuel FAUROUX, « Equateur : les lendemains d'une réforme agraire », in Notes et Etudes Documentaires. Série Problèmes d'Amérique latine, 1980, (4567-4568) p. 108.

Annexe 4 : Exportation du café, cacao et palme africaine en Équateur

Figure 1 : Exportation du café équatorien par pays de destination, année 2012

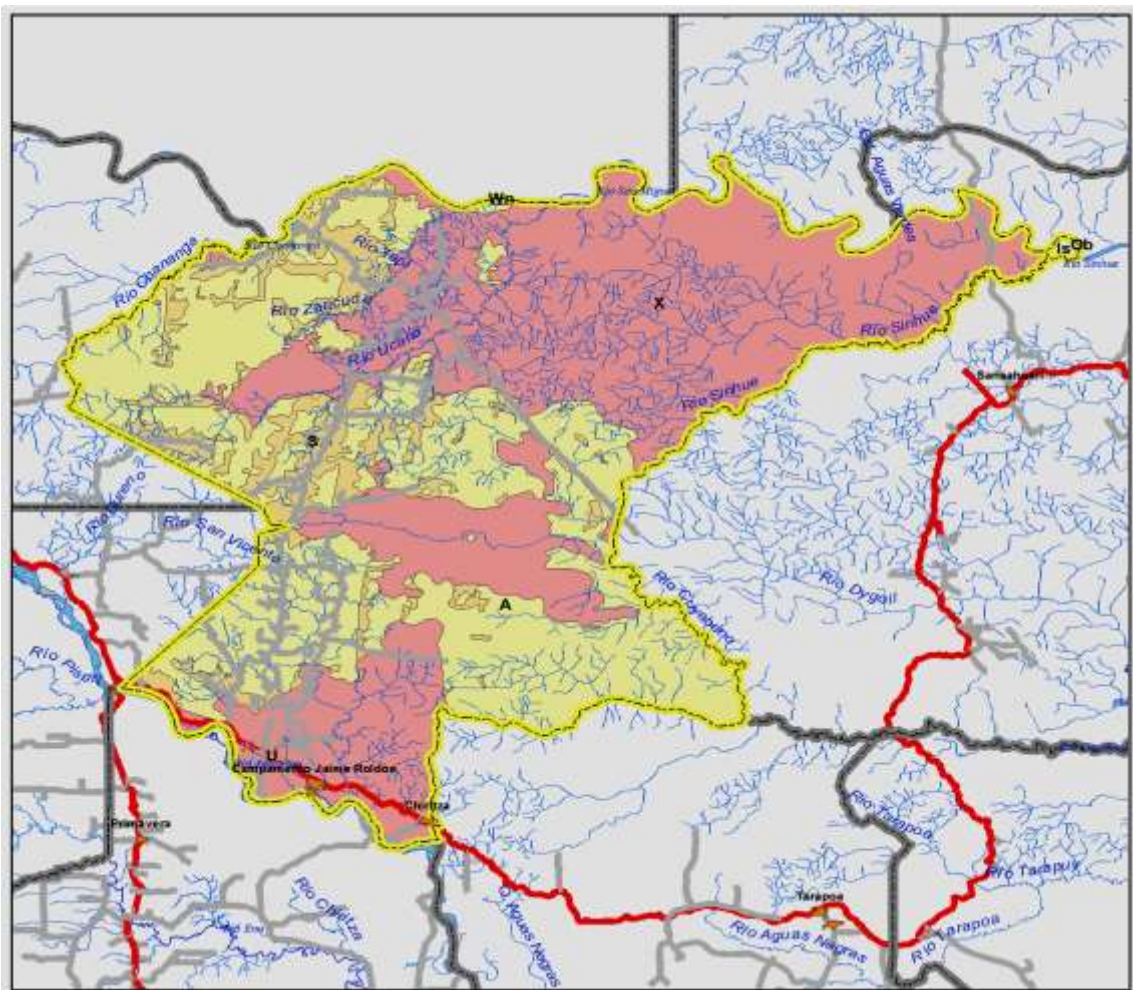
Annexe 3: les flux de migration qui ont alimentés la colonisation de l'Amazonie Equatorienne sur la période 1970-1990



Source : Eberhart, 2011 / Atlas Ecuatoriano 1990

annexe 6 : Conflits d'usage du sol sur le territoire de Pacayacu

La carte des conflits d'usage du sol représente les zones où la terre est bien utilisée, sous-utilisée ou sur-utilisée. C'est le résultat de la comparaison entre l'aptitude de la terre et l'usage actuel des sols.



CODIGO	DESCRIPCION	AREA(ha)	%
A	Usó adecuado	32.944,70	36,89%
Is	Islote	156,77	0,18%
Ob	Bancos de arena	91,63	0,10%
S	Sobre utilizado	8.703,97	9,75%
U	Áreas urbanas u otras infraestructuras	42,92	0,05%
Wn	Cuerpo de agua natural	919,63	1,03%
X	Sub utilizado	46.451,80	52,01%
		89.311,41	100,00%

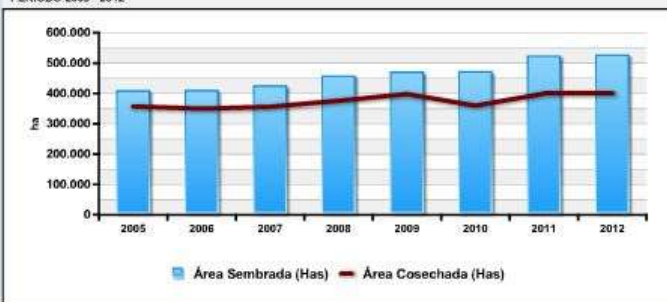
Conflictos de uso del suelo (clases, ha y %)

Fuente: SIGAGRO 2008, INEC 2009
Fuente: SIGAGRO 2008, INEC 2009

Source : PDOT Pacayacu, 2011

Annexe 8 : Evolution des surfaces semées et récoltés, de café, cacao et palme africaine en Équateur, sur la période 2005-2012

SUPERFICIE SEMBRADA Y COSECHADA DE CACAO
PERIODO 2005 - 2012



SUPERFICIE SEMBRADA Y COSECHADA DEL CACAO

ha

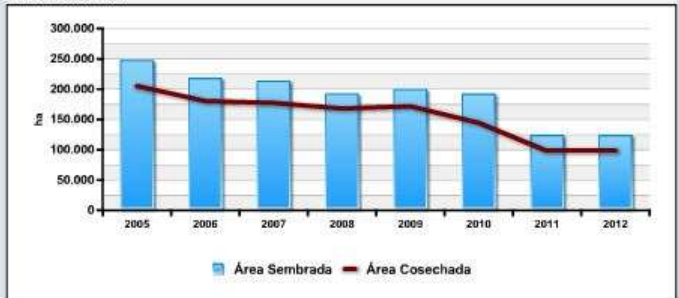
Año	Área Sembrada	Área Cosechada
2005	406.898	357.706
2006	407.888	350.028
2007	422.985	356.657
2008	455.414	376.804
2009	468.840	398.104
2010	470.054	380.025
2011	521.091	399.467
2012*	525.000	400.000

*Proyectado MAGAP

Fuente: ESPAC-INEC

Elaboración: MAGAP/SC/DETC

SUPERFICIE SEMBRADA Y COSECHADA DE CAFE
PERIODO 2005 - 2012



SUPERFICIE SEMBRADA Y COSECHADA DEL CAFE

ha

Año	Área Sembrada	Área Cosechada
2005	246.383	205.544
2006	217.075	180.678
2007	212.280	177.805
2008	191.189	168.479
2009	198.511	171.923
2010	191.080	144.931
2011	122.855	98.347
2012*	122.855	98.347

*Proyectado MAGAP

Fuente: ESPAC-INEC

Elaboración: MAGAP/SC/DETC



Annexe 9 : Balance de l'offre et de la demande en café, cacao et palme africaine, en Équateur, sur la période 2010-2012

BALANCE OFERTA - DEMANDA DEL CACAO

Concepto	2010	2011	2012
Producción Total	132.100,00	224.163,000	210.000,00
Importaciones	0,00	0,00	0,00
Total Oferta	132.100,00	224.163,00	210.000,00
DEMANDA TM			
Industria de exportación	20.000,00	28.000,00	30.000,00
Consumo Doméstico	10.000,00	15.000,00	15.000,00
Exportacion en grano	116.242,00	158.404,00	147.238,68
Total Demanda	146.242,00	201.404,29	192.238,68
Excedente/déficit	-14.142,00	22.758,71	17.761,32

Fuente: GREMIOS/BCE/

BALANCE OFERTA - DEMANDA DEL CAFE

Concepto	2010	2011	2012
Producción Total	31.347,00	23.829,00	23.829,00
Importaciones (grano + soluble)	5.724,00	10.000,00	5.452,00
Total Oferta	37.071,00	33.829,00	29.281,00
DEMANDA TM			
Industria (consum local)	10.000,00	10.000,00	10.000,00
Exportaciones (engrano)	21.274,66	35.433,77	28.048,95
Total Demanda	30.274,66	44.433,47	37.048,95
Excedente/déficit	6.796,34	-10.604,47	-7.767,95

BALANCE OFERTA - DEMANDA DE ACEITE DE PALMA

CONCEPTO	2010	2011	2012
Producción Total	380.301	472.988	524.580
Importaciones	15.501	11.828	88,9
Total Oferta	395.802	484.816	524.646
DEMANDA TM			
Industria	209.840	211.949	210.900
Exportaciones	145.781	249.883	276.069
Total Demanda	355.621	461.832	486.969

Fuente: BCE/FEDAPAL/OILWORLD

Elaboración: MAGAP/SC/DETC

Annexe 10 : Evolution de la production et rendement du café et cacao sur la période 2005-2012



PRODUCCIÓN Y RENDIMIENTO DEL CACAO

PERÍODO 2005 - 2012

Año	Rendimiento (TM/Has)	Producción (TM)
2005	0,26	93.659
2006	0,25	87.562
2007	0,24	85.890
2008	0,25	94.300
2009	0,30	120.582
2010	0,37	132.100
2011	0,56	224.183
2012*	0,53	210.000

*Proyectado MAGAP

Fuente: ESPAC - INEC

Elaboración: MAGAP/SC/DETC

PRODUCCIÓN Y RENDIMIENTO DEL CAFE

PERÍODO 2005 - 2012

Año	Rendimiento (TM/Has)	Producción (TM)
2005	0,20	40.804
2006	0,17	31.462
2007	0,22	38.887
2008	0,19	32.097
2009	0,20	33.624
2010	0,22	31.347
2011	0,24	23.829
2012*	0,24	23.829

*Proyectado MAGAP

Fuente: ESPAC - INEC

Elaboración: MAGAP/SC/DETC



PRODUCCIÓN Y RENDIMIENTO DE PALMA

PERÍODO 2005 - 2012

AÑO	Rendimiento (TM/Has)	Producción fruta de palma
2005	11,08	1.554.391
2006	11,87	1.673.089
2007	12,46	1.809.474
2008	14,74	2.204.314
2009	11,39	2.228.775
2010	14,73	2.950.485
2011	10,35	2.097.356
2012	9,35	2.115.582

Fuente: SINAGAP

Elaboración: MAGAP/SC/DETC

Annexe 11 : Exportation du café, de la palme africaine et du cacao par pays de destination, en Equateur en 2012

EXPORTACIONES DE CAFE POR PAISES DE DESTINO AÑO 2012
valor FOB en miles de (USD)



EXPORTACIONES DE CAFE EN GRANO Y SOLUBLES AÑO 2012

PARTIDA	DETALLE	TONELADAS MÉTRICAS	MILES FOB USD	%
0901119000	Café en grano	28.048,95	74.829,70	54%
2101110000	Extractos, esencias y concentrados	23.423,47	184.623,39	46%
2101120000	Preparaciones a base de extractos	0,01	0,02	0%
TOTAL		51.472,93	259.453,11	100%

Fuente: Banco Central del Ecuador
Elaboración: MAGAP/SC/DETC

EXPORTACIONES DE ACEITE EN BRUTO DE PALMA (15.11.10.0000) AÑO 2012
En Toneladas Métricas



EXPORTACIONES DE ACEITE REFINADO DE PALMA (15.11.90.0000) AÑO 2012
En Toneladas Métricas

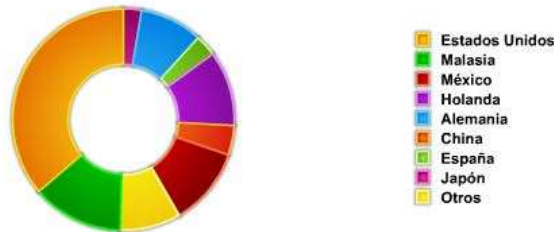


EXPORTACIONES ACEITE DE PALMA

PARTIDA	DETALLE	TONELADAS MÉTRICAS	FOB USD	%
1511100000	Aceite en bruto	202.454	212.422	100%
1511900000	Aceite refinado	73.586	88.490	100%
TOTAL		276.069	300.912	100%

Fuente: Banco Central del Ecuador
Elaboración: MAGAP/SC/DETC

EXPORTACIONES DE CACAO EN GRANO POR PAISES DE DESTINO 2012
En Toneladas Métricas

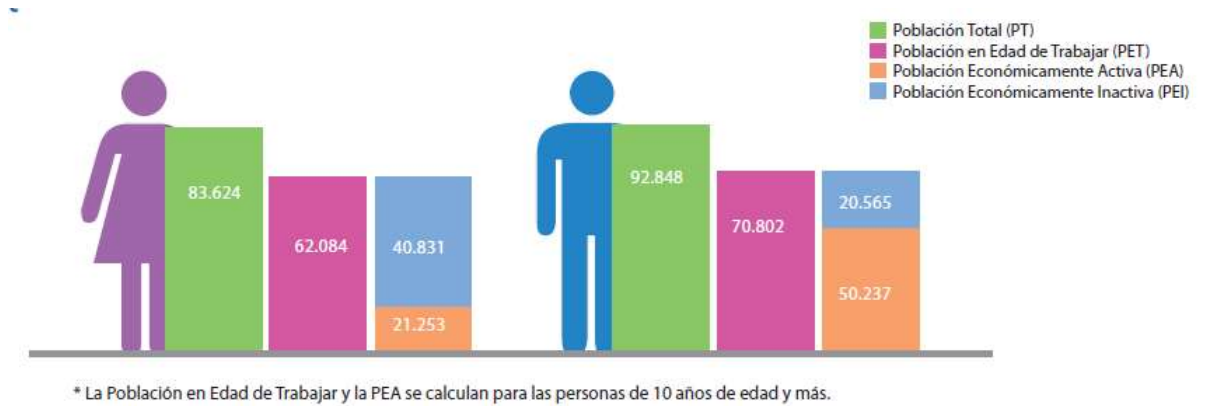


EXPORTACIONES DE CACAO EN GRANO Y SEMIELABORADOS AÑO 2012

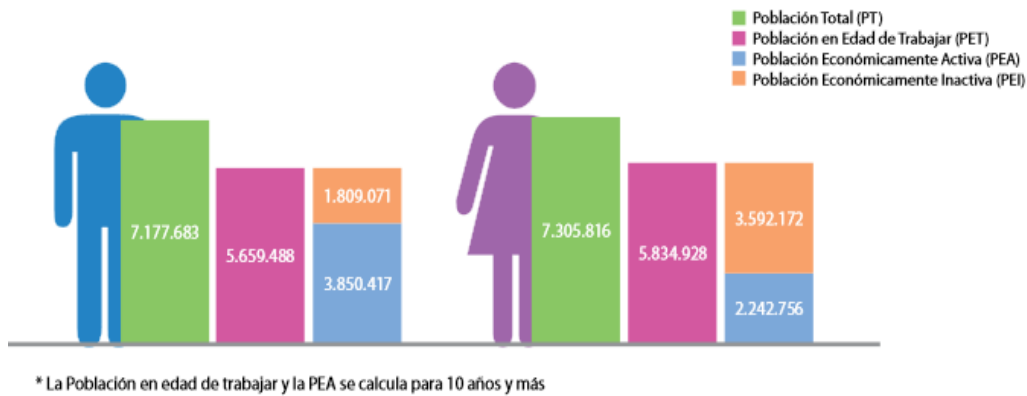
PARTIDA	DETALLE	TONELADAS MÉTRICAS	MILES FOB USD	%
1801	Cacao en grano	147.219,73	345.735,63	85%
1802	Cascara de cacao	1.246,84	448,27	1%
1803	Pasta de cacao	8.209,08	27.216,31	5%
1804	Manteca de cacao	7.671,64	23.728,81	4%
1805	Cacao en polvo	6.519,29	29.455,29	4%
1806	Chocolates y preparaciones	1.526,80	26.214,26	1%
TOTAL		172.393,38	452.799,02	100%

Fuente: Banco Central del Ecuador
Elaboración: MAGAP/SC/DETC

Annexe 12 : Comparaison de la répartition de la population économiquement active dans la province de Sucumbíos et au niveau national



Source : “Resultado de censo 2010 de población y vivienda en el Ecuador – Fascículo Sucumbíos” , INEC, 2011



Source : “Resultado del censo 2010 de población y vivienda en el Ecuador – fascículo nacional” , INEC, 2011

Table des figures :

Figure 1 : régions et provinces de l'Equateur	18
Figure 2 : les cantons de la province de Sucumbíos.....	18
Figure 3 : localisation de la paroisse de Pacayacu.....	21
Figure 4 : surface cultivée (en ha), en fonction des principaux types de cultures, à l'échelle du canton de Lago Agrio en 2009.	47

Table des images :

Image 1 : photo prise par l'auteure - torchère Estación de bombeo Sucumbíos, Pacayacu (27/05/13)	1
Image 2 : Pied de café, San Cristobal, Pacayacu. Photo PRAS, 24/07/13.....	61
Image 3 : plant de café malade, Union Lojana, Pacayacu. Photo PRAS, 24/07/13.....	62
Image 4 :Plantation de cacao, Chone 1, Pacayacu. Photo de l'auteure, 23/07/13	64
Image 5 :Plant de cacao malade, Union Lojana, Pacayacu, Photo PRAS 23/07/13	64
Image 6 : jeune plantation de palmiers à huile, "la Isla", Pacayacu, 07/07/13.....	67
Image 7 : plantation de palmiers à huile, plantation de Palmeras del Ecuador, San Roque. Photo de l'auteure, 17/07/13.....	67
Image 8 : la feria orgánica organisée par Acopsas, Lago Agrio, Photo de l'auteure, 25/05/13	72
Image 9 : panneau "finca contaminada por Petroecuador", Chone 1, Pacayacu, photo de l'auteure 23/07/13	89
Image 10 : Formation dispensée par un ingénieur de l'INIAP ux habitants de la communauté Chone 1 et Chone2, Pacayacu, Photo de l'auteure 29/05/13	91
Image 11 : "Hostal Pacayacu", le plus grand hôtel de la paroisse (photo promotionnelle)	94
Image 12 : les ateliers de le Clínica Ambiental, une fois tous les deux mois, attirent des dizaines de participants. Lago Agrio, photo de l'auteure, 30/06/13	97

Bibliographie

Ouvrages

BRASSEL Frank, HERRERA Stalin, LAFORGE Michel, *¿Reforma Agraria en el Ecuador?, nuevos temas, viejos argumentos*, Quito: SEPAE 2008. 248p

GONDARD Pierre, LEÓN Juan, SYLVA CHARVET Paola., *Transformaciones Agrarias en el Ecuador*, Geográfica Básica del Ecuador Tomo V, Geográfica agraria vol.1, Quito: CEDIG, 1988. 285p

LE QUANG Matthieu, *Laissons le pétrole sous terre ! L'initiative Yasuni ITT en Équateur*, Montreuil : Omniscience, 2012. 256p.

Articles

- BARRAL Henri, LENA Philippe, « L'occupation humaine de l'Amazonie (Équateur, Brésil) ». In : *Connaissance du milieu amazonien : actes du séminaire*. Paris : ORSTOM, 1987, p. 69-92.

- BILSBORROW Richard E., BARBIERI Alisson F et PAN William., « Changes in Population and Land Use Over Time in the Ecuadorian Amazon “ in *Acta Amazonica*, volume 34, numéro 4, 2004, p 635-647

- CHAMBERS Robert et CONWAY Gordon, “Sustainable rural livelihoods: practical concepts for the 21st century”, 1991IDS Discussion Paper 296.

- EBERHART Nicolás, “Transformaciones agrarias en el frente de la colonización en la Amazonía Ecuatoriana”, Quito, éd. Abya-Yala, 1998

- ESPINOSA María Fernanda, « La Amazonía ecuatoriana : colonia interna », in *Íconos*, Flaco Ecuador, numéro 5, 1998, p 28-35.

- GAILLARD Catherine et SOURISSEAU Jean-Michel, « Système de culture, système d'activité(s) et rural livelihood : enseignements issus d'une étude sur l'agriculture kanak (Nouvelle-Calédonie) », Le Journal de la Société des Océanistes, n°129, 2009, 279-294

- PAUL Jean-Luc, Antoine Bory, Alex Bellande, Éliane Garganta et Antoine Fabri, « Quel système de référence pour la prise en compte de la rationalité de l'agriculteur : du système de production agricole au système d'activité », Actes du symposium Recherches-système en agriculture et développement rural, Montpellier, CIRAD, 1994, pp. 46- 52.

Mémoires effectués dans le cadre de MONOIL

- BISSARDON Pauline, « Alerte sanitaire, environnementale et mobilisations sociales en Amazonie Equatorienne », IEP Toulouse, GET/Observatoire Midi-Pyrénées, 2012.

- JUTEAU Guilhem, « L'exploitation pétrolière en Équateur : A la recherche d'un nouveau modèle de développement, entre enjeux économiques et conflits socio-environnementaux », IEP Toulouse, GET/Observatoire Midi-Pyrénées, 2012

- PAICHARD Elise, « Vivre avec les capacités pétrolières, capacités et vulnérabilités », IEP Toulouse, GET/Observatoire Midi-Pyrénées, 2012

Résumé

Cette étude est le résultat d'un stage de recherche effectué au sein d'un programme de coopération franco-équatorien, coordonné par l'IRD et le GET, visant à évaluer les impacts de l'exploitation pétrolière sur l'environnement et les sociétés en Amazonie Equatorienne. Le terrain d'étude est la paroisse de Pacayacu, située dans la province de Sucumbíos à la frontière nord de l'Équateur.

Cette région est la première zone d'extraction pétrolière du pays, mais demeure parmi les plus pauvres. La plupart des habitants sont agriculteurs, et sont aujourd'hui confrontés à une forte baisse de leur production et des difficultés de commercialisation de leurs produits.

L'objectif de cette étude est de déterminer les relations qu'entretiennent activités agricoles et pétrolières sur ce territoire, et les stratégies mises en place par les familles paysannes pour s'adapter aux mutations environnementales, économiques et sociales.

Ce travail fait suite à trois études réalisées en 2012 par des étudiants de l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse, dans le cadre de ce même projet.